

Le label Diplomatique

Trimestriel

Magazine panafricain de DRI édité par "Votre Label.Com"



**COMMUNAUTÉ DE DESTIN POUR L'HUMANITÉ :
QUEL AVENIR POUR LA GOUVERNANCE MONDIALE ?**

RENCONTRES

Les dix ans d'une nouvelle approche de la diplomatie

VISITE DU PRESIDENT TALON EN CHINE
DECRYPTAGE DE L'AMBASSADEUR PENG JINGTAO
ANALYSE DE LA PRESSE CHINOISE

DIASPORA AFRICAINE
DISCOURS DE POLITIQUE GENERALE DU
DR LOUIS-GEORGES TIN

INTERVIEW DU COMTE

ANTHONY C. COLEIRO

AMBASSADEUR SOAD A MALTE



**DOSSIER
D'ACTUALITE**

NIGER, LIGNE ROUGE !

EVENEMENT
RENTREE DIPLOMATIQUE
REUSSIE AU TOGO



PROFESSEUR ROBERT DUSSEY
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES



PROFESSIONNALISME



INNOVATION



ESPRIT D'ÉQUIPE

**L'ORTB S'ENGAGE AU PROFESSIONNALISME
POUR DES INNOVATIONS CONCRÈTES
DANS UN ESPRIT D'ÉQUIPE.**



www.ortb.bj

NOS PRESTATIONS



NOS PODCASTS



NOS RADIOS & TV EN DIRECT



ARCHITECTURE-DESIGN-URBANISME



Le Cabinet d'Architecture **TRIUMPHUS** est créé en 2001 par l'arrêté ministériel N°0047/MEHU/DC/SG/DHC/SAL du 05 Octobre 2000. Notre vocation est de programmer, concevoir et de suivre les travaux selon les normes internationales et les règles de l'art pour nos maîtres d'ouvrage. L'architecture est pour nous l'art de créer le cadre de vie de l'homme et c'est dans la diversité de nos idées que nous atteignons notre plus grand potentiel créatif.

Narcisse Justin SOGLO, Architecte-Gérant du Cabinet, est diplômé de l'Université Technique d'Etat du Bâtiment et d'Architecture de KIEV (UKRAINE) en juin 1995. Il est inscrit à l'Ordre National des Architectes et Urbaniste du Bénin sous le numéro 86.

Architecte, Expert Agréé Près les Cours d'Appel et les Tribunaux du Bénin, Past Président du Conseil National de l'Ordre des Architectes et des Urbanistes du Bénin, Président de la commission Ethique et Exercice professionnel à l'Union des Architectes d'Afrique (AUA), Past Président de la Conférence des Ordres des Architectes de l'UEMOA. Il est le leader d'une équipe composée de six (06) architectes, quatre (04) ingénieurs génie civil, huit (08) techniciens supérieurs, deux (02) dessinateurs, une (01) assistante administrative et des consultants externes.



Campus FASEG

Nous agissons dans l'intérêt de la firme et de nos partenaires en travaillant avec précision, innovation, initiative, anticipation, proactivité. L'équipe travaille de manière solidaire en étant disponible, animé d'un esprit d'ouverture et d'une écoute active pour atteindre les objectifs communs. Elle a un respect total à l'égard des partenaires et des professionnels du bâtiment.



Marché de PK3



Bureaux d'arrondissement de Pahou

Cotonou-Fidjrossè-Von Jacquot-5^{ème} Von à gauche, Tél : (+229) 95 96 32 86 / 97 60 11 03
Email: sotriumphus@yahoo.fr, Site web: www.triumphusbenin.com

CONVICTION

LE TEMPS DE LA LUMIERE !



« DIEU DIT : QUE LA LUMIERE SOIT ! ET LA LUMIERE FUT. » Ce verset biblique de Genèse 1 : 3 fait chair dans la géopolitique mondiale actuelle. Point n'est besoin de sortir de grandes écoles de Sciences politiques pour se rendre compte, que derrière tout ce qui se passe actuellement - y compris la guerre russo-ukrainienne et les coups d'Etat militaires en Afrique de l'Ouest - se joue l'avenir de l'Afrique. L'Afrique annoncée depuis bien des années comme devant retrouver ses marques, amorcer le processus de sa renaissance, avec la décennie 2021-2030. Cela passe forcément par la remise en cause du statu quo, le coup d'arrêt à tout processus de prévarication et de gaspillage de nos ressources humaines, naturelles et minières ainsi que la redéfinition de nos alliances et ceci, dans une dynamique inclusive qui réponde à nos aspirations en tenant compte de notre identité et de notre responsabilité historique en tant que « Berceau de l'humanité ».

A ce propos, le « Dossier d'Actualité » du 11ème numéro de notre Magazine panafricain de Diplomatie et de Relations Internationales « Le Label Diplomatie » traite de la « Ligne rouge » concernant le coup d'Etat du Niger et le branle-bas général que cela orchestre dans la géopolitique africaine voire internationale, avec « Parole de Sachant » de Sédik ABBA depuis Paris, « Réflexion » d'Emmanuel BADIBANGA de Kinshasa et notre « Vox populi » réalisé à travers le monde qui parlent aussi bien d'espoirs déçus que de la marche inexorable de l'Afrique vers sa renaissance. Un Message qui annonce LA LUMIERE sur le continent noir et qui trouve un écho prémonitoire de Beijing, avec SEM XI Jinping qui, en fin mars 2013, lors de son premier voyage à l'étranger en qualité de Président de la République Populaire de Chine, lançait les quatre (4) principes fondateurs de sa politique africaine : Sincérité - Résultats effectifs - Amitié - Bonne foi. C'est au nom de ces principes qu'il a réservé un accueil des plus somptueux au Président Patrice TALON du Bénin, lors de sa visite d'Etat en Chine, du 31 août au 3 septembre 2023. Un événement dont l'Ambassadeur de

Chine près le Bénin, SEM PENG Jingtao, nous fait ici le « Décryptage » dans notre « Dossier Spécial » qui relaie également le traitement qu'en a fait la presse chinoise, notamment sous la plume de XU YI, Journaliste à CGTN-Radio basée à Beijing et Lydia LIU de GDToday, le plus grand média en ligne dans la Province de Guangdong. Dix ans après l'Initiative chinoise de la « Communauté de destin pour l'humanité », thème d'un grand débat animé par la journaliste MA Jiaying de CGTN-Français et au cœur de « la célébration avec faste des 74 ans de la fondation de la République Populaire de Chine » à Cotonou.

Célébration également à Lomé de la « rentrée diplomatique réussie » du Professeur Robert DUSSEY, de la « Rentrée diplomatique réussie » du Professeur Robert DUSSEY, Ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et des Togolais de l'Extérieur, sanctionnée par un « Communiqué final » et marquée par une conférence inaugurale sur « Les transitions démocratiques en Afrique entre rêves et réalités » animée par l'ancien Premier-Ministre de transition, Me Joseph Kokou KOFFIGO, le 11 septembre 2023. Quant au Premier-Ministre de l'Etat de la Diaspora Africaine, le Docteur Louis-Georges TIN, nous publions dans cette parution, l'intégralité de son Discours de politique générale pour son deuxième mandat. Discours délivré le 1er juillet 2023, à l'occasion du 5ème anniversaire de la SOAD. L'Ambassadeur de la SOAD à Malte, le Comte Chevalier Anthony, C. COLEIRO, s'est aussi prêté aux questions de notre Rédaction qui publie, par ailleurs, la liste des Coordonnateurs-Pays du Caucus Panafricain des Journalistes que je préside. Le Caucus Panafricain des Journalistes qui a pour missions de déconstruire les fakes news sur l'Afrique, révéler la vraie image ainsi que toutes les belles initiatives qui vont rêver d'une renaissance africaine à nos portes, à notre portée.

Mon Intime Conviction, c'est que nous sommes rentrés dans une PORTE ETROITE DE GRÂCE où LA LUMIERE DE DIEU luit sur le continent noir, « Berceau de l'humanité ». Cette LUMIERE étincelante, comparable au soleil de 7 sept jours, balaie déjà l'Afrique de l'Ouest, pour envahir toute l'Afrique entière.

LA RENAISSANCE AFRICAINE EST UN PROCESSUS IRREVERSIBLE, AFIN QUE LA LUMIERE SOIT !

BELIEVE

THE TIME OF LIGHT!



«GOD SAID: LET THERE BE LIGHT! AND THERE WAS LIGHT». This biblical verse from Genesis 1:3 has become part of current world geopolitics. You don't need to have studied political science to realise that behind everything that is happening at the moment - including the Russian-Ukrainian war and the military coups in West Africa - the future of Africa is at stake. The Africa that has been heralded for many years as having to find its feet again, to begin the process of its renaissance, with the decade 2021-2030. This will inevitably involve challenging the status quo, putting a stop to any process of prevarication and waste of our human, natural and mineral resources, and redefining our alliances in an inclusive dynamic that responds to our aspirations, taking into account our identity and our historical responsibility as the «Cradle of Humanity».

In this respect, the «Current Affairs Dossier» in the 11th issue of our pan-African magazine of diplomacy and international relations, «Le Label Diplomatie», deals with the «red line» concerning the military push in Niger and the general upheaval that this is orchestrating in African and even international geopolitics, with «WORD OF AN EXPERT » by Sédik ABBA from Paris, «Réflexion» by Emmanuel BADIBANGA from Kinshasa and our «Vox populi» from around the world, all of which speak of dashed hopes and Africa's inexorable march towards rebirth. A Message that heralds THE LIGHT on the dark continent and that finds a premonitory echo from Beijing, with HEM XI Jinping who, at the end of March 2013, during his first trip abroad as President of the People's Republic of China, launched the four (4) founding principles of his African policy: Sincerity - Effective results - Friendship - Good faith. It is in the name of these principles that he reserved a most sumptuous welcome for President Patrice TALON of Benin, during his State visit to China, from 31 August to 3 September 2023. The Chinese Ambassador to Benin, HEM PENG Jingtao, has provided us with a «deciphering» of this event in our «Special Report», which also includes coverage in the

Chinese press, notably by XU YI, a journalist with Beijing-based CGTN-Radio, and Lydia LIU of GDToday, the largest online media outlet in Guangdong Province. Ten years after China's «Community of Destiny for Mankind» initiative, the theme of a major debate moderated by journalist MA Jiaying from CGTN-Français and at the heart of «the pompous celebration of the 74 years of the founding of the People's Republic of China» in Cotonou.

Celebration also in Lomé of the «successful diplomatic return» of Professor Robert DUSSEY, Minister of Foreign Affairs, Regional Integration and Togolese Living Abroad, culminating in a «Final Communiqué» and marked by an inaugural conference on «Democratic transitions in Africa between dreams and realities» led by the former transitional Prime Minister, Joseph Kokou KOFFIGO, on 11 September 2023. As for the Prime Minister of the State of the African Diaspora, Dr Louis-Georges TIN, we are publishing in this issue the entirety of his general policy speech for his second term of office. The speech was delivered on 1 July 2023, on the occasion of DICO's 5th anniversary. DICO's Ambassador to Malta, Count Chevalier Anthony, C. COLEIRO, was also interviewed by our editorial team, which also publishes the list of Country Coordinators of the Pan-African Journalists' Caucus, which I chair. The Pan-African Journalists' Caucus is tasked with deconstructing fake news about Africa, revealing the true picture and all the fine initiatives that will dream of an African renaissance on our doorstep, within our reach.

My Intimate Conviction is that we have entered a narrow gate of grace where the light of God shines on the dark continent, the «Cradle of Humanity». This sparkling LIGHT, comparable to the 7 seven-day sun, is already sweeping across West Africa, to invade the whole of Africa.

THE AFRICAN RENAISSANCE IS AN IRREVERSIBLE PROCESS, SO THAT THE LIGHT MAY BE!

CONSEILLERS SPÉCIAUX DU
GOUVERNEUR

Ambassadeur Jacques ADANDE
Professeur Benoît AWAZI MBAMBI
KUAGUA

Jean SADRAQUE CIUS
Judith CARDIN HOUEDJISSIN

CHARGÉS DE MISSIONS DU
GOUVERNEUR

Jean Chardène Ronce TAHOUENAKOU
Fortune HOUNDEFA
Sophia LOUIS-JEAN
Elom Arnaud NOUDEGBESSI
Arsène Mikelange KOUDEDJI
Agossou Damien BANON
Opportune Laetitia SADELER
AKAKPO

DIRECTRICE COMMERCIALE

Anne Chantal ADJOVI YEVIDE

DIRECTEUR ARTISTIQUE

Rodrigue W. YEVIDE

DIRECTRICE DES RELATIONS
PUBLIQUES

Elisabeth ASEN SOMO

RÉDACTEURS EN CHEF

Emmanuel MAYEGA (Français)
Maurice KPADONOU (Anglais)

GRANDS REPORTERS

Hannah N. GETERMINAH
Joël Samson BOSSOU
Dr Eileen C. ZUBERI
Marcelle CHAGAS GONTIJO

Felipe M. NOGUERA

EDITEUR

Rapidprint

SITE WEB

www.lelabeldiplomatie.com

CONTACT

+229 9586 6391

GOUVERNEUR



Elisée
Héribert-Label ADJOVI

MON INTIME CONVICTION

LE TEMPS DE LA LUMIERE ! 04

DOSSIER SPÉCIAL

L'Ambassadeur Peng Jingtao décrypte la visite d'État du
Président Patrice Talon en Chine 10

74ème anniversaire de la République Populaire de Chine
L'Amitié bénino-chinoise célébrée avec faste 16

Interview exclusive de Monsieur Héribert-Label Elisée
ADJOVI, Gouverneur du magazine panafricain "Le Label
Diplomatique" à GDToday de Guangzhou 20

Des projets agricoles Chine-Bénin exemplaires en matière
de coopération sur le changement climatique /
SU Yi - Journaliste à CGTN-Radio 24

« Communauté de destin pour l'humanité » /
Émission-débat « RENCONTRES » - MA Jiaying Journaliste
à CGTN - Français 28

DOSSIER D'ACTUALITÉ

REFLEXION / L'espace CEDEAO, bastion d'une ère
néorévolutionnaire - Emmanuel BADIBANGA 38

PAROLE DE SACHANT / Monsieur Sédik ABBA,
Journaliste et universitaire, Président du Centre
international de Réflexion et d'Etudes sur le Sahel 44

VOX POPULI 50

DIASPORA AFRICAINE

DISCOURS DE POLITIQUE GÉNÉRALE - ADRESSE
À LA NATION / DR LOUIS-GEORGES TIN 60

COMMUNIQUE DE PRESSE DU CAUCUS
PANAFRICAIN DES JOURNALISTES 66

COMMUNIQUÉ DE PRESSE / SOAD ET IHRC SIGNENT UN TRAITÉ
POUR SOUTENIR LES DROITS HUMAINS 68

INTERVIEW DU COMTE CHEVALIER ANTHONY C. COLEIRO
AMBASSADEUR SOAD À MALTE 70

EVENEMENTS

RENTREE DIPLOMATIQUE REUSSIE AU TOGO
CONFÉRENCE INAUGURALE SUR « LES TRANSITIONS
DÉMOCRATIQUES EN AFRIQUE ENTRE RÊVES ET RÉALITÉS »
PAR ME JOSEPH KOKOU KOFFIGO 78

COMMUNIQUÉ FINAL 82

SOMMAIRE

GOVERNOR'S SPECIAL
ADVISERS

Ambassadeur Jacques ADANDE
Professeur Benoît AWAZI MBAMBI
KUAGUA

Jean SADRAQUE CIUS
Judith CARDIN HOUEDJISSIN

Ferdinand MAYEGA

GOVERNOR'S
REPRESENTATIVES

Jean Chardène Ronce
TAHOENAKOU

Fortune HOUNDEFA
Sophia LOUIS -JEAN

Elom Arnaud NOUDEGBESSI
Arsène Mikelange KOUDEDJI

Agossou Damien BANON
Opportune Laetitia SADELER

AKAKPO

COMMERCIAL DIRECTOR

Anne Chantal ADJOVI YEVIDE

ARTISTIK DIRECTOR

Rodrigue W. YEVIDE

DIRECTOR OF PUBLIC
RELATIONS

Elisabeth ASEN SOMO

EDITORS-IN-CHIEF

Emmanuel MAYEGA (Français)
Maurice KPADONOU (Anglais)

SENIORS REPORTERS

Hannah N. GETERMINAH
Joël Samson BOSSOU
Dr Eileen C. ZUBERI
Marcelle CHAGAS GONTIJO

Felipe M. NOGUERA

PUBLISHER

Rapidprint

SITE WEB

www.lelabeldiplomatie.com

PHONE

NUMBER

+229 9586 6391

GOVERNOR



Elisée
Héribert-Label ADJOVI

MY DEEP CONVICTION

THE TIME OF LIGHT! 05

SPECIAL FILE

Ambassador Peng Jingtao decodes the President
Patrice Talon's State visit to China 11

74th anniversary of the People's Republic of China
Benin-China friendship celebrated in style 17

Exclusive interview with Mr Héribert-Label Elisée Adjovi,
Governor of the pan-African magazine "Le Label
Diplomatique" by GDToday in GuanGzhou 21

China-Benin agricultural projects exemplary in climate
change cooperation / SU Yi - Journalist at CGTN-Radio 25

«Community of Destiny for Mankind»
Talk show' «MEETINGS» / MA Jiaying
Journalist at CGTN - French 29

CURRENT ISSUES

Thinking / the ECOWAS, bastion of a
neo-revolutionary era - Emmanuel BADIBANGA 39

WORD OF AN EXPERT / Mr Sédik ABBA, journalist and
academic, President of the International Centre for
Reflection and Studies on the Sahel 45

VOX POPULI 51

AFRICAN DIASPORA

GENERAL POLICY SPEECH - ADDRESS TO
THE NATION / DR LOUIS-GEORGES TIN 61

PRESS RELEASE THE PAN-AFRICAN
JOURNALISTS' CAUCUS 67

PRESS RELEASE / SOAD AND IHRC SIGN A TREATY
TO SUPPORT HUMAN RIGHTS 69

INTERVIEW WITH COUNT CHEV. ANTHONY C. COLEIRO
SOAD'S AMBASADOR IN MALTA 71

EVENTS

SUCCESSFUL DIPLOMATIC NEW YEAR IN TOGO

INAUGURAL CONFERENCE ON «DEMOCRATIC TRANSITIONS IN
AFRICA BETWEEN DREAMS AND REALITIES»
BY ME JOSEPH KOKOU KOFFIGO 79

FINAL PRESS RELEASE 83

SUMMARY



BUREAU DE LITTÉRATURE, DE RECHERCHE ET DE FORMATION



*Unique, transversal, des services multiples.
Au bureau « TATYTRYBER », le service de qualité axé sur les résultats probants est
l'indispensable clé de voûte de toute réussite. Un creuset d'opportunité pérenne.*

Services Offerts

- Saisie, impression, traitement et mise en pages, reliure
- Correction et coaching de tous vos mémoires (Licence, Master, DEA, DESS), Thèses de doctorat, Livres, articles de presse, magazines, rapports (Correction des fautes de conjugaison, grammaire, orthographe, syntaxe et autres)
- Formation professionnelle en informatique (word, excel, Powerpoint, publisher, internet)
- Traduction de tous vos documents (français - anglais - espagnol - chinois - fongbé et autres)
- Formation et coaching de toute recherche documentaire, épistémologique et méthodologique
- Vente d'articles bureautiques, scolaires et universitaires
- Formation et coaching de tout logiciel de gestion (traitement de données statistiques et autres)
- Formation, coaching et montage de tout dossier d'appel d'offres
- Audit et fiscalité des entreprises

Tous vos documents sont protégés et sécurisés par une équipe confidentielle. Le bureau « TATYTRYBER » est une équipe professionnelle de cadres rompus à la tâche, pétris d'expériences disposant des compétences très avérées. Il est en partenariat avec un important vivier de personnes ressources hautement qualifiées d'éminents enseignants et professionnels nationaux et internationaux.

Consultant Certifié :

HEBIOSSO Jules Richard, Diplômé en Management International de l'Université Côte d'Opale France - Formateur - Directeur de mémoire - Membre de jury et de délibération de Licence et Master - Coach Universitaire - Assistant en Sciences de Gestion.

IFU: 0202113567241

Contact Whatsapp : 00229 67 21 06 47 - 96 29 41 47



Maison au fond et en face dans la 1ère von à gauche après Eglise ASSEMBLEE DE DIEU (Temple Universitaire) de Togoudo en quittant le carrefour IITA

Ouvert du Lundi au Samedi de 8h à 20h



**PRIX
CHOCS**

NOUS
CONSULTER

VOS IMPRESSIONS intérieur & extérieur

Kouhounou von Peace and Love

Tél. : 21 38 03 44 & 94 32 73 86 / Mail : rapidpriint9@gmail.com

IMPRESSION NUMÉRIQUE PETIT FORMATS

Affiches, Flyers, En-tête;
Cartes de visite, Factures,
Magazines, Faire-part
etc.

IMPRESSION NUMÉRIQUE GRANDS FORMATS

Banderoles, Bannières,
Vinyles, Microperforés,
Bâches, Roll-UP, Toile
etc.



Retour sur la visite d'État du Président Patrice Talon en Chine

DOSSIER SPECIAL

Il y a dix ans, la République Populaire de Chine lançait son initiative de la « Communauté de destin pour l'humanité », et par là même, prend le leadership pour un monde de justice, de solidarité et de paix pour une prospérité partagée. Dans ce « Dossier Spécial, nous publions l'intégralité du grand débat organisé à cette fin par CGTN-Français, la chaîne publique de télévision chinoise. Et parce que c'est au nom du principe de la « Communauté de destin pour l'humanité » que le Président Patrice Talon du Bénin s'est rendu en visite de travail et d'amitié à Beijing du 31 août au 3 septembre 2023, nous revenons ici sur la conférence de presse bilan de l'Ambassadeur de Chine près le Bénin, SEM PENG Jingtao ainsi que le décryptage de cet événement hautement diplomatique par la presse chinoise.

L'Ambassadeur Peng Jingtao décrypte l'événement

Par Héri-
bert-Label
Elisée Adjovi

Une visite hors du commun. C'est le sentiment largement partagé à l'issue de la conférence de presse donnée par l'Ambassadeur de la République Populaire de Chine près le Bénin, SEM Peng Jingtao, le mardi 19 septembre 2023. Le temps d'un « Mardi de Chine », une rencontre périodique, au sein

de l'Ambassade, entre le réseau « Médias pour la coopération sino-béninoise » et le Chef de la mission diplomatique du « Pays du Milieu », les journalistes ont eu droit à un décryptage minutieux de la récente visite d'État du Président Patrice Talon en Chine.

d'amitié et de coopération Chine-Afrique, avancer résolument sur la voie de la solidarité et de la coopération, défendre fermement la justice, malgré les aléas internationaux et s'entraider face aux impacts de la Covid-19. » Ainsi, dira-t-il, la Chine et l'Afrique ont porté leurs relations à de nouvelles hauteurs et dans la nouvelle phase de la construction conjointe d'une communauté d'avenir

SPECIAL FILE

Ten years ago, the People's Republic of China launched its «Community of Destiny for Mankind» initiative, thereby taking the lead in building a world of justice, solidarity and peace for shared prosperity. In this «Special Report», we publish in full the major debate organised for this purpose by CGTN-Français, the Chinese public television channel. And because it was in the name of the principle of a «community of destiny for humanity» that President Patrice Talon of Benin made a friendly working visit to Beijing from 31 August to 3 September 2023, we report here on the press conference given by the Chinese Ambassador to Benin, HEM PENG Jingtao, and the Chinese press's coverage of this highly diplomatic event.

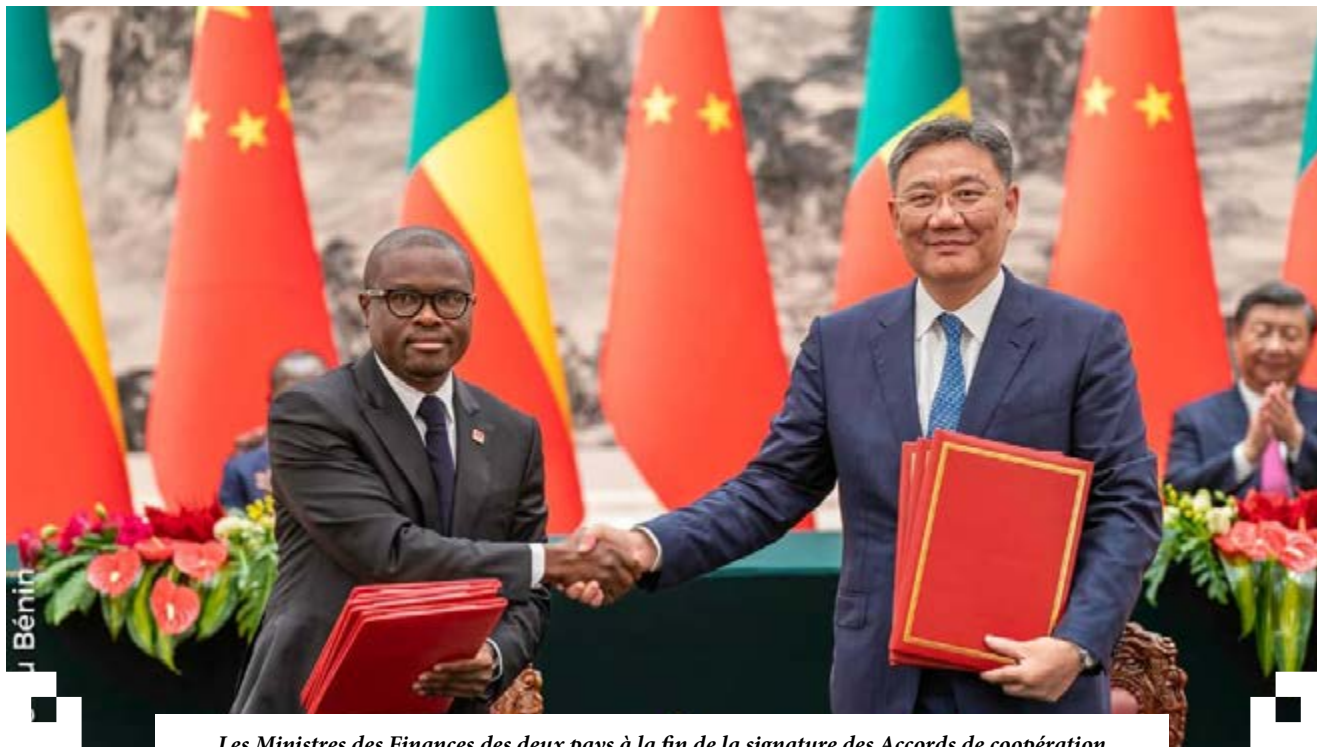
A look back at President Patrice Talon's State visit to China

Ambassador Peng Jingtao decodes the event

By Héribert-Label Elisée Adjovi

An extraordinary visit. That was the feeling widely shared at the end of the press conference given by the Ambassador of the People's Republic of China to Benin, HEM Peng Jingtao, on Tuesday 19 September 2023. During a 'China Tuesday', a regular meeting at the Embassy between the 'Media for China-Benin Cooperation' network and the Head of the diplomatic mission of the 'Middle Country', journalists were given a detailed deciphering of President Patrice Talon's recent State visit to China.

Sincerity, effective results, friendship and good faith. Four principles dear to Xi Jinping for Sino-African relations. Four principles that he unveiled in 2013 on African soil, successively in Tanzania, South Africa and the Democratic Republic of Congo, during his first trip abroad as Chinese President. Four principles rightly recalled by the Ambassador of the People's Republic of China to Benin, H.E. Peng Jingtao, at his press conference with the «Media for Sino-Beninese Cooperation» network on Tuesday 19 September 2023. «Over the past ten years, China and Africa have worked in the light of day to draw strength from the spirit of China-Africa friendship and cooperation, resolutely advance along the path of solidarity and cooperation, firmly defend justice despite international hazards, and help each other cope with



Les Ministres des Finances des deux pays à la fin de la signature des Accords de coopération

partagé Chine-Afrique de haut niveau.

Dans son décryptage de la visite d'Etat du Président Patrice Talon en Chine (du 31 août au 3 septembre 2023), l'Ambassadeur Peng Jingtao a démontré, principe après principe, que ce fut un événement qui fera date dans les annales de la coopération sino-béninoise. Sur le principe de sincérité, il a souligné, pour la partie chinoise, l'importance du respect mutuel sur la base de l'égalité. Concrètement, la diplomatie chinoise applique un principe d'égalité avec tous les pays amis, qu'ils soient grands ou petits. « A travers l'accueil chaleureux et les arrangements minutieux, la Chine a rendu un hommage indispensable à la hauteur de la visite d'Etat au Président Talon et sa délégation, invité du Président de Chine. » Chaque année, le nombre de visites d'Etat organisées en l'honneur des chefs d'Etat des pays étrangers en Chine est limité. Quant à la visite de travail et d'amitié du Président Patrice Talon, précise l'Ambassadeur Peng Jingtao, les accueils protocolaires ont démontré l'importance accordée à cette visite. « Une salve de 21 coups de canon a été tirée. Le Président Xi a présidé la cérémonie d'accueil, suivie d'une séance de travail, et un banquet d'Etat de bienvenue ». Le Premier Ministre Li Qiang et le Président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale Zhao Leji, numéro 2 et numéro 3 de Chine, ont rencontré le Président Talon. Les Ministres chinois de la Finance et du Commerce lui ont rendu visite à sa résidence. Le Président Talon est aussi allé déposer les gerbes au Monument des héros du peuple, « un arrangement spécial pour les invités d'Etat, informe Peng Jingtao qui fait remarquer que tous ces détails minutieux ont démontré le niveau élevé de sincérité de l'accueil réservé au Chef de l'Etat béninois par le Président, le Gouvernement et autres responsables chinois.

S'agissant du principe de résultats effectifs, concrets, l'Ambassadeur Peng Jingtao note qu'une cérémonie de signature d'accords a eu lieu après la séance de travail entre les deux Présidents, dont treize documents de coopération bilatérale sur la construction conjointe de « la Ceinture et

la Route », le développement vert, l'économie numérique, l'agroalimentaire, la santé et bien d'autres domaines. Pour la partie chinoise, les signataires sont venus de la Commission de réforme et de développement, du Ministère du Commerce, de la Commission de la Santé, de l'Agence générale des douanes, de l'Agence nationale de développement et de coopération internationale, de l'Agence publique de presse Xinhua ainsi que la chaîne de télévision publique CGTN. « Il y a eu des accords-cadres de coopération qui définissent les principes de coopération dans des secteurs spéciaux, et des accords sur des projets concrets, comme celui de l'autorisation de l'importation des ananas du Bénin, et le Projet intitulé 'La marche vers la lumière', par lequel la Chine va envoyer un groupe d'experts ophtalmologistes pour faire des opérations gratuites à 200 patients atteints de cataracte. » A part la cérémonie de signature officielle, la partie chinoise a aussi organisé la signature des accords de coopération sur l'investissement des Chinois au Bénin. Mais, relève le diplomate chinois, le plus important succès de cette visite, c'est la déclaration conjointe que les deux Gouvernements ont décidé de prononcer, et de porter les relations bilatérales à un partenariat stratégique.

En ce qui concerne le principe d'amitié, Peng Jingtao indique que le Président Xi Jinping a passé presque 3h avec son homologue béninois, de la cérémonie au banquet d'Etat. « C'est la 3ème visite du Président Talon en Chine, mais la 2ème rencontre avec le Président Xi. Ils ont eu un échange très amical et fraternel, tant sur la politique intérieure, la vision de gouvernance, de réforme et de la voie de développement, que sur la sécurité africaine et la situation internationale, en aboutissant à un consensus général sur tous les sujets. » Xi Jinping a noté que les relations entre la Chine et le Bénin avaient bénéficié d'une bonne dynamique de développement ces dernières années, avec de solides progrès réalisés dans la coopération pragmatique. Les deux pays ont apporté leur compréhension et leur soutien aux questions liées aux intérêts fondamentaux et aux préoccupations majeures de



the impacts of Covid-19». In this way, he said, China and Africa have taken their relations to new heights and into the new phase of jointly building a high-level China-Africa community of shared future.

In his deciphering of President Patrice Talon's State visit to China (from 31 August to 3 September 2023), Ambassador Peng Jingtao demonstrated, principle after principle, that this was an event that will go down in the annals of Sino-Beninese cooperation. On the principle of sincerity, he stressed the importance for the Chinese side of mutual respect on the basis of equality. In concrete terms, Chinese diplomacy applies a principle of equality to all friendly countries, whether large or small. «Through the warm welcome and meticulous arrangements, China paid an indispensable tribute worthy of the State visit to President Talon and his delegation, guests of the President of China.» Each year, the number of State visits organised in honour of foreign Heads of State to China is limited. As for President Patrice Talon's working and friendship visit,» explains Ambassador Peng Jingtao, «the protocol receptions demonstrated the importance attached to this visit. «A 21-gun salute was fired. President Xi presided over the welcoming ceremony, followed by a working session and a welcome State banquet». Premier Li Qiang and the Chairman of the Standing Committee of the National People's Congress Zhao Leji, China's number 2 and number 3, met President Talon. The Chinese Ministers of Finance and Commerce visited him at his residence. President Talon also went to lay wreaths at the Monument to the People's Heroes, «a special arrangement for State guests», informed Peng Jingtao, who pointed out that all these meticulous details demonstrated the high level of sincerity of the welcome reserved for the Beninese Head of State by the President, the Government and other Chinese officials.

With regard to the principle of effective, concrete results, Ambassador Peng Jingtao noted that a ceremony to sign agreements took place after the working session between the two Presidents, including thirteen bilateral cooperation

documents on the joint construction of the «Belt and Road», green development, the digital economy, agri-food, health and many other areas. For the Chinese side, the signatories came from the Reform and Development Commission, the Ministry of Commerce, the Health Commission, the General Customs Agency, the National Agency for Development and International Cooperation, the Xinhua Public News Agency and the CGTN public television channel. «There were framework cooperation agreements defining the principles of cooperation in special sectors, and agreements on specific projects, such as authorising the import of pineapples from Benin, and the project entitled 'The Walk to Light', under which China will send a group of expert ophthalmologists to perform free operations on 200 cataract patients.» In addition to the official signing ceremony, the Chinese side also organised the signing of cooperation agreements on Chinese investment in Benin. But the most important success of this visit, according to the Chinese diplomat, was the joint declaration that the two governments decided to issue, and to elevate bilateral relations to a strategic partnership.

With regard to the principle of friendship, Peng Jingtao said that President Xi Jinping spent almost 3 hours with his Beninese counterpart, from the ceremony to the State banquet. «This is President Talon's 3rd visit to China, but his 2nd meeting with President Xi. They had a very friendly and fraternal exchange, both on domestic policy, the vision of governance, reform and the development path, and on African security and the international situation, reaching a general consensus on all subjects.» Xi Jinping noted that relations between China and Benin had enjoyed good development momentum in recent years, with solid progress made in pragmatic cooperation. The two countries have provided understanding and support on issues related to each other's core interests and major concerns, maintained good communication and coordination in multilateral events, and the friendship between the two peoples continues to grow, Xi Jinping said. China attaches great importance to the development of relations with Benin and is ready to maintain closer exchanges at all levels, deepen friendly

chacun, ont maintenu une bonne communication et une bonne coordination dans les événements multilatéraux, et l'amitié entre les deux peuples ne cesse de grandir, a indiqué Xi Jinping. La Chine attache une grande importance au développement des relations avec le Bénin et est prête à maintenir des échanges plus étroits à tous les niveaux, à approfondir la coopération amicale et mutuellement bénéfique dans divers domaines, et à porter les relations bilatérales à un nouveau niveau. Quant au Président Patrice Talon, il a affirmé que la Chine est un grand ami du Bénin et que les deux peuples entretiennent des liens d'amitié profonds et sincères. Une coopération de qualité entre le Bénin et la Chine est mutuellement bénéfique et permettra de promouvoir fortement le processus d'industrialisation du Bénin et d'aider le pays à mieux réaliser son développement national. Le Bénin a grandement bénéficié de l'expérience de la Chine en matière de gouvernance et est disposé à établir un véritable partenariat stratégique avec la Chine, à approfondir la coopération mutuellement bénéfique entre les deux pays dans divers domaines et à réaliser le développement national et la prospérité comme l'a fait la Chine. Le Bénin adhère fermement à la politique d'une seule Chine et soutient l'Initiative pour le Développement mondial, l'Initiative pour la Sécurité mondiale et l'Initiative pour la Civilisation mondiale proposées par le président Xi Jinping, et est disposé à communiquer et à collaborer étroitement avec la Chine pour promouvoir activement la construction conjointe de « la Ceinture et la Route » et l'édification d'une communauté d'avenir partagé pour l'humanité. L'Ambassadeur Peng Jingtao rapporte que les deux Présidents ont aussi échangé sur des sujets comme la démocratie, la protection des droits de l'homme et la voie de développement. « A part les deux Présidents, les Ministres béninois ont aussi eu des échanges

riches et fructueux dans une ambiance amicale avec leurs homologues chinois, et beaucoup d'idées de coopération sont sorties de ces échanges informels. »

Parlant du principe de bonne foi. Dans le cadre de la préparation et de la réalisation de cette visite, souligne Peng Jingtao, la partie chinoise est restée pleinement ouverte et disponible à l'attente de la partie béninoise. Raison pour laquelle, « la délégation du Président Talon a pu visiter l'École central du Parti communiste chinois, PCC, qui est aussi l'École nationale d'administration de Chine, et a eu un échange avec les responsables de l'École. Cette école est le plus important centre de formation des hauts responsables de l'État, et du PCC. » Le Président Talon a aussi assisté au Sommet mondial du commerce des services de la Foire internationale du commerce des services de Chine (CIFTIS) 2023, et a prononcé un discours. « Il est unique chef d'État invité à ce Sommet au cours duquel il a annoncé la décision du Bénin d'ouvrir la frontière aux Chinois, à travers l'exemption de visa d'entrée pour les Chinois au Bénin. Ce qui a reçu un tonnerre applaudissement du public et des médias. » A cette occasion, le Bénin a exposé pour la première fois son stand de présentation au CIFTIS.

Pour conclure, l'Ambassadeur Peng Jingtao dira que la plus grande préoccupation du Président Patrice Talon à travers cette visite d'Etat, c'est d'attirer les investissements chinois au Bénin. C'est à juste titre qu'il a proposé à la partie chinoise de transformer le partenariat d'aide au nouveau modèle de partenariat d'investissement. « Son avis a obtenu les accords du Président Xi, et du Premier Ministre Li. Ils ont promis d'encourager l'investissement des entreprises chinoises au Bénin, et accueillir favorablement l'exportation des produits de qualité du Bénin au marché chinois. »



CCP Central School Museum

and mutually beneficial cooperation in various fields, and take bilateral relations to a new level. President Patrice Talon said that China is a great friend of Benin, and that the two peoples enjoy deep and sincere ties of friendship. Quality cooperation between Benin and China is mutually beneficial and will greatly promote Benin's industrialisation process and help the country to better achieve its national development. Benin has greatly benefited from China's experience in governance and is willing to establish a genuine strategic partnership with China, deepen mutually beneficial cooperation between the two countries in various fields and achieve national development and prosperity as China has done. Benin firmly adheres to the one-China policy and supports the Global Development Initiative, the Global Security Initiative and the Global Civilization Initiative proposed by President Xi Jinping, and is willing to communicate and work closely with China to actively promote the joint construction of the «Belt and Road» and the building of a community of shared future for mankind. Ambassador Peng Jingtao reports that the two Presidents also exchanged views on issues such as democracy, the protection of human rights and the path to development. «Apart from the two Presidents, the Beninese Ministers also had rich and fruitful exchanges in a friendly atmosphere with their Chinese counterparts, and many ideas for cooperation came out of these informal exchanges.»

Speaking of the principle of good faith. As part of the preparations for this visit, Peng Jingtao points out, the Chinese side remained fully open and available to the expectations of the Beninese side. For this reason, «President Talon's delegation was able to visit the Central School of the Chinese Communist Party (CCP), which is also China's National School of Administration, and held talks with the school's management. This school is the most important training centre for senior officials of the State and the CCP». President Talon also attended the World Trade in Services Summit of the China International Trade in Services Fair (CIFTIS) 2023, and gave a speech. «He was the only head of state invited to the summit, during which he announced Benin's decision to open its borders to the Chinese, by waiving entry visas for Chinese nationals in Benin. The announcement received thunderous applause from the public and the media. On this occasion, Benin exhibited its presentation stand at CIFTIS for the first time.

In conclusion, Ambassador Peng Jingtao said that President Patrice Talon's main concern during this State visit was to attract Chinese investment to Benin. He rightly proposed to the Chinese side that the aid partnership be transformed into a new investment partnership model. «His advice met with the approval of President Xi and Premier Li. They have promised to encourage Chinese companies to invest in Benin, and welcome the export of Benin's quality products to the Chinese market.



74ème anniversaire de la République Populaire de Chine

Tableaux folkloriques sur fond de diffusion des images de la visite du Président Patrice Talon en Chine, hymnes nationaux, allocutions de circonstance et dîner festif. Voilà en résumé,

« Je me réjouis de vous accueillir ce soir pour célébrer le 74ème anniversaire de la fondation de la République Populaire de Chine. » C'est en ces termes que l'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Populaire de Chine près le Bénin, SEM Peng Jingtao a exprimé sa joie et sa fierté d'accueillir la délégation gouvernementale, le corps diplomatique et consulaire accrédité au Bénin ainsi que tous les « Amis » de la Chine qui ont fait le déplacement pour célébrer la fête de la lune et la fête nationale chinoises. Dans son allocution, il a souligné que 2023 est pour la Chine la 1ère année de la mise en œuvre de l'esprit du 20ème Congrès national du Parti communiste chinois, PCC. Une année qui augure une nouvelle marche vers la réalisation de l'objectif du deuxième centenaire, vers l'édification intégrale d'un pays socialiste moderne. « Malgré la morosité économique mondiale, l'économie chinoise continue de s'améliorer et de s'accroître à pas sûr. Son Pib a enregistré une croissance de 5,5% au 1er semestre 2023 et une augmentation continue au 2ème trimestre, affichant une forte résilience et une grande vitalité. » Face aux changements historiques que traverse le monde actuellement, précise l'Ambassadeur Peng

Jingtao, le Président Xi Jinping a avancé l'Initiative pour le développement mondial, l'Initiative pour la sécurité mondiale et l'Initiative pour les civilisations dans le monde, tout en préconisant les valeurs de paix, de développement, de coopération, le gagnant-gagnant, dans l'objectif de construire une communauté d'avenir partagé pour l'humanité. Des initiatives qui connaissent l'adhésion massive de la communauté internationale.

Dans cette perspective, l'année 2023 marque l'histoire de la coopération et de l'amitié entre la Chine et le Bénin d'un sceau indélébile, par l'établissement d'un

partenariat stratégique et la signature de plusieurs accords à l'issue de la visite d'Etat en Chine du Président Patrice Talon. Une visite couronnée de succès. Toujours en 2023, les Ministres des Affaires étrangères des deux pays ont échangé des visites. Des délégations ministérielles béninoises, des maires, des délégués de partis politiques ont visité la Chine. La 5ème session de la Commission mixte de coopération économique et commerciale Chine-Bénin (03 juillet 2023

L'Amitié bénino-chinoise célébrée avec faste

Héribert-Label Élisée ADJOVI

74th anniversary of the People's Republic of China

Benin-China friendship celebrated in style

Héribert-Label Élisée ADJOVI

Folk performances against a backdrop of images of President Patrice Talon's visit to China, national anthems, speeches and a festive dinner. In a nutshell, that's the ceremony

to celebrate Chinese National Day in Benin at the Golden Tulip «Le Diplomate» hotel on 26 September 2023.

« I am delighted to welcome you this evening to celebrate the 74th anniversary of the founding of the People's Republic of China ». It was in these terms that the Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the People's Republic of China to Benin, HEM Peng Jingtao, expressed his joy and pride at welcoming the government delegation, the diplomatic and consular corps accredited to Benin and all the «Friends» of China who had come to celebrate China's Moon Festival and National Day. In his speech, he stressed that 2023 is the 1st year for China to implement the spirit of the 20th National Congress of the Chinese Communist Party (CCP). A year that augurs a new march towards achieving the goal of the second centenary, towards the complete construction of a modern socialist country. «Despite the global economic gloom, China's economy continues to improve and grow by leaps and bounds. Its GDP grew by 5.5% in the first half of 2023 and continued to rise in the second quarter, showing strong resilience and vitality.» Faced with the historic changes that the world is currently undergoing, said Ambassador Peng Jingtao, «President Xi Jinping has put forward the Global Development Initiative, the Global Security Initiative and the Global Civilisations Initiative, while advocating the values of peace, development, cooperation and win-win, with the aim of building a community with a shared future for humanity. These initiatives have received massive support from the international community.

With this in mind, the year 2023 will leave an indelible mark on the history of cooperation and friendship between China and Benin, with the establishment of a strategic partnership and the signing of several agreements at the end of President Patrice Talon's state visit to China. A visit crowned with success. Also in 2023, the Foreign Ministers of the two countries exchanged visits. Beninese ministerial delegations, mayors and political party delegates visited China. The 5th session of the China-Benin Joint Economic and Trade Cooperation Commission (03 July 2023 in Beijing), the 1st China-



Benin Investment Forum (20 to 24 April 2023 in Cotonou) and the 1st China-Benin Economic and Trade Cooperation Forum (02 April 2023 in Beijing) were organised. As Guest of Honour, Benin took part in the 3rd China-Africa Economic and Trade Fair (29 June to 02 July 2023). The Beninese pineapple «Sugar Loaf» will be exported to China for the first time, and will take part in the 6th China International Import Expo in Shanghai, from 05 to 10 November 2023. «This year marks the 45th anniversary of the Chinese Medical Mission to Benin. Next November, China will send a group of ophthalmology experts to Benin to carry out the Walk to Light, a project to provide free surgery to 200 Beninese cataract patients. Capacity building and technical and vocational training in all areas are fully implemented, and the Luban Workshop Programme will train more young technicians for Benin.» In conclusion, Ambassador Peng Jingtao reaffirmed the readiness of the Chinese side to join efforts with all stakeholders in Benin's development to implement the consensus reached by the two Heads of State, consolidate mutual political trust, deepen practical cooperation and strengthen the strategic partnership between China and Benin.

On behalf of Benin's Head of Diplomacy, the Secretary General of the Ministry of Foreign Affairs, Ambassador Erick Jean-Marie ZINSOU, was honoured to take part, alongside the Chinese side, in the festivities marking the 74th anniversary of the founding of the People's Republic of China. He went on to pay tribute to China's highly commendable trajectory, whose top leaders have succeeded, through economic reforms and a policy of openness, in eradicating extreme poverty and winning the gamble on modernisation and economic development. «The commitment and constant efforts of China and its high authorities in favour of the continent consolidate, over the years, the idea of the community of destiny that underpins the relations of friendship and cooperation between Benin and China. «Ambassador Erick Jean-Marie ZINSOU took this solemn opportunity to present, on behalf of Minister Olushegun

à Beijing), le 1er Forum d'investissement Chine-Bénin (20 au 24 avril 2023 à Cotonou) et le 1er Forum de coopération économique et commerciale Chine-Bénin (02 avril 2023 à Beijing) ont été organisés. En tant qu'Invité d'honneur, le Bénin a participé à la 3ème Exposition économique et commerciale Chine-Afrique (29 juin au 02 juillet 2023). « Le pain du sucre », l'ananas béninois, sera exporté pour la première fois en Chine et participera à la 6ème Exposition internationale d'importation de la Chine à Shanghai, du 05 au 10 novembre 2023. « Cette année marque le 45ème anniversaire de la Mission médicale chinoise au Bénin. En novembre prochain, la Chine enverra un groupe d'experts ophtalmologues au Bénin pour effectuer la Marche vers la Lumière, un projet d'opération gratuite aux 200 patients béninois atteints de cataractes. Le renforcement des capacités et les formations techniques et professionnelles dans tous les domaines sont pleinement mises en œuvre, le Programme de l'atelier Luban formera davantage de jeunes techniciens pour le Bénin. » Pour finir, l'Ambassadeur Peng Jingtao a réaffirmé la disponibilité de la partie chinoise à conjuguer les efforts avec tous les acteurs du développement du Bénin pour mettre en œuvre les consensus auxquels ont abouti les deux chefs d'Etat, consolider la confiance politique mutuelle, approfondir les coopérations pratiques et renforcer le partenariat stratégique entre la Chine et le Bénin.

Au nom du Chef de la diplomatie béninoise, le Secrétaire Général du Ministère des Affaires étrangères, l'Ambassadeur Erick Jean-Marie ZINSOU est, quant à lui, honoré de participer, aux côtés de la partie chinoise, aux festivités marquant le 74ème anniversaire de la fondation de la République Populaire de Chine. Il a ensuite salué la trajectoire très élogieuse de la Chine dont les hauts dirigeants ont su, à travers les réformes économiques et une politique d'ouverture, éradiquer l'extrême pauvreté et gagner le pari de la modernisation et du développement économique. « L'engagement et les efforts constants de la Chine et de ses hautes autorités en faveur du continent consolident, au fil des ans, l'idée de la communauté de destin qui fonde les relations d'amitié et de coopération entre le Bénin et la Chine. » L'Ambassadeur Erick Jean-Marie ZINSOU a saisi cette solennelle occasion pour présenter, au nom du Ministre Olushegun Adjati Bakari, les sincères félicitations et le message amical de paix, de bonheur et de succès du Président de la République, Monsieur Patrice Talon, à Son Excellence Monsieur Xi Jinping, Président de la République Populaire de Chine, à son Gouvernement ainsi qu'au vaillant Peuple chinois. « La coopération bénino-chinoise est marquée par plusieurs réalisations ayant des impacts positifs et confirme le niveau spécial de confiance mutuelle entre nos deux Gouvernements. » La mise en œuvre du nouveau partenariat stratégique entre les deux pays ainsi que les 13 accords de coopération signés, dira-t-il, permettra aux deux pays de tirer le meilleur profit des nombreuses opportunités qu'offre l'Initiative chinoise de la « Ceinture et la Route ».

Pour lancer le volet festif de la cérémonie, les Ambassadeurs Peng Jingtao et Erick Jean-Marie ZINSOU, entourés des membres des délégations des deux pays, ont « levé les verres pour boire à la gloire de la Chine, à la prospérité de la Chine et du Bénin », pour répéter le diplomate chinois.



Adjati Bakari, the sincere congratulations and friendly message of peace, happiness and success from the President of the Republic, Mr Patrice Talon, to His Excellency Mr Xi Jinping, President of the People's Republic of China, to his Government and to the valiant Chinese people. «Benin-China cooperation is marked by several achievements with positive impacts and confirms the special level of mutual trust between our two Governments». The implementation of the new strategic partnership between the two countries and the 13 cooperation agreements signed, he said, will enable the two countries to make the most of the many opportunities offered by the Chinese «Belt and Road» Initiative.

To launch the festive part of the ceremony, Ambassadors Peng Jingtao and Erick Jean-Marie ZINSOU, surrounded by members of the two countries' delegations, «raised their glasses to drink to the glory of China, to the prosperity of China and Benin», to repeat the Chinese diplomat.





DOSSIER SPECIAL

***Interview exclusive de
Monsieur Héribert-
Label Élisée ADJOVI,
Gouverneur du
magazine panafricain
“Le Label Diplomatique”
et Président du Caucus
panafricain des
journalistes à GDToday
de Guangzhou à
l’occasion de la visite
du Président Patrice
TALON en Chine***

“L’aide de la Chine au Bénin n’est jamais soumise à des conditions politiques”

03 septembre 2023 Source : GDToday Editeur : Lydia LIU

Du 31 août au 3 septembre, le président de la République du Bénin, Patrice Athanase Guillaume Talon a effectué une visite d’État en Chine, où il a rencontré le président chinois Xi Jinping, le premier ministre Li Qiang et le plus haut législateur du pays Zhao Leji. Le 1er septembre, les deux chefs d’État ont annoncé la mise en place d’un partenariat stratégique Chine-Bénin.

« Cette visite, qui intervient une semaine après le voyage du président chinois en Afrique du Sud, vise à consolider la coopération dynamique et pragmatique entre le Bénin et la Chine, ainsi qu’à renforcer le dialogue sincère sur les questions bilatérales et internationales depuis le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux nations en 1972 », a déclaré Monsieur Adjovi, gouverneur du magazine panafricain “Le Label Diplomatique” et président du Caucus panafricain des journalistes, dans une récente interview avec GDToday.

Programmes prévus pour attirer davantage d’investissements chinois au Bénin

« Ce que j’attends des discussions entre les présidents béninois et chinois, c’est d’accélérer la mise en œuvre des actions convenues par les deux parties à l’issue de la cinquième réunion de la Commission mixte Chine-Bénin de coopération économique, commerciale et technique », a affirmé Monsieur Adjovi. Il a précisé que lors de la réunion tenue en juillet 2023, les deux parties béninoise et chinoise ont échangé des vues approfondies sur la mise en œuvre des « Neuf programmes » du Forum sur la coopération sino-africaine, à savoir le programme médical et sanitaire, la réduction de la pauvreté et la lutte contre la pauvreté, le programme de développement agricole, le programme de



SPECIAL FILE



***Exclusive interview with
Mr Héribert-Label Elisée
Adjovi, Governor of the pan-
African magazine “Le Label
Diplomatique” and President
of the Pan-African Journalists’
Caucus, by GDToday in
GuanGzhou on the occasion of
President Patrice Talon’s visit to
China***

“China’s assistance to Benin never subject to political conditions”

2023-Sep-03 Source: GDToday Editor: Lydia LIU

President of the Republic of Benin Patrice Athanase Guillaume Talon paid a state visit to China from August 31 to September 3, where he met with Chinese President Xi Jinping, Premier Li Qiang, and the country’s top legislator Zhao Leji. On September 1, the two heads of state announced the establishment of a China-Benin strategic partnership.

“This visit, which comes one week after Chinese president’s trip to South Africa, aims to consolidate the dynamic and pragmatic cooperation between Benin and China, as well as strengthen the sincere dialogue on bilateral and international issues since the re-establishment of diplomatic relations between the two nations in 1972,” said Éllsée Héribert-Label Adjovi, governor of the pan-African magazine “Le Label Diplomatique” and president of the Pan-African Journalists’ Caucus, in a recent interview with GDToday.

Programs planned to attract more Chinese investment in Benin

“What I expect from the talks between presidents of Benin and China is to speed up the implementation of the actions agreed by both parties at the end of the fifth meeting of the China-Benin Mixed Commission on Economic, Trade and Technical Cooperation,” said Mr Adjovi. He elaborated that during the meeting held in July 2023, the two sides of Benin and China exchanged in-depth views on implementing the “Nine Programs” of the Forum on China-Africa Cooperation, namely the medical and health program, the poverty reduction and agricultural development program, the trade promotion program, the investment promotion program, the digital innovation program, the green development program, the capacity building program, the cultural and people-to-people exchange program, and the peace and security program. Héribert-Label Elisée Adjovi told GDToday that through furthering the cooperation with China, Benin expects to create a Sino-Beninese Investment Fund to attract more Chinese

promotion du commerce, le programme de promotion des investissements, le programme d'innovation numérique, le programme de développement vert, le programme de renforcement des capacités, le programme d'échanges culturels et entre les peuples et le programme de paix et de sécurité. Héribert-Label Elisée Adjovi a déclaré à GDToday qu'en renforçant la coopération avec la Chine, le Bénin envisage de créer un fonds d'investissement sino-béninois pour attirer davantage d'entreprises chinoises dans la zone industrielle de Glo-Djigbé, de mettre en place un mécanisme de coopération de co-investissement à travers des coentreprises avec des entreprises chinoises, et solliciter le soutien du Fonds de développement Chine-Afrique pour le développement des entreprises chinoises au Bénin.

« Nous sommes également impatients de renforcer la coopération avec la province chinoise du Guangdong. » Monsieur Adjovi a rappelé que lors du 2ème Forum Invest in Africa, qui s'est tenu à Guangzhou, capitale du Guangdong, en septembre 2016, Talon avait exprimé le souhait d'implanter un bureau commercial dans la province « pour favoriser l'arrivée des investisseurs chinois au Bénin », ainsi que l'entrée des opérateurs économiques béninois sur le marché chinois » « Je suis convaincu qu'un partenariat gagnant-gagnant s'établira entre le Bénin et le Guangdong dans le cadre de la dynamique de l'Initiative la Ceinture et de la Route (ICR), notamment dans les domaines portuaires, des technologies de l'information et de la communication, de l'industrie et du commerce », a affirmé Monsieur Adjovi.

« Les relations avec la Chine, un modèle de coopération du Bénin avec les autres pays »

« Les relations Bénin-Chine reposent sur un dialogue franc sur les questions de coopération bilatérale, ainsi que sur une vision partagée de la manière dont le monde doit aller de l'avant. L'aide de la Chine au Bénin n'a jamais été soumise à des conditions politiques », a déclaré Héribert-Label Elisée Adjovi. Il a expliqué que 51 années de coopération entre le Bénin et la Chine ont produit des résultats dans le développement des infrastructures, notamment des routes, des stades, des hôpitaux et des écoles, ainsi que dans la formation des talents et l'aide médicale. Monsieur Adjovi a pris comme exemple la coopération de la BRI. « Le Bénin a officiellement rejoint l'Initiative de la Ceinture et de la Route en 2019. Cette Initiative représente une opportunité de partager des expériences de développement, notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'éducation, du numérique, de la santé, du développement économique et des infrastructures. C'est un bon exemple de transfert de compétences et de technologies, qui intéresse la plupart des pays du continent africain. » « Les relations avec la Chine sont devenues un modèle de coopération du Bénin avec d'autres pays, que ce soit dans les domaines de l'aide gouvernementale, de l'agriculture et de la pêche, de l'industrie, des travaux publics, de la santé publique, de l'énergie, du commerce ou des ressources humaines », a conclu Héribert-Label Elisée Adjovi.

Journaliste | Lydia Liu / Créateur d'affiches | Mia - Editeur | Wing Zhang, Steven Yuen, James / Wang Ziqing (stagiaire) et Fan Qinwan (stagiaire) ont également contribué à l'article.

companies to the Glo-Djigbé Industrial Zone, set up a mechanism for co-investment cooperation through joint ventures with Chinese companies, and seek support from the China-Africa Development Fund for the development of Chinese companies in Benin. "We are also looking forward to strengthening cooperation with the Chinese province of Guangdong." Mr Adjovi recalled that during the 2nd Invest in Africa Forum, which was held in Guangzhou, the capital city of Guangdong, in September 2016, Talon expressed the wish to set up a trade office in the province "to promote the arrival of Chinese investors in Benin, as well as the entry of Beninese economic operators into the Chinese market". "I'm convinced that a win-win partnership will be established between Benin and Guangdong as part of the Belt and Road Initiative (BRI) dynamic, especially in the areas of ports, information and communication technologies, industry, and trade," said Mr Adjovi.

"Relations with China, a model for Benin's cooperation with other countries"

"Benin-China relations are based on frank dialogue on bilateral cooperation issues, as well as a shared vision of how the world should move forward. China's assistance to Benin

has never been subject to political conditions," declared Héribert-Label Elisée Adjovi. He elaborated that 51 years of Benin-China cooperation have produced achievements in infrastructure development, including roads, stadiums, hospitals, and schools, as well as talent training and medical aid. Mr Adjovi took the BRI cooperation as an example. "Benin officially joined the Belt and Road Initiative in 2019. This Initiative represents an opportunity to share development experience, particularly in the areas of agriculture, education, digital technology, health, economic development, and infrastructure. It's a good example of skills and technology transfer, which interests most countries on the African continent." "The relations with China have become a model for Benin's cooperation with other countries, whether in government assistance, agriculture and fisheries, industry, public works, public health, energy, trade, or human resources," concluded Héribert-Label Elisée Adjovi.

Reporter | Lydia Liu / Poster designer | Mia - Editor | Wing Zhang, Steven Yuen, James / Wang Ziqing (intern) and Fan Qinwan (intern) also contributed to the article.

**RETROUVEZ L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITÉ
EN 3 PHRASES SUR LA PAGE DE LA
JEUNESSE AFRICAINE**



AFRICANYOUTH.INFO

LE NOUVEAU JOURNAL DE LA JEUNESSE

AY



NOS SERVICES

- COMMUNICATION PAR L'OBJET
- COMMUNICATION ÉVÉNEMENTIELLE
- ÉVÉNEMENTIEL
- RELATIONS PUBLIQUES
- MÉDIAS

PRODUCTION ET RÉALISATION

COUVERTURE MÉDIATIQUE | CONCEPTION GRAPHIQUE | SPOTS PUBLICITAIRES | DOCUMENTAIRES | CLIP VIDEO

ROY PRODUCTION
L'avenir de l'image...

f / Roy Production | royprod229@gmail.com | +229 9615 8881 / 6559 3728

MES RÉFÉRENCES...





Des projets agricoles Chine-Bénin exemplaires en matière de coopération sur le changement climatique

Une contribution de SU Yi - Journaliste à CGTN-Radio



Je m'interroge parfois sur le contenu de la coopération sur le changement climatique dans le cadre de l'aide internationale au développement. Après tout, des choses comme l'élimination du charbon et l'électrification du système de transport dépassent encore les capacités de nombreux pays en développement. Jusqu'à récemment, lorsque j'ai écrit un autre commentaire sur la Nouvelle banque de développement soutenue par les BRICS, j'ai découvert qu'elle consacrait environ 40 % de ses nouveaux financements au soutien de la transition verte. Parmi les programmes existants, les technologies liées à l'adaptation des cultures au climat occupent une place centrale.

Cela me rappelle la coopération Chine-Afrique, en particulier les programmes d'aide de la Chine au Bénin, pays d'Afrique de l'Ouest, car leur coopération dans le domaine des technologies agricoles profite aux communautés locales qui sont sujettes à l'impact du changement climatique. Le Bénin est un pays moins développé situé sur la côte ouest de l'Afrique, dont l'agriculture contribue à hauteur de 30 % à son PIB. Les cultures agricoles représentent 80 % du secteur agricole et 80 % des agriculteurs produisent du maïs. Ces dernières années, les producteurs de maïs ont souffert de l'impact du changement climatique. Un seul événement météorologique extrême, tel qu'une vague de chaleur ou une inondation, peut détruire une récolte entière. Le changement climatique n'est pas un sujet d'avenir, car le pays en subit déjà les conséquences aujourd'hui. De plus, la question de la sécurité alimentaire est exacerbée par le conflit en Ukraine et la faiblesse de la demande mondiale a perturbé les échanges commerciaux qui constituent un élément vital pour l'économie béninoise.

Tout cela rend plus pertinente la coopération entre la Chine et le Bénin dans le domaine des technologies agricoles, qui est une tradition depuis les années 1970. Les programmes d'aide de la Chine pour le développement agricole au Bénin comprennent la formation aux techniques de culture, à la mécanisation et à la transformation, principalement du maïs. Plusieurs centres de démonstration favorisent le développement agricole. Les ingénieurs agronomes chinois travaillent avec leurs homologues locaux pour promouvoir des variétés de semences résistantes et à cycle court. Ces variétés peuvent produire des récoltes en deux ou trois mois, alors que les variétés traditionnelles nécessitent 120 jours. Le Ministère de l'agriculture du Bénin affirme que les techniques et les nouvelles variétés ont permis de multiplier les rendements par cinq.

La coopération agricole entre la Chine et le Bénin illustre l'une des approches de l'aide au développement pour faire face au changement climatique. Ces efforts répondent avant tout aux besoins immédiats des communautés locales, en se concentrant sur des questions imminentes telles que la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté. Cette approche ascendante suscite de plus en plus d'attention. La communauté internationale s'intéresse de plus en plus aux inégalités engendrées par certains projets de transition écologique et aux difficultés rencontrées par les «réfugiés climatiques», ces personnes déplacées dont les villes natales et les moyens de subsistance ont été détruits par des événements liés au climat. Les efforts en faveur du climat ne se limitent pas à la surveillance des températures et au

I sometimes wonder about the content of climate change cooperation in international development aid. After all, things like going coal-free and electrifying the transport system are still beyond the capacities of many developing countries. Until recently, when I wrote another commentary piece about the BRICS-backed New Development Bank, I found that it earmarks around 40% of its new finance to support the green transition. Among the existing programs, the technologies related to climate adaptation of crops take a central position.

It reminds me of the China-Africa cooperation, in particular the aid programs from China to the West African country of Benin, as their cooperation in agricultural technologies benefits the local communities that are prone to the impact of climate change. Benin is a less-developed country on the western coast of Africa, with agriculture contributing 30% to its GDP. Crop farming takes up 80% of the agricultural sector, and 80% of farmers produce corn. In recent years,

maize farmers have been suffering from the impact of climate change. A single extreme weather event, such as a heat wave or flooding, could destroy an entire crop. Climate change is not a topic for the future as the country is already bearing the brunt of the problem now. Moreover, the issue of food security is exacerbated by the Ukraine conflict, and weak global demand has disrupted trade, a lifeline for Benin's economy.

All this makes the China-Benin cooperation in agricultural technologies, a tradition since the 1970s, more relevant. China's aid programs for agricultural development in Benin include training in cultivation techniques, mechanization, and processing, mainly maize. Several demonstration centers are promoting agricultural development. Chinese agricultural engineers work with their local counterparts to promote resilient and short-cycle seed varieties. Those varieties can yield crops within two to three months, while traditional types take 120 days. Benin's agriculture Ministry says the techniques and new

varieties have helped to increase yields by five times.

The agricultural cooperation between China and Benin demonstrates one approach of development aid to deal with climate change. These efforts, first and foremost, address the immediate needs of local communities, focusing on imminent issues such as food security and poverty reduction. This bottom-up approach is getting more attention. The international community is paying more attention to the inequalities brought about by some green transition projects and the plight faced by «climate refugees,» those relocated people whose hometowns and lifelines were destroyed by climate-related events. Climate efforts are not just about monitoring temperatures and tracking emissions data. They are connected with local communities and individuals that need help.

Furthermore, these efforts are built on the assumption that the green transition projects are sustainable and adaptable to local conditions. One

A contribution from SU Yi - Journalist at CGTN-Radio

China-Benin agricultural projects exemplary in climate change cooperation



suivi des données relatives aux émissions. Ils sont liés aux communautés locales et aux individus qui ont besoin d'aide.

Par ailleurs, ces efforts reposent sur l'hypothèse que les projets de transition écologiques sont durables et adaptables aux conditions locales. L'une des raisons apparentes de l'inefficacité des programmes d'aide est le manque de localisation. Toute avancée dans le domaine de l'agriculture nécessite une période relativement longue d'expérimentation et de test par les communautés locales et le marché final. Il ne s'agit pas d'une affaire ponctuelle et elle exige des efforts conjoints de la part du gouvernement, du secteur privé et des institutions de recherche.

Dernier point, mais pas des moindres, toutes les ambitions de transition verte nécessitent des investissements. L'aide constante de la Chine aux pays africains dans le domaine de l'agriculture peut être attribuée à la recherche par le pays d'une agriculture moderne et de haute technologie. La

Chine est un pays très peuplé qui doit faire face à des défis en matière de sécurité alimentaire. Il existe une forte volonté politique et un financement important pour soutenir la recherche dans les technologies agricoles, ce qui rend le transfert de savoir-faire technologique possible et durable. En outre, la Chine et l'Afrique ont fait de la finance verte une priorité absolue dans leur coopération sur le changement climatique.

La coopération agricole est une tradition dans les relations entre la Chine et l'Afrique, bien avant que le changement climatique ne devienne un sujet central sur la scène internationale. Cette approche centrée sur l'homme et le développement mérite plus d'attention car la sécurité alimentaire et la transition écologique sur le continent africain ne sont pas seulement importantes pour la stabilité politique et l'avenir économique de la région, mais aussi pour le succès des efforts conjoints de l'humanité pour sauver la planète des désastres climatiques.

apparent reason behind the ineffectiveness of aid programs is the lack of localization. Any advance in agriculture requires a relatively long period of experimenting and testing by local communities and the end market. It is not a one-time deal and requires joint efforts of the government, the private sector, and research institutions.

Last but not least, all green transition ambitions need investment. The rationale behind China's consistent aid to African countries in agriculture can be attributed to the country's pursuit of modern and high-tech agriculture. China is a populous country that faces challenges in food security. There is strong political will and ample funding to support research in agricultural technologies, which

makes the transfer of technological know-how possible and sustainable. Besides, China and Africa have identified green finance as a top priority in their cooperation on climate change.

Agricultural cooperation has been a tradition for China-Africa ties long before climate change became a centerpiece in the international arena. This human-centered and development-first approach deserves more attention as food security and green transition on the African continent do not only matter to the political stability and economic future of the region but also to the success of humanity's joint efforts to save the planet from climate disasters.



Vient de paraître



Politique de l'immigration choisie au Canada
Traité d'indignation d'une Afro-Canadienne

Judith Cardin

ISBN : 978-2-343-10212-2, 22 euros, 212 p.



Cinquante mille immigrants sont accueillis en moyenne chaque année au Québec depuis 2008. L'ouverture aux autres est certes un progrès, mais cette volonté politique doit-elle se réaliser au détriment de l'équilibre social du peuple majoritaire et du bien-être des personnes accueillies ? La politique de l'immigration massive orchestrée d'un bout à l'autre de l'Occident pour compenser l'appétit vorace des puissances financières est-elle compatible avec la volonté des peuples ? Comment comprendre qu'un immigrant francophone a plus de chances de se trouver un emploi à Toronto qu'à Montréal ? Comment justifier que le taux de chômage de ces immigrants de langue française a atteint 27 % à Montréal en 2015, tandis qu'il se situe à 14 % dans la ville reine ? Le multiculturalisme canadien favorise-t-il réellement l'intégration des immigrants et parvient-il à réconcilier les intérêts des immigrants, des minorités et de la majorité culturels ? Bref, quels sont les faits ? C'est en prenant d'abord conscience de l'ampleur du désastre que des solutions adéquates seront proposées. Et l'exposé de l'auteure contribue à tracer une voie salutaire pour l'avenir.

Judith Cardin née Honedjissin est une Afro-Québécoise qui a fait ses preuves dans son pays d'accueil, le Canada, depuis près de deux décennies. Chercheuse, conférencière, politologue, ex-candidate aux élections et employée d'agence gouvernementale, l'auteure ne ménage aucun effort pour mettre à profit ses compétences. Ses préoccupations d'ordre sociopolitique, économique, éthique et humain se révèlent dans cet ouvrage.

Service Promotion - Diffusion
Virginie ROBERT
Editions L'Harmattan - 5 Rue de l'École Polytechnique - 75005 Paris
Tél 01.40.46.79.26 - mail : virginie.robert@harmattan.fr





*Un partenariat entre l'émission
« RENCONTRES » de CGTN-
Français et le Magazine « Le
Label Diplomatique »*

**COMMUNAUTÉ DE DESTIN POUR L'HUMANITÉ :
QUEL AVENIR POUR LA GOUVERNANCE MONDIALE ?**
RENCONTRES Les dix ans d'une nouvelle approche de la diplomatie

MA Jiaying (Introduction) : Bonjour à toutes et à tous et bienvenue à ce nouveau numéro de « Rencontres ». Il y a dix ans, la Chine avançait pour la première fois le concept d'une « Communauté de destin pour l'humanité ». Comment ce concept a-t-il été intégré dans la diplomatie chinoise et comment est-il compris en dehors de la Chine. Une décennie plus tard et dans un contexte géopolitique international qui a beaucoup changé, ce concept est-il toujours porteur d'avenir ? Nous organisons un forum afin d'en discuter. J'ai le plaisir de recevoir sur notre plateau DING Yifan, Chercheur principal à l'institut Taihe et par visio-conférence depuis Berne, Beat SCHNEIDER, Professeur à la Haute école des arts de Berne (Suisse), Membre Fondateur de la Haute école des arts de Berne, Membre fondateur du parti « Organisations progressistes » de Suisse. Depuis Cotonou, Héribert-Label Elisée ADJOVI, Journaliste, Spécialiste des Questions Internationales et Ecrivain, Gouverneur du Magazine panafricain « Le Label Diplomatique », et depuis Paris, Jacques CHEMINADE, Président du parti « Solidarité et Progrès ».

Bienvenue à tous !

MA Jiaying : Nous allons commencer par un peu retracer la racine de ce concept. Monsieur DING Yifan, quelles sont les raisons qui ont poussé la Chine à avancer ce concept de « Communauté de destin pour l'humanité » ?

Monsieur DING Yifan : Il ne faut pas oublier qu'il y a dix ans, la mondialisation était encore très à la mode. C'est progressivement que ce concept a commencé par être remis en cause. Cela dit, le concept de la « Communauté de destin pour l'humanité » a été formulé pour la première fois lors du 18ème Congrès du Parti communiste chinois à la fin de 2012. Puis, officiellement, le Gouvernement chinois a repris à son compte cette idée de la construction d'une

« Communauté de destin pour l'humanité » en 2013, au moment où la Chine a annoncé son Plan de développement pour les dix années à venir. L'idée principale est que l'économie mondiale s'est heurtée à une série de difficultés pour promouvoir la mondialisation dont la Chine était, quelque peu, bénéficiaire. Elle voulait faire en sorte que la croissance rapide de la Chine profite aussi aux autres pays de la planète. Cela signifie que la Chine voulait continuer de profiter de la mondialisation pour se développer, mais aussi elle entend offrir des opportunités de développement aux autres nations, parce que nous faisons face aux mêmes défis partout sur la planète. Des défis nouveaux, notamment le changement climatique, la récession économique, l'expansion du terrorisme international, etc. Donc, l'idée fondamentale du concept de la construction d'une « Communauté de destin pour l'humanité », c'est que nous devons contribuer ensemble à un développement global, paisible et stable de l'humanité.

MA Jiaying : Si on lit les livres classiques de philosophie chinoise, on peut remarquer une différence avec les philosophes occidentaux dont les propos se caractérisent souvent par leur brièveté, mais aussi par la grande liberté qu'ils offrent en matière d'interprétation. A ce propos, voyons comment cette notion de « Communauté de destin pour l'humanité » interprétée et développée à maintes reprises par les dirigeants chinois est appréciée de par le monde. Je vais donc me tourner vers mes invités en ligne. Quelles sont vos interprétations de ce concept. Je vais commencer par Monsieur SCHNEIDER.

Monsieur SCHNEIDER : Pour moi, cette initiative mondiale de « Communauté de destin pour l'humanité » - qu'on appelle d'ailleurs en chinois le « Rénlèi mìngyùn gòngtóngt » - est une notion qui a des racines profondément culturelles dans l'histoire chinoise et une volonté de l'instauration d'un ordre mondial de coopération qui se base

*A partnership between CGTN-Français'
«RENCONTRES» programme and «Le
Label Diplomatique» magazine*



MA Jiaying (Introduction): Hello everyone and welcome to this new edition of «Rencontres». Ten years ago, China put forward for the first time the concept of a «Community of Destiny for Mankind». How has this concept been integrated into Chinese diplomacy and how is it understood outside China? A decade on, and in a much-changed international geopolitical context, is this concept still relevant today? We are organising a forum to discuss this. I have the pleasure of welcoming to our studio DING Yifan, Senior Researcher at the Taihe Institute, and by videoconference from Berne, Beat SCHNEIDER, Professor at the Bern University of the Arts (Switzerland), Founding Member of the Bern University of the Arts, Founding Member of the «Progressive Organisations» party in Switzerland. From Cotonou, Héribert-Label Elisée ADJOVI, Journalist, Specialist in International Issues and Writer, Governor of the Pan-African Magazine «Le Label Diplomatique», and from Paris, Jacques CHEMINADE, President of the «Solidarité et Progrès» party.

Welcome to you all !

MA Jiaying : Let's start by tracing the roots of this concept. Mr Ding Yifan, what are the reasons that prompted China to put forward this concept of a «Community of Destiny for Mankind»?

Mr Ding Yifan : We shouldn't forget that ten years ago globalisation was still very much in vogue. It was only gradually that this concept began to be called into question. That said, the concept of the «Community of Destiny for Mankind» was formulated for the first time at the 18th Congress of the Chinese Communist Party at the end of 2012. Then, officially, the Chinese government took up the idea of building a «Community of Destiny for Mankind» in 2013, when China announced its Development Plan for the next ten years. The main idea is that the world economy has encountered a series of difficulties in promoting globalisation, of which China was something of a beneficiary. It wanted to ensure that China's rapid growth would also benefit other countries around the world. This means that China wanted to continue to take advantage of globalisation to develop, but it also wanted to offer development opportunities to other nations, because we face the same challenges everywhere on the planet. New challenges, such as climate change, economic recession, the spread of international terrorism and so on. So the fundamental idea behind the concept of building a «Community of Destiny for Mankind» is that we must contribute together to the overall peaceful and stable development of humanity.

MA Jiaying : If you read the classic books of Chinese



sur des bénéfices mutuels et qui se concrétisent dans des relations gagnant gagnant. Cette initiative chinoise est une contribution fondamentale pour l'avenir de l'ordre mondial, parce que l'humanité fait face à de grands défis - dont les pays occidentaux et surtout les Etats-Unis d'Amérique sont à l'origine - qui menacent l'ordre mondial tel qu'il s'est manifesté depuis la seconde guerre mondiale.

Jacques CHEMINADE : Ce principe de « Rénlèi míngyùn gòngtóngt » , c'est l'inclusivité et en même temps la coexistence. C'est le principe d'existence et de coexistence sans uniformisation. De ce point de vue, je vois une rencontre entre le principe marxiste d'unité de l'humanité et l'harmonie confucéenne. Je veux vous citer cette citation de Confucius : « Si vous voulez vous-même réussir, alors aidez les autres à réussir. » Si on a l'amour pour son peuple, comme le proclame souvent le Parti communiste chinois, on doit reconnaître l'identité des autres peuples et aboutir à cette coopération internationale qui est un avenir nécessaire pour nous tous.

Héribert-Label Elisee ADJOVI : Sur la question de la « Communauté de destin pour l'humanité » prônée par la République Populaire de Chine sous le leadership du Président XI Jinping, j'aimerais dire trois choses. Primo, l'Afrique salue cette initiative chinoise qui prône en réalité la solidarité entre les Etats, la solidarité entre les peuples, parce que nul ne peut être heureux tout seul. Cette volonté de la Chine d'amener les autres acteurs de la scène internationale – notamment les grandes puissances mondiales - à venir au secours des pays en développement, pour que nous ayons une société internationale harmonisée, une société internationale de justice, de paix et de sécurité est une très bonne chose. L'Afrique a toujours plaidé pour une société internationale plus solidaire et plus juste. Secundo, lorsque la Chine parle de « Communauté de destin pour l'humanité », on peut la croire. On peut la croire, parce que l'histoire est têtue. On se rappelle encore qu'au lendemain de l'écroulement du « Mur de Berlin » en 1989, suivi de la dislocation du bloc soviétique en 1991, l'Occident a délaissé l'Afrique et s'est tourné vers l'Europe de l'Est, parce que là-bas il y avait à reconstruire, là-bas il y avait de quoi engranger des ressources, là-bas le capitalisme sauvage occidental pouvait trouver des ressources pour accroître

encore sa volonté de puissance. Pendant ce temps, malgré que la Chine était encore au début de son développement, elle est venue au secours de l'Afrique. Je n'en veux pour preuve qu'en 1973, alors que le Bénin a démarré à peine avec sa révolution, la Chine a octroyé un milliard de Francs CFA de l'époque et cela a servi à construire le Stade de l'Amitié Général Mathieu KEREKOU. Beaucoup de pays africains ont bénéficié du soutien du « Pays du milieu ». C'était pour la Chine une manière de montrer que nous sommes dans un village planétaire et qu'il est impossible d'être heureux tout seul. Tertio, je voudrais dire que l'Afrique est à l'aise avec le concept de « Communauté de destin pour l'humanité », parce qu'elle, de par le passé - à travers l'esclavage, la colonisation et le néo-colonialisme toujours en cours -, elle est la première victime de la volonté de puissance, notamment du bloc occidental. Un monde solidaire ne peut donc que permettre à l'Afrique de pousser un ouf de soulagement, après tant de mépris et d'exploitation.

MA Jiaying : Messieurs SCHNEIDER et CHEMINADE, vous avez fait des études sur la philosophie chinoise. Donc, vous comprenez mieux cette notion de « Communauté de destin pour l'humanité ». Mais, ce n'est pas le cas de la plupart des gens en Occident. Dernièrement, un invité français d'origine chinoise m'a dit à propos de ce concept que cela ressemble beaucoup à ce qu'on dit en Chine à travers l'expression chinoise « Dāng w men zài tóng yītiáo chuánshàng shí, w men bīxū bīngjiān ér xíng » qui signifie : « Quand on est dans un même bateau, il faut ramer ensemble ». Il m'a dit qu'en Occident, quand les gens sont dans le même bateau, la première idée qui vient en tête est de décider qui va être le capitaine. Partant de ce constat, pensez-vous qu'il y a une possibilité que les Occidentaux comprennent l'idée de solidarité venant de la Chine, Monsieur CHEMINADE ?

Monsieur CHEMINADE : Je crois que la prospérité commune, telle que l'a définie le Président XI Jinping - éradiquer la pauvreté, une renaissance pour tous -, c'est quelque chose qui appartient à l'humanité. Mais, j'ajouterais que cela appartient aussi à notre renaissance européenne. Je vais mentionner François RABELAIS dans le « Quart libre », c'est l'épopée à la recherche de la vérité. Ils sont sur un même bateau. Pantagruel, le héros, prend le gouvernail, mais il organise l'équipage, parce que s'il n'organiserait pas

philosophy, you will notice a difference from Western philosophers, whose writings are often characterised by their brevity, but also by the great freedom they offer in terms of interpretation. In this respect, let's look at how this notion of a «Community of Destiny for Mankind», interpreted and developed on many occasions by Chinese leaders, is appreciated throughout the world. So let me turn to my online guests. What are your interpretations of this concept? I'll start with Mr Schneider.

Mr SCHNEIDER : For me, this global initiative of the «Community of Destiny for Mankind» - which in Chinese is called the «Rénlèi míngyùn gòngtóngt » - is a notion that has deep cultural roots in Chinese history and a desire to establish a world order of cooperation based on mutual benefits and materialised in win-win relations. This Chinese initiative is a fundamental contribution to the future of the world order, because humanity is facing major challenges - originated by the Western countries and especially the United States of America - which threaten the world order as it has existed since the Second World War.

Jacques CHEMINADE : This principle of «Rénlèi míngyùn gòngtóngt » is inclusiveness and at the same time coexistence. It's the principle of existence and coexistence without standardisation. From this point of view, I see a meeting between the Marxist principle of the unity of humanity and Confucian harmony. I'd like to quote Confucius: «If you want to succeed yourself, then help others to succeed». If you have love for your people, as the Chinese Communist Party often proclaims, you must recognise the identity of other peoples and achieve this international cooperation that is a necessary future for us all.

Héribert-Label Elisee ADJOVI: On the question of the «Community of Destiny for Humanity» advocated by the People's Republic of China under the leadership of President XI Jinping, I would like to say three things. Firstly, Africa welcomes this Chinese initiative, which in fact advocates solidarity between States, solidarity between peoples, because no one can be happy on their own. China's desire to get the other players on the international stage - in particular the major world powers - to come to the aid of developing countries, so that we can have a harmonised international society, an international society of justice, peace and security, is a very good thing. Africa has always called for a more united and fairer international society. Secondly, when China speaks of a «community of destiny for humanity», we can believe it. We can believe it, because history is stubborn. We still remember that in the wake of the collapse of the Berlin Wall in 1989, followed by the break-up of the Soviet bloc in 1991, the West abandoned Africa and turned its attention to Eastern Europe, because there was reconstruction to be done there, there were resources to be reaped there, and unbridled Western capitalism could find resources there to further increase its will to power. Meanwhile, despite the fact that China was still in the early stages of its development, it came to the aid of Africa. The proof of this is that in 1973, when Benin was just starting its revolution, China granted one billion CFA francs, which was used to build the Stade de l'Amitié Général Mathieu KEREKOU. Many African countries have benefited from the support of the «Middle Kingdom». For China, it was a way of showing that we live in a global village and that it is impossible to be happy on

your own. Thirdly, I would like to say that Africa is at ease with the concept of a «Community of Destiny for Mankind», because in the past - through slavery, colonisation and the neo-colonialism that is still going on - it was the first victim of the will to power, particularly of the Western bloc. A world based on solidarity can only allow Africa to breathe a sigh of relief after so much contempt and exploitation.

MA Jiaying : Mr SCHNEIDER and Mr CHEMINADE, you have studied Chinese philosophy. So you have a better understanding of the notion of a «community of destiny for mankind». But this is not the case for most people in the West. Recently, a French guest of Chinese origin told me about this concept that it's very similar to what we say in China through the Chinese expression «Dāng w men zài tóng yītiáo chuánshàng shí, w men bīxū bīngjiān ér xíng» which means: «When you're in the same boat, you have to row together». He told me that in the West, when people are in the same boat, the first idea that comes to mind is to decide who is going to be the captain. With that in mind, Mr CHEMINADE, do you think there is any chance that Westerners will understand the idea of solidarity coming from China?

Mr CHEMINADE : I believe that shared prosperity, as defined by President XI Jinping - eradicating poverty, a renaissance for all - is something that belongs to humanity. But I would add that it also belongs to our European renaissance. I'm going to mention François Rabelais in the «Quart libre», the epic quest for truth. They are on the same boat. Pantagruel, the hero, takes the helm, but he organises the crew, because if he didn't organise the crew, it wouldn't work. If we're all going to sail together, we have to cooperate. So I would say that if we look at this in terms of the economic history of Western countries - not liberalism and neo-liberalism today - we have established it with our American friend Lyndon Larouche as the potential of relative demographic density. This means that we pool new physical principles and discover them. From there, we apply technologies, and from there, we do it for the common good. All this creates something that belongs to our common history in the world. The fact that the Chinese Communist Party originated in the small town of Montargis in Loiret in France is extremely significant, because that's where all the leaders met, except MAO Zedong who was ill. So there is something in common, something intimate even...

Mr SCHNEIDER : To explain to people this notion of a «Community of destiny for mankind», you have to talk to people about the Euro-centric past. We need to talk about the hegemonic past that is destroying this world and no longer has any benefits. We need to talk about Western imperialism, we need to talk about the imperialism of the United States of America. We need to talk about ourselves in order to better understand a concept of cooperation, equal rights and enlightenment. You simply have to talk about us to understand what is coming from China. It's not an entirely new proposition, but one that breaks with our hegemonic past, our past of Western superiority. We need to make people understand that this era is disappearing.

Mr CHEMINADE : I would perhaps add that the retreat of the West as a colonial and imperial power is very good news. But there is something different about the West. It is the heritage of Judaism, Greece and Christianity, with



l'équipage, ça ne marcherait pas. Tous sur un même bateau pour aller ensemble, il faut coopérer. Alors, je dirais que si l'on regarde cela en termes de l'histoire économique dans les pays occidentaux - pas le libéralisme et le néo-libéralisme actuel -, nous l'avons établi avec notre ami américain Lyndon LAROCHE comme le potentiel de densité démographique relatif. Cela veut dire qu'on met en commun des principes physiques nouveaux, on les découvre. A partir de là, on applique des technologies, et à partir de là, on le fait pour le bien commun. Cet ensemble crée quelque chose qui appartient à notre histoire commune dans le monde. Le fait que le Parti communiste chinois ait vu son origine dans la petite ville de Montargis dans Loiret en France est extrêmement significatif, parce que c'est là que ce sont rencontrés tous les dirigeants, excepté MAO Zedong qui était malade. Donc, il y a quelque chose de commun, quelque chose d'intime même...

Monsieur SCHNEIDER : Pour expliquer aux gens cette notion de « Communauté de destin pour l'humanité », il faut parler aux gens du passé euro-centrique. Il faut parler de ce passé hégémonique qui est en train de détruire ce monde et qui n'a plus de bénéfice. Il faut parler de l'impérialisme occidental, il faut parler de l'impérialisme des Etats-Unis d'Amérique. Il faut parler de nous pour comprendre mieux une conception de coopération, d'égalité des droits et d'éveil. Il faut simplement parler de nous pour comprendre ce qui vient de la Chine. Une proposition pas tout à fait nouvelle, mais qui rompt avec notre passé hégémonique, notre passé de supériorité occidentale. Il faut faire comprendre aux gens que cette époque est en train de disparaître.

Monsieur CHEMINADE : J'ajouterais peut-être, que le recul de l'Occident comme volonté de puissance coloniale et impériale est une très bonne nouvelle. Mais, il y a quelque chose de différent dans l'Occident. C'est l'héritage du judaïsme, de la Grèce et du christianisme, avec ce qui est mentionné souvent par le Président XI Jinping, le « Traité de Westphalie », un traité de paix qui conclut simultanément deux séries de conflits en Europe. La guerre de Trente ans, un conflit majeur de l'Europe moderne et la guerre de Quatre-vingts ans, opposant les Provinces-Unies révoltées à la monarchie espagnole. Nous voyons bien que la Chine se bat pour cette paix. Je n'en veux pour preuve que l'entente entre l'Arabie-Saoudite et l'Iran sous les auspices chinois.

MA Jiaying : Cela m'amène à poser une autre question à Monsieur ADJOVI. Le dimanche 5 mars 2023, le Président béninois était l'invité de Darius Rochebin sur la chaîne de télévision française LCI. Face à un Patrice Talon admiratif

par rapport au modèle de développement chinois, le journaliste s'est exprimé en ces termes : « Quoi qu'il en soit, ce sentiment, c'est parfois une angoisse en Occident que l'avenir sera toujours plus Africain, Chinois, Brésilien, Indien, et de moins en moins Français, Allemand, Danois. » Messieurs CHNEIDER et CHEMINADE ont tous mentionné que cet ordre mondial basé sur l'hégémonie occidentale est en train de disparaître. Est-ce la raison pour laquelle en Afrique, le concept de « Communauté de destin pour l'humanité » est beaucoup plus compris qu'en Occident ?

Héribert-Label Elisée ADJOVI : Je suis très à l'aise dans ce débat, parce que mêmes mes co-débatteurs occidentaux reconnaissent que l'Occident n'a pas toujours joué le bon rôle sur la scène internationale. Les deux guerres mondiales sont là pour nous en convaincre. Mais au-delà, nous constatons que lorsque nous nous retrouvons dans les grandes arènes internationales, l'hégémonie des grandes puissances et notamment occidentales et cette volonté d'écraser les autres pour exister, y compris en créant des conflits de par le monde, en créant des coups d'Etat et autres assassinats, ont pour conséquence bien des instabilités dans le monde. Cette géopolitique de l'apocalypse n'est pas de nature à assurer la paix et la sécurité internationale. Loin s'en faut ! C'est à raison que le Président Patrice TALON parle de cette nécessité d'un monde pacifié, d'un monde solidaire et vante les progrès réalisés par la Chine depuis 45 ans. Nous ne pouvons pas avoir ce monde solidaire, si nous ne travaillons pas à empêcher que les goulots d'étranglement qui ont toujours travaillé contre le développement de l'Afrique ne soient levés. Dans cette volonté de construire un monde juste et solidaire, il est très important que les grandes puissances - notamment occidentales - changent de vision, changent de fusil d'épaule, changent de méthode et ne voient plus les anciennes colonies comme des vaches à lait, mais plutôt comme des pays indépendants avec lesquels il faut développer les affaires, construire le développement. Nous savons que nous sommes dans un village planétaire au sein duquel il est impossible de s'isoler. Mais en même temps, nous avons le droit de choisir nos partenaires et plus précisément, nous avons le droit de diversifier nos partenaires. Chacun peut trouver son compte. Mais, vouloir absolument défendre ses intérêts au risque de piétiner les autres est le plus grand reproche que nous faisons à l'Occident. Il faut que ça change ! L'Afrique ne demande pas autre chose que la justice internationale.

MA Jiaying : Monsieur DIN Fan, vous êtes chinois. Cela fait dix ans que la Chine a lancé le concept de « Communauté

what President XI Jinping often refers to as the «Treaty of Westphalia», a peace treaty that simultaneously concluded two series of conflicts in Europe. The Thirty Years' War, a major conflict in modern Europe, and the Eighty Years' War, pitting the rebellious United Provinces against the Spanish monarchy. We can see that China is fighting for this peace. One example of this is the agreement between Saudi Arabia and Iran under Chinese auspices.

MA Jiaying : This brings me to another question for Mr ADJOVI. On Sunday 5 March 2023, the President of Benin was the guest of Darius Rochebin on the French television channel LCI. In response to Patrice Talon's admiration for the Chinese development model, the journalist said: «Be that as it may, this feeling is sometimes an anxiety in the West that the future will always be more African, Chinese, Brazilian, Indian, and less and less French, German or Danish». Mr CHNEIDER and Mr CHEMINADE all mentioned that this world order based on Western hegemony is in the process of disappearing. Is this the reason why in Africa the concept of a «Community of Destiny for Humanity» is much better understood than in the West?

Héribert-Label Elisée ADJOVI : I feel very comfortable in this debate, because even my Western co-debaters recognise that the West has not always played the right role on the international stage. The two world wars are proof of that. But beyond that, we see that when we find ourselves in the great international arenas, the hegemony of the great powers, particularly the West, and this desire to crush others in order to exist, including by creating conflicts around the world, by creating coups d'état and other assassinations, has resulted in a great deal of instability in the world. This geopolitics of the apocalypse is not likely to ensure international peace and security. Far from it! President Patrice Talon is right to speak of the need for a world at peace, a world of solidarity, and he praises the progress made by China over the last 45 years. We cannot have this world of solidarity if we do not work to prevent the bottlenecks that have always worked against Africa's development from being lifted. In this desire to build a fair and united world, it is very important that the major powers - particularly the Western powers - change their vision, change their approach and no longer see the former colonies as cash cows, but rather as independent countries with which to do business and build development. We know that we are in a global village in which it is impossible to isolate ourselves. But at the same time, we have the right to choose our partners and, more precisely, we have the right to diversify our partners. There is something in it for everyone. But the greatest criticism we have of the West is that it insists on defending its own interests at the risk of trampling on others. This has to change! Africa wants nothing more than international justice.

MA Jiaying : Mr Ding Yifan, you are Chinese. It was ten years ago that China launched the «Community of Destiny for Mankind» concept. You often discuss this issue with foreign researchers. With the geopolitical context having changed so much since then, how do you explain this concept to them? Is this still a topical debate?

Mr Ding Yifan : Of course it's still a topical concept! To understand the construction of the «Community of Destiny for Mankind», you have to understand the instruments China is using to help other economies and other countries

to develop more rapidly. This is known as the «Belt and Road» initiative. Through the «Belt of the Road», we have helped many countries to improve their lot, to improve their infrastructures, to create industrial zones, etc., in order to help these countries to move more quickly along the road to industrialisation. These are tangible, convincing, obvious results. It's remarkably obvious! The concept of the «Community of Destiny for Mankind» is often contested in the Western media, because they see in it a Chinese attempt to govern or dominate the world. So-called Western geopolitical analysts try to interpret China's desire to build a community of destiny for humanity as an attempt to control and monopolise the world. When you look in the mirror, you see your own image. But you think it's the other, the adversary. When you talk to Western intellectuals, you get this impression. They talk about China as if they were looking in a mirror.

MA Jiaying : Mr Schneider, in your new book you compare the roots of Chinese philosophy and Western philosophy. Do you think it is possible to understand each other?

Mr SCHNEIDER : I think that at the moment, the channels of mutual understanding are blocked, because the United States of America, because of its political and economic interests, is bent on producing a false image of China and of the new world order as advocated by China. They realise that their influence is diminishing on the international stage. This is why the psychological aggression of the imperialist media is so great. Nevertheless, we must remain hopeful, because it will take a few more years for the United States of America to realise that it is a power among others, and that multipolarism is now being built. We still need a little more time before this frank communication is possible. At the moment, it is blocked. It is not blocked from China to the countries of the South. It is blocked in Europe and in the United States of America.

Mr CHEMINADE : It was the geopolitical selfishness of Western countries that led to the Sack of the Summer Palace, for example - on 18 October 1860, the French and British burnt down the Summer Palace of the Chinese Emperor near Beijing, after having pillaged it. This is still our policy today. It's Anglo-American. It's a British ideology. It's the City of London, World Street, and it's leading us in the West to this financial chaos. This is the case with Crédit Suisse, but not only Crédit Suisse. All the Western banks are in this chaos. Something else is needed. This is what Serge Lavrov said: «The great Swiss rob the countries of the South and East». This is now the vast majority of the world. We have to respond to this. For Western countries, it would be a good idea to reflect on Chinese philosophical poetry. I'm thinking of Souche, who said, «Where will I see the moon shining next year? The Chinese have the moon. We have to explain to them that science and poetry go hand in hand. JANG Eu is on the moon. The end of Jade is on the moon. We have to show this to Western countries and tell them to change. My job is to get Western countries to change, so that we can achieve this common destiny for humanity, without which the alternative is war. We are in the midst of a generalised rearmament throughout the world. It's a very serious situation! The Road Map initiative is a first step. We need to go much further. We need a kind of development on a global

de destin pour l'humanité ». Il vous arrive souvent d'échanger avec des chercheurs étrangers sur la question. Avec le contexte géopolitique qui a beaucoup changé depuis lors, comment vous leur expliquez ce concept ? Est-ce un débat toujours d'actualité ?

Monsieur DING Yifan : Bien sûr que c'est un concept toujours d'actualité ! Pour comprendre la construction de la « Communauté de destin pour l'humanité », il faut comprendre les instruments avec lesquels la Chine essaye d'aider les autres économies et les autres pays à se développer plus rapidement. C'est ce qu'on appelle l'initiative de la « Ceinture de la route ». A travers la « Ceinture de la route », nous avons aidé beaucoup de pays à améliorer leur sort, à améliorer leurs infrastructures, à créer des zones industrielles, etc., histoire d'aider ces pays à s'inscrire plus rapidement sur la voie de l'industrialisation. Ce sont des résultats tangibles, probants, évidents. C'est une évidence remarquable ! Le concept de la « Communauté de destin pour l'humanité » est souvent contesté dans les médias du monde occidental, parce qu'ils voient en cela une tentative chinoise de gouverner ou de dominer le monde. Les analystes dits géopolitiques occidentaux essaient d'interpréter la volonté chinoise de construire une communauté de destin pour l'humanité comme une tentative de contrôle et de monopole sur le monde. Quand on regarde dans le miroir, on voit sa propre image. Mais, on pense que c'est l'autre, c'est l'adversaire. Dans le dialogue avec des intellectuels occidentaux, on a cette impression. Ils parlent de la Chine comme s'ils se regardaient dans un miroir.

MA Jiaying : Monsieur SCHNEIDER, dans votre nouveau livre, vous avez comparé la racine de la philosophie chinoise et la philosophie occidentale. Pensez-vous qu'il est possible de se comprendre ?

Monsieur SCHNEIDER : Je pense qu'actuellement, les canaux de compréhension mutuelle sont bloqués, parce que les Etats-Unis d'Amérique, à cause de leurs intérêts politico-économiques s'acharnent à produire une image fautive de la Chine et du nouvel ordre mondial tel que prôné par la Chine. Ils réalisent que leur influence diminue sur la scène internationale. C'est pour cette raison que les agressions psychologiques des médias impérialistes sont tellement grandes. Il faut quand même garder l'espoir, parce qu'il faut encore quelques années pour que les Etats-Unis d'Amérique réalisent qu'ils sont un pouvoir entre autres, et qu'il y a désormais un multipolarisme qui est en train de se construire. Il faut encore un petit peu de temps pour que cette franche communication soit possible. Actuellement, elle est bloquée. Elle n'est pas bloquée de la Chine vers les pays du Sud. Elle est bloquée en Europe et dans les Etats-Unis d'Amérique.

Monsieur CHEMINADE : C'est l'égoïsme géopolitique des pays occidentaux qui a produit le Sac du Palais d'été, par exemple - le 18 octobre 1860, les Français et les Anglais brûlent le Palais d'Été de l'empereur de Chine près de Beijing, après l'avoir pillé -. On est dans cette politique encore aujourd'hui. C'est anglo-américain. C'est une idéologie de source britannique. C'est la cité de Londres, World Street, et elle nous amène en Occident à ce chaos financier. C'est le cas du Crédit suisse, mais pas seulement le Crédit suisse. Toutes les banques occidentales sont dans ce chaos. Il faut autre chose. C'est ce que Serge LAVROV a dit : « Le grand

suisse vole les pays du Sud et de l'Est. » C'est maintenant la grande majorité du monde. Là, nous devons y répondre. Pour les pays occidentaux, il serait bon de réfléchir à la poésie philosophique chinoise. Je pense à Souche qui disait, « Où verrais-je l'an prochain briller la lune ? » La lune, les Chinois y sont. Il faut leur expliquer que la science et la poésie sont ensemble. JANG Eu est sur la lune. La fin de Jade est sur la lune. Il faut montrer cela aux pays occidentaux, et leur dire de changer. Mon travail, c'est de faire changer les pays occidentaux, pour qu'on arrive à ce destin commun de l'humanité sans lequel l'alternative, c'est la guerre. On est en plein réarmement généralisé dans le monde. C'est très grave ! L'initiative « La ceinture de la route » est un premier pas. Il faut aller beaucoup plus loin. Il faut une sorte de développement à l'échelle mondiale. Sans cela, nous allons vers un désastre économique-financier, et la guerre. Cette idée qui consiste à associer la maîtrise scientifique à la beauté, à l'esthétique, dont parlent souvent les dirigeants chinois, notamment le Président XI Jinping qui parle de l'idée du « beau », il faut y repenser. Il faut faire un monde beau !

MA Jiaying : Monsieur ADJOVI, votre réaction pour conclure cette émission ?

Héribert-Label Elisée ADJOVI : Je veux dire que nous avons eu un débat enrichissant, et j'ai eu des co-débatteurs qui ont été francs. Ils ont reconnu que si nous avons une société internationale très peu solidaire et que la « Communauté de destin pour l'humanité » prônée par la Chine sous le leadership du Président XI Jinping peine à se concrétiser, c'est parce que la recherche effrénée de l'intérêt personnel, notamment de la part des grandes occidentales, n'est pas de nature à faciliter une société internationale de paix et de sécurité. De toutes les façons, la géopolitique internationale actuelle nous renseigne qu'à vouloir tirer trop sur la corde, nous risquons d'aller vers une nouvelle déflagration internationale, nous risquons d'aller vers un nouveau conflit mondial. Personne ne doit le souhaiter, parce que lorsqu'il y a la guerre, on sait comment ça commence. Mais, personne ne sait comment ça va prendre fin. Il est très important que nous ayons à l'esprit que nous sommes dans un village planétaire et que ce n'est que dans la solidarité que le monde peut être construit. Cela passe également par la justice internationale. Il faut rendre justice à l'Afrique qui a subi l'esclavage, qui a subi la colonisation, qui subit le néo-colonialisme et qui ne demande qu'à agir comme un acteur à part entière de la société internationale. L'Afrique ne veut pas qu'on exprime de la pitié vis-à-vis d'elle. Mais, l'Afrique veut - sur la base de ses ressources humaines, naturelles et minières - aller sur le marché international et négocier avec des partenaires de son choix, sans qu'il n'y ait une volonté de destruction de ce qui se construit sur le continent. L'Afrique veut prendre toute sa place dans le Concert des Nations. J'ai coutume de dire, que lorsque le soleil de l'Afrique brillera sur le toit du monde, la paix et la sécurité internationales auront un sens. Il faut saluer l'initiative chinoise de la « Communauté de destin pour l'humanité » prônée par la Chine sous le leadership du Président XI Jinping et 'qui a désormais dix ans. L'Afrique « Berceau de l'humanité » a toujours été prête pour marcher de façon solidaire avec les autres acteurs de la scène internationale.

MA Jiaying : Je vous remercie d'avoir partagé vos points de vue avec nos téléspectateurs.

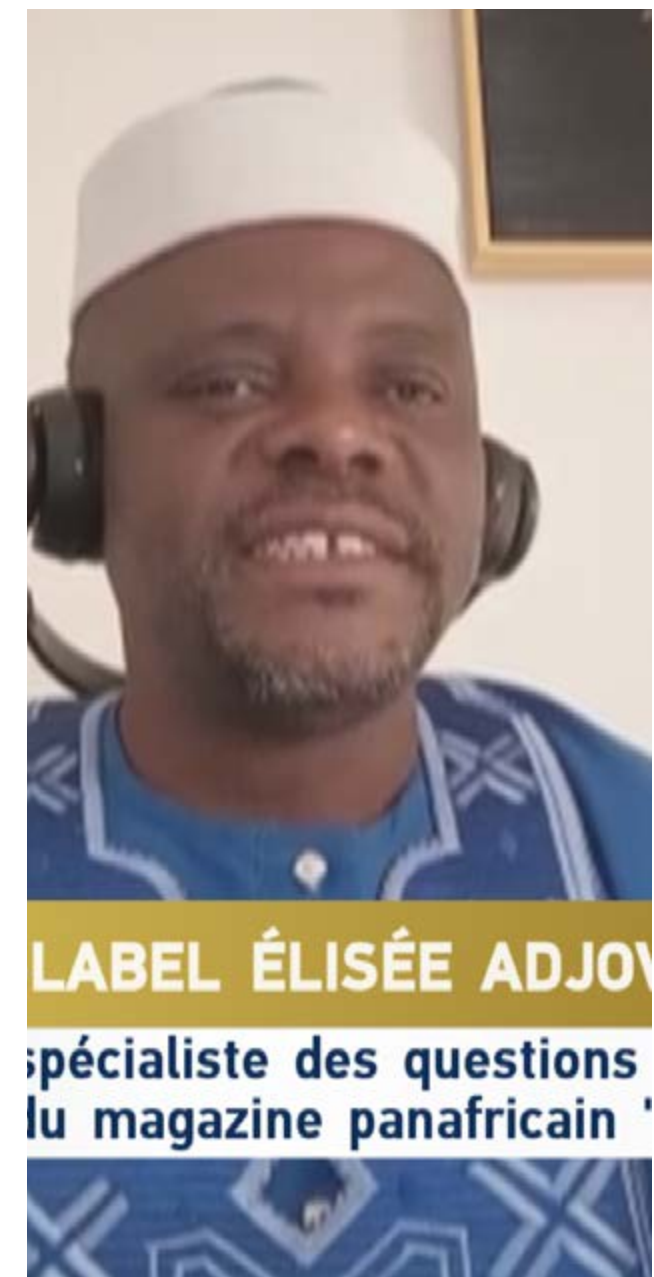
scale. Without it, we are heading for economic and financial disaster, and war. This idea of combining scientific mastery with beauty and aesthetics, which Chinese leaders often talk about, particularly President XI Jinping, who talks about the idea of «beauty», is something we need to rethink. We need to make the world beautiful!

MA Jiaying : Mr ADJOVI, how would you like to conclude this programme?

Héribert-Label Elisée ADJOVI : I would like to say that we have had an enriching debate, and my co-debaters have been frank. They recognised that if we have an international society with very little solidarity and that the «Community of destiny for humanity» advocated by China under the leadership of President XI Jinping is struggling to become a reality, it is because the unbridled pursuit of self-interest, particularly on the part of the major Western powers, is not likely to facilitate an international society of peace and security. In any case, current international geopolitics tells us that if we pull too hard on the rope, we run the risk of a new international explosion, a new world conflict. Nobody should want that, because when there is war, we know how it starts. But nobody knows how it will end. It is very important that we bear in mind that we are in a global village and that it is only through solidarity that the world can be built. This also requires international justice. We must do justice to Africa, which has suffered slavery, colonisation and neo-colonialism, and which is only too willing to act as a fully-fledged player in international society. Africa does not want to be pitied. But Africa does want - on the basis of its human, natural and mineral resources - to enter the international market and negotiate with partners of its choice, without any desire to destroy what is being built on the continent. Africa wants to take its full place in the Concert of Nations. I often say that when the African sun shines on the roof of the world, international peace and security will have meaning. China's «Community of Destiny for Mankind» initiative, advocated by China under the leadership of President XI Jinping and now ten years old, is to be commended. Africa, the «Cradle of Humankind», has always been ready to walk in solidarity with the other players on the international stage.

MA Jiaying: Thank you for sharing your views with our

viewers.



MONNAIE ET PROSPÉRITÉ EN AFRIQUE DE LA ZONE FRANC

Depuis son apparition dans les sociétés humaines pré-modernes jusqu'à sa sophistication au début du 20^e siècle, puis dans les sociétés contemporaines, la monnaie est au cœur de l'ordre économique des États et du monde. Les phénomènes économiques vertueux tels que le plein-emploi, la croissance et la prospérité des nations lui sont dûs. Les phénomènes économiques invertueux tels que le sous-emploi, l'inflation, le déclin socio-économique et la pauvreté lui sont également souvent associés. Sans toutefois être un facteur explicatif absolu, la monnaie opère habituellement dans des univers où elle est en interaction avec d'autres réalités essentielles qui conditionnent son degré d'efficacité, lequel est capital pour les économies sérieuses. L'Afrique doit s'émanciper et se défaire du FCFA. Elle a les moyens d'accéder à la prospérité si ses enfants s'organisent comme il convient.



Universitaire, écrivain et documentariste, Olivier BILÉ est un leader politique camerounais né en 1967 à Doumé (Est) et qui a grandi à Ngaoundéré (Adamaoua). Après des études universitaires en France, il décide de retourner dans son pays afin

d'y apporter sa contribution au développement. Engagé en politique depuis 1996 au sein de l'Union des Populations Africaines (UPA), il devient en 2010 président de l'Union pour la Fraternité et la Prospérité (UFP).

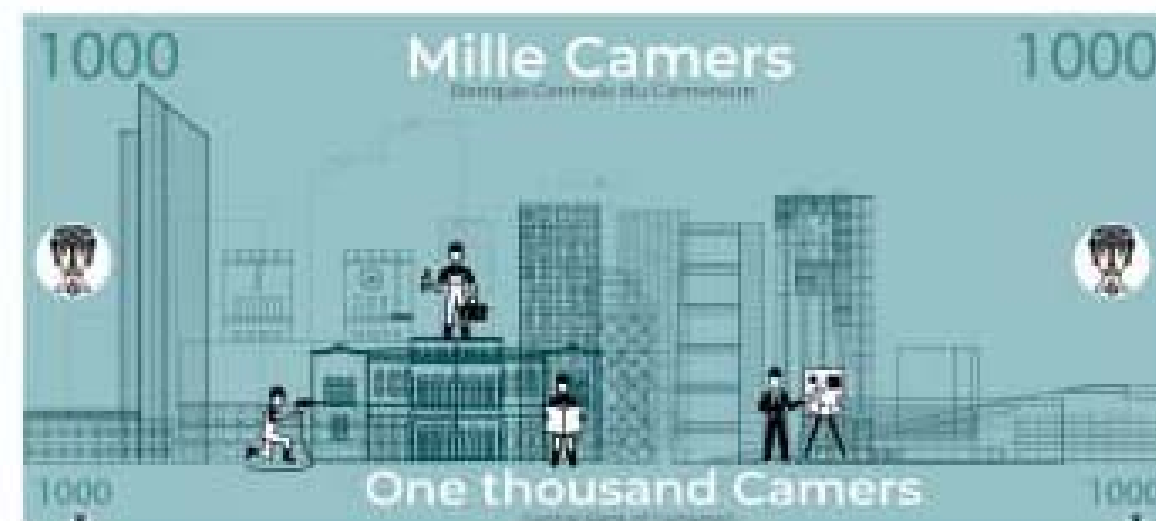
Après une fusion avec d'autres acteurs, cette formation politique idéologiquement fondée sur le triptyque: Foiisme-Nationalisme-Panafricanisme devient "Les Libérateurs" à partir de 2021.



Editions Lupeppo
ISBN : 978-9956-731-39-8



Olivier BILÉ



MONNAIE ET PROSPÉRITÉ EN AFRIQUE DE LA ZONE FRANC

Briser les derniers liens de la captivité

Préfacé par
David ABOUEM A TCHOYI



Collection *Opinions*



Dossier d'Actualité
« qui cristallise les tensions, la crise nigérienne s'invite dans ce 11ème numéro de notre magazine panafricain de Diplomatie et de Relations Internationales « Le Label Diplomatique ». Comment et pourquoi le coup d'Etat perpétré le 26 juillet 2023 à Niamey bouleverse-t-il la géopolitique ouest-africaine, au point de mettre sur téléphone rouge toutes les capitales mondiales, comme

au temps de la guerre froide de 1946 à 1991 ? De Paris, Sédik Abba, Président du Centre international de réflexion et d'études sur le Sahel nous donne sa « Parole de sachant ». Nous avons également réalisé un « Vox populi » pour recueillir l'avis des Africains d'ici et d'ailleurs sur la menace d'attaque militaire qui pèse sur le Niger. Sans oublier la « Réflexion » d'Emmanuel Badibanga depuis Kinshasa.

RÉFLEXION

Emmanuel BADIBANGA / Journaliste
Coordonnateur-Pays du Caucis
Panafricain des Journalistes en RD
Congo

L'espace CEDEAO, bastion
d'une ère néorévolutionnaire

Après la colonisation, l'heure semble être à la nouvelle ère révolutionnaire dans l'espace CEDEAO, bastion d'une ère néorévolutionnaire ; voire tout le continent noir, avec l'effet domino si l'on n'y prend garde. La démocratie, suivant la doctrine du maître, y a visiblement du plomb dans l'aile ces dernières années avec plusieurs coups d'État enregistrés. D'ores et déjà, les armes l'emportent sur les urnes ! Souvent la rue et les scrutins n'ont plus un même son de cloche. Doit-on alors opter armes à la main, pour une « démocratie dictatoriale » ragaillardie par la clameur populaire ou une « dictature démocratique », sur fond d'un bâton de fer prêté à un simple gestionnaire, pour rencontrer réellement la volonté du grand nombre souvent trafiquée lors des élections, ou du moins

détournée après celles-ci ? Après deux coups d'État au Mali. Une grande question sur la force Barkhane n'a toujours pas donné des réponses au grand jour. Actuellement, le colonel Assimi Goita trône là où était IBK. La Guinée a vu venir la junte avec à sa tête le lieutenant colonel Mady Doumbuya, puis le Burkina Faso qui lui a emboîté le pas, avec le capitaine Ibrahim Traoré... et la vie continue même si le bémol a toujours été de cheminer vers une transition, ou du moins une promesse de transition, pour se faire mutuellement les yeux doux. Le 26 juillet dernier, c'est le Niger qui s'est invité dans la valse pour allonger cette liste, sans toutefois savoir à qui le prochain tour, tant que la nouvelle génération dans cette région ouest-africaine en a marre de la donne « FrancAfrique new look ».

In this 11th issue of our pan-African magazine of diplomacy and international relations, «Le Label Diplomatique», we take a look at the Niger crisis, a «Current issues» that is crystallising tensions. How and why did the coup d'état in Niamey on 26 July 2023 upset West African geopolitics to such an extent that it put all the world's capitals on red alert, just as it did during the Cold War from 1946 to 1991? From Paris, Sédik Abba, President

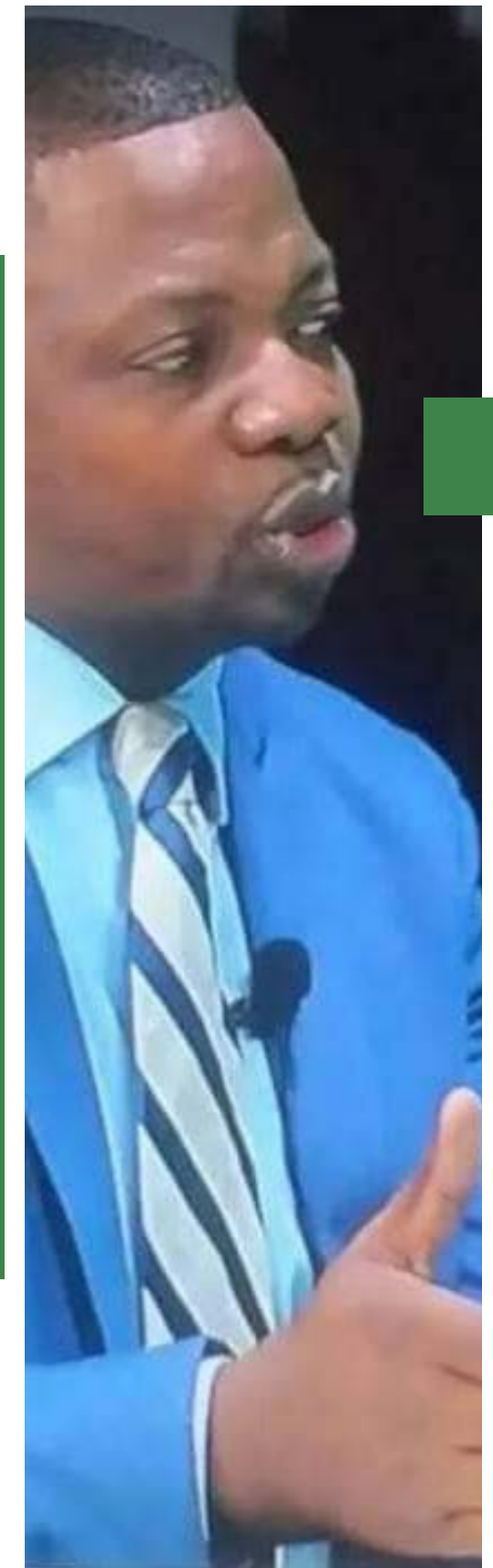
of the Centre international de réflexion et d'études sur le Sahel (International Centre for Reflection and Studies on the Sahel) gives us his «Word of Knowledge». We have also produced a «Vox populi» to gather the views of Africans here and abroad on the threat of a military attack on Niger. And let's not forget Hannah Geterminah's «Reflection» from New Delhi. Not forgetting Emmanuel Badibanga's «Réflexion» from Kinshasa.

THINKING

Emmanuel BADIBANGA / Journalist
Country Coordinator of the Pan-African
Journalists' Caucus in DR Congo

The ECOWAS, bastion of a
neo-revolutionary era

After colonisation, the time seems to be ripe for a new revolutionary era in the ECOWAS, bastion of a neo-revolutionary era, or indeed the entire black continent, with a domino effect if we are not careful. Democracy, according to the doctrine of the master, has clearly taken a beating in recent years, with several military pusches recorded. Weapons are already winning out over the ballot box! The street and the ballot box are often at odds. So, should we opt for a «dictatorial democracy», bolstered by the clamour of the people, or a «democratic dictatorship», based on an iron fist lent to a simple manager, to truly meet the will of the people, which is often tampered with during elections, or at least hijacked afterwards? After two military pusches in Mali. A major question about the Barkhane force has still not been answered in broad daylight. At present, Colonel Assimi Goita sits where IBK used to sit. Guinea saw the junta come in, headed by Lieutenant-Colonel Mady Doumbuya, then Burkina Faso followed suit with Captain Ibrahim Traoré... and life goes on, even if the downside has always been to move towards a transition, or at least a promise of transition, in order to make eyes at each other. On 26 July this year, Niger joined the merry-go-round to add to the list, although it remains to be seen whose turn it will be next, as the new generation in this West African region has had enough of the «new look FrancAfrik» deal.



Si le déploiement de la force par quelques États de la CEDEAO est acté à Abuja dans ce que d'aucuns qualifient d'appui à la "guerre de l'uranium", sous prétexte de voir fléchir le général Tchiani, ses hommes, et son gouvernement pour la table du dialogue, l'action s'annonce ardue, risquée et sans lendemain enviable. L'on sait bien que Bamako et Ouagadougou, s'inscrivent en faux car vivant quasiment la même réalité, doublée de bon voisinage. Au grand jour, le message est clair. Lire des calicots, entendre des slogans du genre "À bas la France", "À bas la CEDEAO", et voir arborés des drapeaux étrangers dont celui de la Russie, ennemie jurée de l'Occident et de plus en plus amie du Sud, les étoiles scintillent visiblement dans une autre direction. Personne d'entre toutes les têtes couronnées d'ici et d'ailleurs ne l'ignore. Et les tenants du "rétablissement de l'ordre constitutionnel" devraient se tirer le ver du nez pour ne pas se tirer la balle dans le pied. Qui pis est, l'option de révèle ignoble car visant à endeuiller

de pauvres innocents déjà meurtris. Avec un peu d'humanisme, une simple introspection démontrerait qu'on ne récolte que ce qu'on a semé. Toutefois, sans en rajouter aux vulnérables jusqu'alors dépossédés. Si coup d'État est synonyme de "prendre le pouvoir par des moyens anticonstitutionnels, c'est le lieu d'approfondir la réflexion sur les lois fondamentales de certains pays africains, taillées sur mesure où dictées par un esprit néocolonialiste aux appétis inassouvis du sol, sous-sol et espace aérien, tant il n'y a plus rien à envier au Nord.

C'est aussi le lieu de démasquer la politique des lieutenants' de l'Occident, qui vendent au rabais tout un continent pour se maintenir sur des trônes rongés sans adhésion de ceux qu'ils sont censés diriger. L'heure du shift a sonné. Serait-ce l'accompagnement de la prophétie du Congolais Simon Kimbangu (1887 - 1951) : " l'homme noir deviendra blanc et l'homme blanc deviendra Noir"? Pour dire que " l'heure viendra

où le Noir prendra le dessus sur son ancien maître". Question de capitaliser les acquis. C'est une autre histoire qui est en train de se graver sur un rocher, avec un burin de fer. À quoi cette gymnastique de certains conservateurs va-t-elle aboutir ? Généralement, les puccchistes n'ont pas d'option marche arrière sur leur trajectoire. N'est-il pas une occasion de revisiter la formule "democratie", en l'adaptant aussi bien à la réalité africaine qu'à l'approbation du plus grand nombre ? Qu'il en soit ainsi, même si, comme des moutons de Panurge l'on se réunit pour brûler la CEDEAO en optant inutilement pour une guerre qui, malheureusement, peut mal tourner contre ses commanditaires.

If the deployment of force by a number of ECOWAS states is put on record in Abuja in what some describe as support for the «uranium war», on the pretext of persuading General Tchiani, his men and his government to come to the dialogue table, the action promises to be arduous, risky and without an enviable future. It is well known that Bamako and Ouagadougou do not see eye to eye, as they are living in virtually the same reality, coupled with good neighbourliness. In broad daylight, the message is clear. Reading banners, hearing slogans such as «Down with France», «Down with ECOWAS», and seeing foreign flags displayed, including that of Russia, the sworn enemy of the West and increasingly a friend of the South, the stars are clearly twinkling in another direction. None of the crowned heads here or elsewhere are unaware of this. And the advocates of the «restoration of constitutional order» should pull out all the stops to avoid

shooting themselves in the foot. What's worse, the option is despicable because it aims to mourn poor innocent people who have already been wounded. With a little humanism, a simple introspection would show that you only reap what you sow. If military pusch is synonymous with «seizing power by unconstitutional means», this is a good time to reflect on the fundamental laws of certain African countries, tailor-made or dictated by a neo-colonialist spirit with unquenchable appetites for the soil, subsoil and airspace, since there is nothing left to envy the North.

This is also the time to unmask the policies of the West's «lieutenants», who sell off an entire continent to maintain themselves on thrones gnawed away without the support of those they are supposed to lead. The time has come for a shift. Could this be the fulfillment of the prophecy of the Congolese Simon Kimbangu (1887-1951): «the black man will become white and the white man

will become black»? To say that «the time will come when the black man will get the better of his former master». It's a question of capitalising on what has been achieved. This is another story that is being carved into a rock with an iron chisel, and what will be the outcome of these gymnastics by certain conservatives? Generally speaking, the puschists don't have the option of going backwards on their trajectory. Is this not an opportunity to revisit the term «democracy», adapting it both to African reality and to the approval of the greatest number of people? Let it be so, even if, like Panurge sheep, we get together to burn down ECOWAS by opting needlessly for a war which, unfortunately, may turn out badly against its sponsors.



L'auteur

Seidik Abba

Journaliste-Écrivain nigérien, il a été rédacteur en chef central à l'hebdomadaire panafricain Jeune-Afrique et Chef du Bureau parisien de l'Agence panafricaine d'information. Ancien chroniqueur et reporter pour Le Monde Afrique, il commente régulièrement l'actualité africaine sur plusieurs médias internationaux, parmi lesquels TV5 Monde, France 24, BBC, La Voix de l'Amérique. Co-auteur en 2019 aux Editions l'Harmattan de Voyages au cœur de Boko Haram. Enquête sur le djihad en Afrique subsaharienne et en janvier 2021 Pour comprendre Boko Haram chez le même éditeur. Seidik Abba est par ailleurs chercheur associé à l'Université de Valenciennes.

MALI-SAHEL NOTRE AFGHANISTAN À NOUS ?

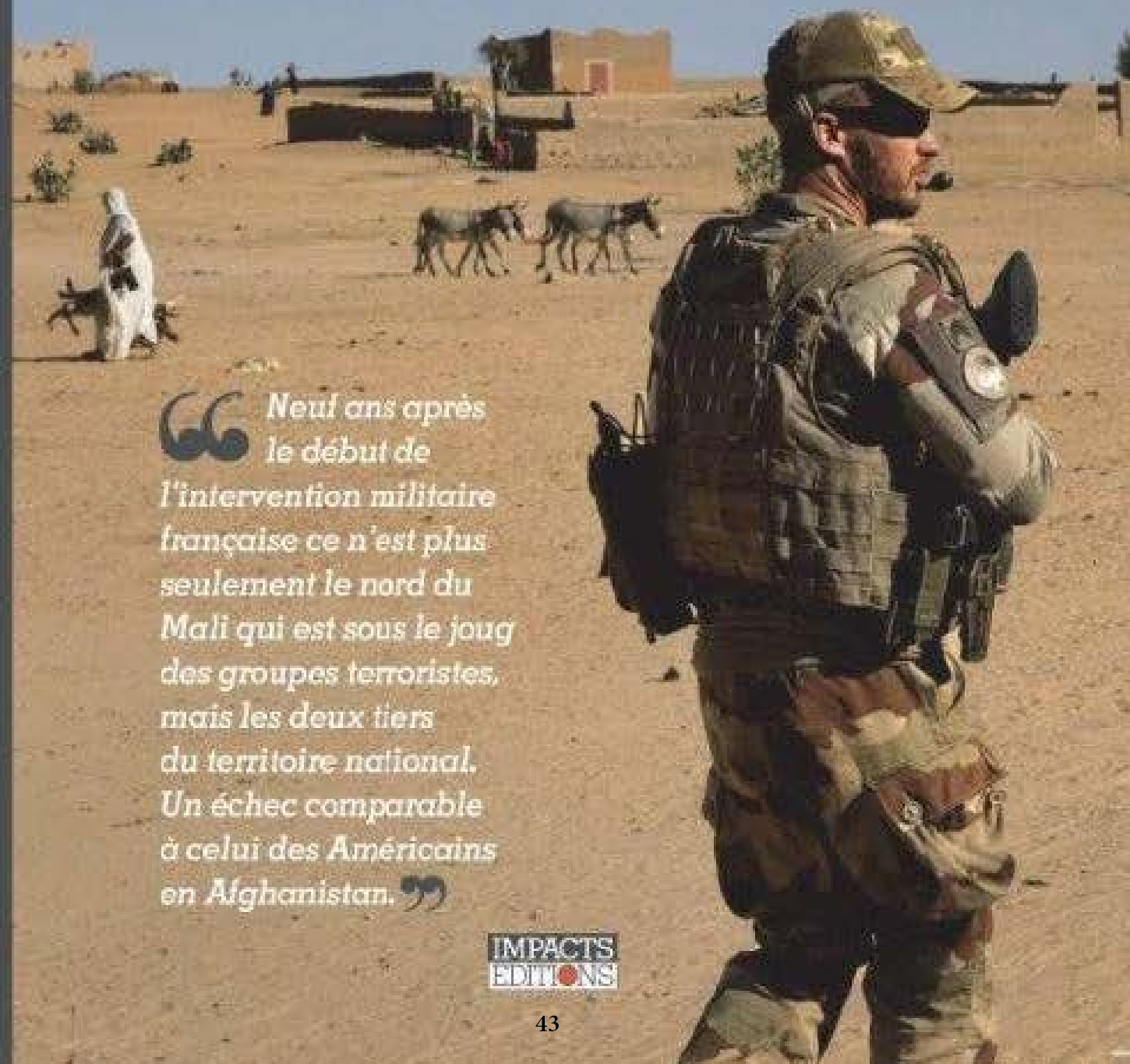
Pour la première fois, un livre décrypte une histoire qui a commencé dans l'enthousiasme pour s'achever dans un fiasco. Quand François Hollande implique l'armée française au Mali en 2013, pour lutter contre le terrorisme, la décision fait l'unanimité de Paris à Bamako en passant par Bruxelles ou Washington. Pres de neuf ans après, nous assistons à un retrait pitoyable : manifestations anti-française, ambassadeur français expulsé sans ménagement au mois de février 2022... Au cœur de cet échec, l'incapacité d'avoir anéanti le terrorisme qui s'est développé de manière exponentielle, y compris dans les pays voisins, l'aveuglement politique, le soutien à des pouvoirs corrompus... Journaliste nigérien, Seidik Abba dresse un tableau sans concession mais riche en informations sur toutes les erreurs qui ont conduit dans cette impasse.

Seidik Abba - MALI-SAHEL NOTRE AFGHANISTAN À NOUS ?

Seidik Abba

MALI-SAHEL NOTRE AFGHANISTAN À NOUS ?

“ Neuf ans après le début de l'intervention militaire française ce n'est plus seulement le nord du Mali qui est sous le joug des groupes terroristes, mais les deux tiers du territoire national. Un échec comparable à celui des Américains en Afghanistan. ”



DOSSIER D'ACTUALITÉ

PAROLE DE
SACHANT

INTERVIEW

avec **Monsieur Séidik ABBA**,
Journaliste et
universitaire,
Président
du Centre
international
de Réflexion et
d'Etudes sur le
Sahel



cette insécurité aux pays du Golfe de Guinée (Bénin, Côte-d'Ivoire, Togo, Ghana). Ce contexte d'insécurité fragilise les pouvoirs démocratiques et crée l'illusion que les pouvoirs autoritaires et militaires sont plus à même d'apporter une réponse efficace aux défis sécuritaires. A côté de cette insécurité, il y a un deuxième facteur, le recul ou le refus de la démocratie qui a été, pendant un moment, une qualité dans la région ouest-africaine, avec les alternances au Bénin, au Mali, au Niger, etc. Nous étions dans une trajectoire qui faisait de l'Afrique de l'Ouest presque une exception sur le continent. Malheureusement, ces dernières années, nous avons enregistré du recul, avec des changements constitutionnels de 3ème mandat en Côte-d'Ivoire, au Niger (où Mamadou TANDJA a tenté sans succès un 3ème mandat), au Sénégal (où Me Abdoulaye WADE s'est fait humilier par Macky SALL qui, à son tour, en a rêvé), en Guinée où ça s'est mal terminé. Nous avons également des élections contestées dans beaucoup de pays de la sous-région. Ce recul de la démocratie, ajouté à l'insécurité, a fragilisé l'expérience démocratique et a créé un contexte favorable à cette répétition des coups d'Etat militaires en Afrique de l'Ouest. Voilà quelques éléments de contexte qui peuvent aider à expliquer la répétition des coups d'Etat. Mais, ces coups d'Etat sont-ils la solution à la crise d'insécurité qui menace l'Afrique de l'Ouest ? Je n'en suis pas sûr !

Monsieur Séidik ABBA, vous êtes le Président du Centre international de réflexion et d'études sur le Sahel. Comme une épidémie, la fièvre des coups d'Etat militaire s'est emparée du Sahel. Après le Mali, la Guinée, le Burkina-Faso, c'est le tour du Niger votre pays d'origine, de connaître, une fois de plus, l'exercice du pouvoir par les armes. Qu'est-ce qui se passe vraiment au Sahel ?

Pour comprendre la répétition des coups d'Etat en Afrique, il faut regarder le contexte dans lequel ils se sont produits. Entre août 2020 et août 2023, l'Afrique de l'Ouest a connu six coups d'Etat - deux au Mali en août 2020 et mai 2021, deux coups d'Etat au Burkina-Faso en janvier 2022 et septembre 2022, un coup d'Etat en Guinée en septembre 2021 et un coup d'Etat au Niger en juillet 2023 -. Le premier élément du contexte, c'est le climat sécuritaire dégradé dans lequel se trouve l'Afrique de l'Ouest depuis une dizaine d'années, avec une insécurité grandissante dans les pays du Sahel (Niger, Burkina-Faso, Mali) et une extension de

WORD OF
AN EXPERT

CURRENT ISSUES



INTERVIEW

with **Mr Séidik ABBA**,
journalist and academic,
President of the
International Centre for
Reflection and Studies on
the Sahel

Mr Séidik ABBA, you are the President of the International Centre for Reflection and Studies on the Sahel. Like an epidemic, military pusch fever has taken hold in the Sahel. After Mali, Guinea and Burkina-Faso, it is now the turn of Niger, your country of origin, to once again experience the exercise of power by force of arms. What's really going on in the Sahel?

To understand the recurrence of military pusch in Africa, we need to look at the context in which they occurred. Between August 2020 and August 2023, there were six military pusches in West Africa - two in Mali in August 2020 and May 2021, two military pusches in Burkina-Faso in January 2022 and September 2022, a military pusch in Guinea in September 2021 and a coup d'état in Niger in July 2023. The first element of the context is the deteriorating security climate in which West Africa has found itself over the last ten years or so, with growing insecurity in the Sahel countries (Niger, Burkina-Faso, Mali) and an extension of this insecurity to the countries of the Gulf of Guinea (Benin, Côte d'Ivoire, Togo, Ghana). This context of insecurity undermines democratic powers and creates the illusion that authoritarian and military powers are more capable of providing an effective response to security challenges. Alongside this insecurity, there is a second factor, the retreat from or rejection of democracy, which was, for a time, a quality in the West African region, with alternations of power in Benin, Mali, Niger and so on. We were on a trajectory that made West Africa almost an exception on the continent. Unfortunately, in recent years, we have seen some

A votre avis, quelles sont les causes lointaines et immédiates de la mise en veilleuse de l'ordre constitutionnel à Niamey ?

Il faut avoir l'humilité de reconnaître qu'on n'a pas vu venir le changement de régime au Niger, parce que le pays n'était pas dans une situation de blocage politique. Quand l'Armée est intervenue en 1996, en 1999 et en 2010 sur la scène politique, c'est parce que le pays était dans un contexte de blocage politique aigue, et les militaires ont cru devoir intervenir pour débloquer la situation et remettre les compteurs à zéro. Cette fois-ci, on n'est pas dans cette situation. Au contraire, il y a un apaisement, il y a même une poursuite du dialogue entre le pouvoir et l'opposition dans le cadre du CNDP (Conseil national du dialogue politique) et sur le plan sécuritaire, le pays n'est pas dans une situation aussi dégradée que ses voisins du Burkina-Faso et du Mali. Si nous mettons ces facteurs ensemble, il faut reconnaître qu'on n'a pas vu venir le coup d'Etat. Par contre, il y a des éléments qui peuvent contribuer à expliquer pourquoi le coup d'Etat s'est fait assez facilement et qu'il n'y a pas eu de résistance populaire, qu'il n'y a pas eu de résistance dans les forces de défense et de sécurité. Le contexte qui peut expliquer le coup d'Etat, c'est qu'il y a, depuis une dizaine d'année maintenant, une mauvaise gouvernance qui s'est installée au Niger, en dépit de la carte postale du pays qui est vendue à l'étranger. Il y a une situation de corruption à grande échelle dans le pays, il y a un enrichissement de l'élite politique. La Cour des comptes du Niger a publié les patrimoines des dirigeants, il y en a plusieurs qui sont milliardaires en Francs CFA. Comment ont-ils pu avoir un milliard de Francs CFA, l'équivalent de 1,5 millions d'euros en dix ans ? Même si vous additionnez les salaires qu'ils gagnent sans dépenser un seul copeck par mois, ils ne pourraient pas atteindre ce niveau de fortune. Cet enrichissement illicite a pu choquer les gens. Sans nul doute, cela a participé à l'accueil triomphal que les gens ont réservé à la prise de pouvoir par les militaires. Il y a également la gestion de la crise sécuritaire, surtout la question des choix sécuritaires décidés au sommet de l'Etat. Dans leur première déclaration, les militaires ont dénoncé la corruption, mais ils ont ajouté que les choix sécuritaires étaient sujets à caution. Le Président Mohammadou ISSOUFOU, qui a fait venir les forces étrangères dont le Président Mohamed BAZOUM, n'avait pas associé le Parlement dans le choix de faire venir des forces militaires étrangères. Avec la dégradation de la situation, ces forces étrangères sont devenues impopulaires et ont précipité la chute du régime BAZOUM. Lorsque vous mettez côte à côte le mauvais fonctionnement des institutions, la mauvaise gouvernance, l'enrichissement illicite, la déception vis-à-vis les forces étrangères dans le pays, vous trouvez des raisons qui peuvent conduire au coup d'Etat. Ce n'est pas pour rien que le reste de l'Armée a rallié très vite la Garde présidentielle pour que le coup d'Etat soit aujourd'hui consommé, et que le Conseil national pour la sauvegarde de la Patrie, le CNSP, prenne les commandes de l'Etat à Niamey.

Contrairement aux autres pays, le coup d'Etat militaire au Niger a causé beaucoup d'émoi au sein de l'espace CEDEAO. Résultat : une batterie de sanctions allant de la fermeture des frontières au blocus général de toutes transactions avec les pays frères. Mesures justifiées ou assujettissement coupable aux grandes puissances en

général et à la France, ancienne puissance coloniale en particulier ?

Sincèrement, je ne pense pas que la CEDEAO soit l'instrument d'une puissance extérieure, parce qu'elle est un regroupement de quinze pays. Il y a des pays francophones, il y a des pays lusophones, et il y a des pays anglophones. Si la France peut inspirer des décisions au niveau des Chefs d'Etat francophones, il n'est pas évident qu'elle puisse dicter des choix aux pays anglophones et lusophones que sont le Liberia, la Sierra-Leone, le Ghana, le Cap-Vert, la Gambie, etc. la France ne peut pas imposer à toute la CEDEAO sont point de vue. Par contre, ce qu'on peut dire, c'est que Niamey est considéré comme le coup d'Etat de trop pour la CEDEAO. Il y a eu six coups d'Etat en trois ans. Pour la CEDEAO, si on ne met pas un terme à ce cycle de coups d'Etat, après Niamey, il y aura un septième, huitième et énième coup d'Etat. Et ça, la CEDEAO n'est pas prête à l'accepter. Les Chefs d'Etat ne sont pas prêts que demain, ce soit le tour d'un d'entre eux. C'est pour cette raison qu'il y a eu cette volonté d'imposer un rapport de force à la junte nigérienne et de l'amener à reculer ou, tout au moins, à accepter un compromis qui pourrait prendre la forme d'une transition courte. Voilà ce qui peut expliquer ces mesures draconiennes contre le Niger, beaucoup plus sévères que celles prises à l'encontre du Mali. Au regard de la situation économique du Niger, qui est un pays continental avec une seule façade maritime aujourd'hui, Cotonou (si le Port de Cotonou est fermé, c'est clair que les Nigériens vont beaucoup souffrir). Ça me semble évident, que pour le Niger il n'y a pas de solution facile : accepter les sanctions de la CEDEAO ou rétablir le Président BAZOUM. Dans les deux cas, le choix est extrêmement douloureux. Globalement, il s'agit d'imposer un rapport de force aux autorités du Niger et de les amener à accepter de reculer et de mettre ainsi un frein aux coups d'Etat dans la sous-région ouest-africaine. En faisant reculer le Niger, c'est décourager d'autres hommes en treillis qui pourraient être tentés de prendre le pouvoir par les armes. Dans cette démarche, la CEDEAO joue sa crédibilité. Elle n'a pas réussi à imposer le rapport de force aux juntas au Mali, au Burkina-faso et en Guinée. Elle pense que le Niger est une occasion pour elle de retrouver sa crédibilité et de mettre fin à la série de coups d'Etat.

Pour vous qui êtes Président du Centre international de Réflexion et d'Etudes sur le Sahel, que faut-il faire pour sortir de ce borbier et prévenir l'effet boomerang de ce vent de coup d'Etat qui souffle à nouveau sur l'Afrique de l'Ouest ?

Il est important de trouver une solution. Si l'instabilité politique vient s'ajouter à la crise sécuritaire que connaît le Sahel depuis dix ans, ça fait un cocktail explosif qui va créer une situation d'instabilité qui pourrait déstabiliser l'ensemble du continent. Car, l'Afrique de l'Ouest est une région charnière. Quand vous prenez le Niger, il est à cheval entre trois régions. Il est en Afrique de l'Ouest, mais partage deux frontières avec l'Afrique du Nord (la Libye et l'Algérie) et une frontière en Afrique centrale (le Tchad). Donc, le Niger est dans une position charnière. Du coup, une déstabilisation de cette partie de l'Afrique de l'Ouest pourrait être une déstabilisation de l'ensemble du continent. Il faut trouver les moyens de répondre aux défis sécuritaires en changeant de paradigme. Le paradigme

backsliding, with constitutional changes for 3rd terms in Côte d'Ivoire, Niger (where Mamadou TANDJA tried unsuccessfully for a 3rd term), Senegal (where Me Abdoulaye WADE was humiliated by Macky SALL who, in turn, dreamt of it), and Guinea where things ended badly. We also have contested elections in many countries in the sub-region. This backward slide in democracy, combined with insecurity, has undermined the democratic experiment and created a favourable context for the repetition of military coups in West Africa. These are some of the background factors that may help to explain the recurrence of coups d'état. But are these coups the solution to the insecurity crisis threatening West Africa? I'm not sure they are!

In your opinion, what are the immediate and distant causes of the suspension of constitutional order in Niamey?

We have to be humble enough to admit that we didn't see the regime change coming in Niger, because the country wasn't in a state of political deadlock. When the Army intervened on the political scene in 1996, 1999 and 2010, it was because the country was in a state of acute political deadlock, and the military felt it had to intervene to unblock the situation and set the record straight. This time, we're not in that situation. On the contrary, the situation has calmed down, and dialogue is even continuing between the government and the opposition within the framework of the CNDP (National Council for Political Dialogue). In terms of security, the country is not in as bad a shape as its neighbours Burkina Faso and Mali. If we put all these factors together, we have to admit that we didn't see the military pusch coming. On the other hand, there are factors that may help to explain why the coup d'état was carried out fairly easily and why there was no popular resistance or resistance from the defence and security forces. The context that may explain the coup d'état is that, for about ten years now, there has been bad governance in Niger, despite the postcard of the country that is sold abroad. There is widespread corruption in the country, and the political elite is getting rich. Niger's Court of Auditors has published the assets of the country's leaders, and several of them are billionaires in CFA francs. How did they manage to have a billion CFA francs, the equivalent of €1.5 million, in ten years? Even if you add up the salaries they earn without spending a single copeck a month, they couldn't reach that level of fortune. This illicit enrichment may have shocked people. It undoubtedly contributed to the triumphant welcome people gave to the military takeover. There was also the management of the security crisis, especially the question of the security choices made at the top of the State. In their first statement, the military denounced corruption, but added that security decisions were open to question. President Mohammadou Issoufou, who brought in foreign forces including President Mohamed Bazoum, had not involved Parliament in the decision to bring in foreign military forces. As the situation deteriorated, these foreign forces became unpopular and precipitated the fall of the BAZOUM regime. When you put the malfunctioning of the institutions, bad governance, illicit enrichment and disappointment with the foreign forces in the country side by side, you find reasons that can lead to a military pusch. It's not for nothing that the rest of the Army very quickly joined the Presidential Guard, so that the military pusch was now

complete, and the National Council for the Safeguard of the Homeland, the CNSP, took control of the State in Niamey.

Unlike in other countries, the military coup in Niger caused a stir within ECOWAS. The result: a battery of sanctions ranging from border closures to a general blockade of all transactions with sister countries. Are these measures justified or a guilty subjugation to the great powers in general and to France, the former colonial power, in particular?

Frankly, I don't think that ECOWAS is the instrument of an outside power, given that it is a grouping of fifteen countries. There are French-speaking countries, Portuguese-speaking countries and English-speaking countries. If France can inspire decisions at the level of the French-speaking Heads of State, it is not obvious that it can dictate choices to the English-speaking and Portuguese-speaking countries of Liberia, Sierra Leone, Ghana, Cape Verde, Gambia, etc. France cannot impose its point of view on the whole of ECOWAS. What we can say, however, is that Niamey is considered to be one coup d'état too many for ECOWAS. There have been six coups in three years. For ECOWAS, if we don't put an end to this cycle of military pusch, after Niamey there will be a seventh, eighth and umpteenth coup d'état. And ECOWAS is not prepared to accept that. The Heads of State are not ready for it to be one of them tomorrow. That's why there was this desire to impose a balance of power on the Niger junta and get it to back down or, at the very least, to accept a compromise that could take the form of a short transition. This may explain the draconian measures taken against Niger, which are far more severe than those taken against Mali. In view of the economic situation of Niger, which is a continental country with only one coastline today, Cotonou (if the Port of Cotonou is closed, it is clear that the people of Niger will suffer greatly). It seems clear to me that for Niger there is no easy solution: accept the ECOWAS sanctions or reinstate President BAZOUM. In both cases, the choice is extremely painful. Overall, it is a question of imposing a balance of power on the Niger authorities and getting them to agree to back down, thereby putting the brakes on military pusch in the West African sub-region. By making Niger back down, it will discourage other men in fatigues who might be tempted to take power by force of arms. ECOWAS's credibility is at stake here. It has not succeeded in imposing a balance of power on the juntas in Mali, Burkina Faso and Guinea. It believes that Niger is an opportunity for it to regain its credibility and put an end to the series of coups d'état.

As President of the Centre international de Réflexion et d'Etudes sur le Sahel, what do you think needs to be done to get out of this quagmire and prevent the boomerang effect of the coup d'état that is once again blowing across West Africa?

It's important to find a solution. If political instability is added to the security crisis that the Sahel has been experiencing for the past ten years, the result will be an explosive cocktail that will create a situation of instability that could destabilise the whole continent. West Africa is a pivotal region. If you look at Niger, it straddles three regions. It is in West Africa, but shares two borders with North Africa (Libya and Algeria) and one with Central

actuel qui consiste à traiter l'insécurité en Afrique de l'Ouest comme une question purement militaire et sécuritaire ne fonctionne pas et n'a pas fonctionné. Maintenant, il faut avoir une approche plus holistique, qui intègre le sécuritaire et le militaire, mais aussi les questions de développement, de gouvernance, de cohésion sociale. Ajouté à cela, il faut une approche transnationale, puisque les défis sécuritaires ne se posent pas à un seul pays. Quand vous prenez la région des trois frontières, tant qu'il n'y aura pas une réponse transfrontalière entre le Niger, le Burkina-Faso et le Mali, le défi sécuritaire restera toujours le même. La résilience d'un pays ne peut pas suffire à le protéger, s'il n'y a pas de l'autre côté de la frontière la même démarche. Lorsque la question du défi sécuritaire aura été réglée, il faut travailler sur les questions d'instabilité politique. Les facteurs qui créent les conditions de coups d'Etat dans les pays passent par le renforcement de la démocratie. A chaque fois qu'il y a une confiscation de la démocratie, il y a de risque de coup d'Etat, comme on a pu le voir en Guinée. Après le 3ème mandat du Président Alpha CONDE, la quasi-totalité des institutions de la République ne fonctionnaient plus. Le Président ne faisait qu'à sa tête. Il a arrêté des opposants. Il y en a qui sont morts en prison. La même chose au Mali. Lorsqu'il y a eu les législatives de janvier 2020, le parti du Président Ibrahim Boubacar KEITA à l'époque s'est octroyé vingt députés qu'il n'avait pas gagné par les urnes. Cela a créé une crise postélectorale, occasionné la mise en place du M5RSP qui, avec la grande mobilisation du peuple, a créé les conditions du coup d'Etat d'août 2020. Il faut travailler au renforcement de la démocratie, au fonctionnement des institutions et de la Justice. Il faut absolument sortir de ce schéma qui consiste à penser que la démocratie pourrait simplement se réduire à des élections. C'est la condition sine qua non pour mettre fin à l'instabilité et à la répétition des coups d'Etat en Afrique de l'Ouest. Il faut être dans la prévention. Ce n'est pas la volonté de la CEDEAO de créer une force contre les coups d'Etat qui peut régler les choses. Il faut prévenir en amont, dès qu'il y a des conditions favorables à un coup d'Etat. Il faut agir, pour empêcher. De ce point de vue, la CEDEAO a relativement échoué, puisque sa politique de prévention ne marche pas. Elle attend qu'il y ait le coup d'Etat pour suspendre le pays, menacer d'envoyer une force d'intervention pour rétablir le pouvoir renversé, alors qu'elle aurait pu faire de la prévention, agir en amont, pour éviter qu'un coup d'Etat ne survienne. A mon humble avis, c'est cette démarche qui pourrait être efficace pour éviter que les coups d'Etat se multiplient en Afrique de l'Ouest. Une région déjà gangrénée par l'insécurité et plus particulièrement la menace terroriste qui, aujourd'hui, est en train de déborder du Sahel pour atteindre les pays du Golfe de Guinée. Comme vous le savez mieux que moi, le Bénin a été attaqué, le Togo, la Côte-d'Ivoire et même le Ghana. Si on ne fait pas attention, l'insécurité va s'exporter du Sahel vers les pays du Golfe de Guinée. Cela va créer les conditions d'une déstabilisation de toute l'Afrique de l'Ouest voire bien au-delà...

Beaucoup estiment que nous sommes à la fin d'un cycle et que ces bruits de bottes et cette instabilité ambiante préfigurent la renaissance tant souhaitée par l'Afrique et sa diaspora. Votre réaction...

C'est vrai qu'avec la répétition des coups d'Etat, on a vu apparaître un phénomène panafricaniste, souverainiste, qui

consiste à vouloir construire de nouvelles relations entre l'Afrique et ses partenaires, particulièrement un de ses partenaires traditionnels, la France. A mon avis, c'est une bonne chose que l'Afrique ait la volonté de bâtir de nouvelles relations sur la base du principe « gagnant gagnant », au regard de la diversité d'acteurs qu'il y a sur le continent. On parle très souvent de la Russie, parce qu'elle fait peur. Mais aujourd'hui, il y a d'autres acteurs qu'on ne saurait négliger dans la compétition en Afrique et particulièrement en Afrique de l'Ouest. En la matière, la Chine est un acteur majeur. Par exemple au Niger, le pétrole est exploité par la Chine. C'est la Chine qui a financé la SORZ qui exploite le pétrole produit au Niger. L'augmentation de la capacité pétrolière du pays qui devrait atteindre au mois de novembre 100.000 barils par jour, a été conclue dans le cadre d'un partenariat avec la Chine. La Turquie me semble être un autre acteur majeur, parce qu'elle a un soft power très efficace, avec des investissements que d'autres pays ne font pas, comme le transport de pèlerins pour la Mecque. Donc, cette volonté souverainiste est en train de s'exprimer, particulièrement dans la jeunesse du continent qui n'accepte plus le schéma traditionnel où Paris imposerait sa vision aux Chefs d'Etat ou des Chefs d'Etat, spontanément, regardent Paris d'abord avant de décider. Aujourd'hui, la jeunesse africaine est très remontée contre cette manière de gouverner sur le continent. Il y a une volonté souverainiste, qui consiste à obliger les Chefs d'Etat à défendre d'abord les intérêts de leur pays. Ce qui est une bonne chose. Mais, il faut éviter que cette volonté de panafricanisme ne soit le remplacement d'un partenariat par un autre. Il ne s'agit pas remplacer la France par la Russie. Il s'agit de construire des relations d'équité, mutuellement profitables, quel que soit le partenaire. La deuxième chose qu'on n'entend pas dans ce combat panafricaniste, c'est la solidarité entre les pays Africains. Il faut favoriser des relations de solidarité africaine, au-delà d'aller chercher des partenaires étrangers. Plus de solidarité entre le Niger et le Bénin, plus de solidarité entre le Nigeria et la Bénin, plus de solidarité entre les pays des sous-régions africaines, et pourquoi pas plus de mutualisation entre pays Africains dans bien des domaines. Vous savez, le commerce intra africain est aujourd'hui encore à 19%. Si on veut faire du panafricanisme, ce serait intéressant, à travers la Zlécaf, la Zone de libre-échange continental africaine, de porter le commerce intra africain à 80%. Il faut favoriser la libre circulation des citoyens Africains et de leurs biens à l'intérieur du continent. Il faut également plus de solidarité africaine. Par exemple, les pays du Sahel sont laissés à leur sort face au péril sécuritaire. Il est important de rééquilibrer les relations et de s'affranchir des rapports de force néocoloniaux. Mais, il faut aussi renforcer la solidarité africaine. C'est à ce prix que cette dynamique panafricaniste serait créée aux yeux des peuples du continent.

Propos recueillis par la Rédaction.

Africa (Chad). So Niger is in a pivotal position. As a result, destabilisation in this part of West Africa could destabilise the whole continent. We need to find ways of responding to security challenges by changing the paradigm. The current paradigm of treating insecurity in West Africa as a purely military and security issue does not work and has not worked. We now need a more holistic approach, one that incorporates security and military issues, but also questions of development, governance and social cohesion. On top of that, we need a transnational approach, because security challenges are not confined to a single country. If you look at the tri-border region, as long as there is no cross-border response between Niger, Burkina-Faso and Mali, the security challenge will always remain the same. A country's resilience is not enough to protect it if the same approach is not taken on the other side of the border. Once the security challenge has been resolved, we need to work on the issues of political instability. The factors that create the conditions for coups d'état in countries involve strengthening democracy. Every time democracy is confiscated, there is a risk of a coup d'état, as we saw in Guinea. After President Alpha CONDE's 3rd term in office, almost all the institutions of the Republic were no longer functioning. The President did as he pleased. He arrested opponents. Some died in prison. The same thing happened in Mali. When the legislative elections were held in January 2020, President Ibrahim Boubacar KEITA's party won twenty deputies that it had not won at the ballot box. This led to a post-election crisis and the creation of the M5RSP, which, with the huge mobilisation of the people, created the conditions for the coup d'état of August 2020. We need to work on strengthening democracy, the functioning of institutions and the justice system. We absolutely have to get away from the idea that democracy can simply be reduced to elections. This is the sine qua non for putting an end to instability and the recurrence of coups d'état in West Africa. We need to be preventive. ECOWAS' desire to create a force against coups d'état is not enough to solve the problem. We need to prevent coups before they happen, as soon as the conditions are right for them. We have to act to prevent it. From this point of view, ECOWAS has relatively failed, since its policy of prevention does not work. It waits until there is a coup d'état before suspending the country, threatening to send an intervention force to restore the overthrown power, whereas it could have taken preventive action, acting upstream to prevent a coup d'état from occurring. In my humble opinion, it is this approach that could be effective in preventing the proliferation of military pusch in West Africa. A region already plagued by insecurity, particularly the terrorist threat, which is now spilling over from the Sahel to the countries of the Gulf of Guinea. As you know better than I do, Benin has been attacked, as have Togo, Côte d'Ivoire and even Ghana. If we're not careful, insecurity will spread from the Sahel to the countries of the Gulf of Guinea. This will create the conditions for the destabilisation of the whole of West Africa and beyond...

Many believe that we are at the end of a cycle, and that the noise of boots and the prevailing instability foreshadow the renaissance so longed for by Africa and its diaspora. Your reaction...

It's true that with the recurrence of military pusch, we have seen the emergence of a pan-Africanist, sovereignist

phenomenon, which consists of wanting to build new relations between Africa and its partners, particularly one of its traditional partners, France. In my opinion, it's a good thing that Africa wants to build new relationships based on the «win-win» principle, given the diversity of players on the continent. We often talk about Russia because it scares us. But today, there are other players who cannot be overlooked in the competition in Africa, and particularly in West Africa. China is a major player here. In Niger, for example, the oil is exploited by China. It was China that financed SORZ, which exploits the oil produced in Niger. The increase in the country's oil capacity, which should reach 100,000 barrels per day in November, was agreed in partnership with China. Turkey seems to me to be another major player, because it has very effective soft power, with investments that other countries don't make, such as transporting pilgrims to Mecca. So this sovereignist will is being expressed, particularly among the continent's young people, who no longer accept the traditional pattern of Paris imposing its vision on Heads of State, or Heads of State spontaneously looking to Paris first before deciding. Today, young Africans are very upset about this way of governing on the continent. There is a desire for sovereignty, forcing heads of state to defend the interests of their country first. Which is a good thing. But we must ensure that this desire for pan-Africanism does not mean replacing one partnership with another. It's not about replacing France with Russia. It's about building equitable, mutually beneficial relationships, whoever the partner. The second thing we don't hear in this pan-Africanist battle is solidarity between African countries. We need to foster relations of African solidarity, over and above seeking foreign partners. More solidarity between Niger and Benin, more solidarity between Nigeria and Benin, more solidarity between the countries of the African sub-regions, and why not more mutualisation between African countries in many areas. As you know, intra-African trade is still at 19%. If we want to be pan-Africanists, it would be interesting, through the Zlécaf, the Continental African Free Trade Area, to increase intra-African trade to 80%. We need to encourage the free movement of African citizens and their goods within the continent. We also need more African solidarity. For example, the countries of the Sahel are left to their own devices in the face of the security threat. It is important to rebalance relations and free ourselves from neo-colonial power relations. But we also need to strengthen African solidarity. That's the price we have to pay to create a pan-Africanist dynamic in the eyes of the continent's peoples.

Interview by the Editorial Team.



Professeur Faustin Aïssi – Docteur es-Sciences Physiques, Professeur émérite de l'Université du Littoral Côte-d'Ivoire (ULCO), ancien Vice-président de Lille Métropole en charge de la Recherche et des Universités de Lille (ULille) / Lille - France

Ordre constitutionnel, appréciation à géométrie variable! Après le Mali, la Guinée, le Burkina Faso, c'est au tour du Niger de connaître la mise cause de l'ordre constitutionnel par un coup d'Etat militaire. Pourquoi tant de remous au sein de la CEDEAO? Le dénominateur commun de ces quatre pays sahéliens qui font l'actualité politique est qu'une telle situation n'est pas nouvelle. Il suffit de remonter dans l'histoire des premières décennies de l'accès de ces pays à l'indépendance pour retrouver une situation analogue. La Guinée ayant voté « Non » au référendum de 1958 s'était retrouvée dans le collimateur de la France. Les trois autres pays dont les présidents avaient voulu promouvoir une Afrique panafricaine avaient subi des coups d'Etat interrompant leur gouvernance légitime : • Modibo KEITA par le lieutenant Moussa TRAORE en 1968 qui fut emprisonné et meurt en détention en 1977 au camp militaire des paracommandos de Bamako ; • Hamani DIORI par son frère d'arme Seyni KOUNTCHE en 1974 ; • Thomas SANKARA par son ami intime d'arme Blaise COMPAORE qui l'assassina en 1987. La télécommande de ces coups d'Etat était tenue par le patron de l'époque de la FrançAfrique, Jacques FOCART. Avait-on entendu des récriminations de la CEDEAO créée en 1975 ? Mieux, au lendemain de l'assassinat d'Idriss DEBY père, n'est-ce pas le président MACRON lui-même qui descendit à N'Djamena le 20 avril 2021 installer Mahamat DEBY président du conseil de transition ? Où était passé l'ordre constitutionnel pendant cette série de coups d'Etat militaire qui avait installé des présidents dont il s'était

avéré qu'ils étaient au service de la France et de l'ordre mondial ancien aujourd'hui déclinant. L'histoire se rappelle donc à notre bon souvenir. En effet, il est toujours utile de se rappeler l'histoire pour mieux comprendre le présent où les paradigmes changent et tous les feux passent au vert pour un nouvel Ordre mondial que façonnent les BRICS face à un Occident usé et endetté (France 114% de dette publique et États-Unis avec des milliers de milliards de dollars/papier adossés à rien, de plus avec des élections en 2024 à grand risque entre un sortant démocrate usé et un revenant républicain empêtré dans les arcanes judiciaires). La politique, c'est de la géostratégie et de l'anticipation. Le monde n'a plus aucun intérêt à suivre une ONU déclinante, complètement déconnectée des réalités actuelles du XXIe siècle, qui continue de s'embourber dans des guerres orchestrées par la France en perte de vitesse dans son pré-carré africain, ressemble à un canard sans tête, lâché dans le désert sahélien, qui se débat bruyamment avant se s'éteindre. Nous nous acheminons vers la dislocation de la CEDEAO dont celle des peuples émergente sera portée par ces pays (Mali, Guinée, Burkina Faso, Niger) qui constitueront un grand ensemble de l'Afrique de l'Ouest probablement avec pour objectif une Fédération. Le panafricanisme tant rêvé par ses pères créateurs nous offre une grande opportunité. Saisissons-la car c'est le remède qu'attendent les peuples d'Afrique pour un véritable développement socioéconomique du continent.

Nous devons revenir à notre tradition et à notre culture et essayer de développer notre propre système de gouvernance. Je suis totalement solidaire des jeunes chefs militaires de Guinée, du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Je prie pour que des chefs militaires patriotiques prennent le relais partout où besoin sera sur le continent africain.

Afrikatu Kofi Nkrumah - Analyste, Stratège et Consultant en medias de Global AfriKa / Prague – République Tchèque



Professor Faustin Aïssi - Doctor of Physical Sciences, Emeritus Professor of the Littoral's University of Côte-d'Ivoire (ULCO), former Vice-President of Lille Métropole in charge of Research and the Universities of Lille (ULille) / Lille - France

Constitutional order, a variable-geometry assessment! After Mali, Guinea and Burkina Faso, it is now Niger's turn to have its constitutional order challenged by a military pusch. Why so much turmoil within ECOWAS? The common denominator of these four Sahelian countries in the political news is that such a situation is not new. You only have to go back to the first decades of these countries' independence to find a similar situation. Guinea, having voted «No» in the 1958 referendum, found itself in the crosshairs of France. The three other countries whose presidents had wanted to promote a pan-African Africa had suffered coups d'état interrupting their legitimate governance: - Modibo KEITA by Lieutenant Moussa TRAORE in 1968, who was imprisoned and died in detention in 1977 at the Bamako paracommando military camp; - Hamani DIORI by his brother-in-arms Seyni KOUNTCHE in 1974; - Thomas SANKARA by his close friend-in-arms Blaise COMPAORE, who assassinated him in 1987. The remote control for these coups d'état was held by the then head of FrançAfrique, Jacques FOCART. Did we hear any recriminations from ECOWAS, created in 1975? Better still, in the wake of the assassination of Idriss DEBY senior, was it not President MACRON himself who descended on N'Djamena on 20 April 2021 to install Mahamat DEBY as President of the Transitional Council? Where was the constitutional order during this series of military pusches that installed presidents who were shown to be in the service of

France and the old world order that is now in decline? So history reminds us. Indeed, it is always useful to remember history to better understand the present, where paradigms are changing and all the lights are going green for a new world order being shaped by the BRICS in the face of a worn-out and indebted West (France 114% public debt and the United States with trillions of dollars/paper backed by nothing, and with elections in 2024 at great risk between a worn-out Democrat incumbent and a Republican returnee entangled in judicial arcana). Politics is geostrategy and anticipation. The world no longer has any interest in following a declining UN, completely out of touch with the realities of the 21st century, which continues to get bogged down in wars like the one in Ukraine. All this turmoil orchestrated by France, which is losing ground in its African homeland, resembles a headless duck let loose in the Sahelian desert, struggling noisily before dying out. We are heading for the break-up of ECOWAS, whose emerging peoples will be led by these countries (Mali, Guinea, Burkina Faso, Niger), which will form a large West African entity, probably with the aim of creating a federation. The pan-Africanism so dreamt of by its founding fathers offers us a great opportunity. Let's seize it, because it is the remedy that the peoples of Africa are waiting for to bring about real socio-economic development on the continent.

I can simply tell you that the situations and challenges facing Africa in general and West Africa in particular are the consequence of a lack of leadership at the head of States and very poor governance marked by personal and clan power, lack of patriotism and corruption. Western democracy is false and is not intended for Africans. We must return to our tradition and culture and try to develop our own

system of governance. I am in complete solidarity with the young military leaders of Guinea, Mali, Burkina Faso and Niger. I pray that patriotic military leaders will take over wherever needed on the African continent.

Afrikatu Kofi Nkrumah - Analyst, Strategist and Media Consultant for Global AfriKa / Prague - Czech Republic



*Célestin Adjovi,
Professeur de Français
à la retraite / Porto-
Novo - Bénin*

Mali, Guinée, Burkina Faso et Niger et qui d'autre après ? Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Les élites dirigeantes au col blanc, les institutions politiques, les partis politiques et les sociétés civiles soi-disant ont tous échoué dans la gestion du pouvoir chacun en ce qui le concerne. Sous couvert d'alternance démocratique de façade et d'exclusion systématique, une minorité de parvenus s'installe et fait la pluie et le beau temps des années durant comme à l'époque des Partis uniques sous l'œil paternaliste et complaisant de la France qui pourtant avait sifflé, croyait-on, la fin des régimes autocratiques et sangsues à la Conférence de Baule en 1990. En réalité, ce n'était que du Pipo, de la ruse savamment mûrie pour inviter un tas de vautours noirs plus voraces et téméraires les uns que les autres +à l'avance quoiqu'il arrive. Depuis ce coup d'envoi de la pseudo-démocratie au début des années 1990, la corruption, la gabegie et le clanisme se sont largement développés et enracinés sous les yeux d'une jeunesse africaine de plus en plus nombreuse, désabusée et consciente des inégalités sociales et véritablement déterminée à changer la donne partout en s'engageant dans des luttes de libération de leurs pays quitte à chasser du continent noir cet ancien maître blanc dominateur très peu soucieux des conditions de vie à elle réservées et du respect des vraies normes démocratiques par les élites dirigeantes noires désignées par ses soins depuis 1990 en Afrique. Ceci expliquant cela, les coups d'État qui se succèdent ces dernières années apparaissent

comme des coups de tonnerre, de vent et de boutoir contre le néocolonialisme plus dangereux des plutocrates insatiables au pouvoir. Un véritable ras le bol de l'omniprésence de l'ancienne puissance coloniale dans son précarré d'Afrique. Rien à voir avec la soldatesque bouffonne pour la plupart des temps anciens d'avant et d'après 1990. Ces prises de pouvoir par les forces armées de nos jours sont le fait de soldats cultivés, éclairés et au parfum de la géopolitique international du moment qui affirment haut et fort leur abnégation, leur patriotisme et détermination à ne plus se laisser conter et dicter des ordres par un quelconque maître chanteur comme de vulgaires sous-préfets d'outre-mer. C'est une évolution majeure des rapports France-Afrique autrefois frustrants, humiliants et paternalistes qui n'ont que trop duré et qui méritent maintenant d'être reconsidérés sur de nouvelles bases saines et égalitaires, n'en déplaise. Donc, dans notre nouveau monde multilatéraliste, c'est à la France nostalgique de son passé glorieux, certes, mais imbue et hautaine envers les peuples africains de se départir de cette espèce d'orgueil agaçant de l'unique coq de la basse cour francophone si elle ne veut pas voir sur la scène politique de nouveaux dirigeants frondeurs se diriger vers d'autres partenaires plus élégants humainement parlant. Pour sortir de l'ornière des coups d'État, il va falloir à l'avenir que la France dans les pays francophones, adopte une nouvelle attitude de considération des peuples africains basée sur la sincérité et un partenariat gagnant-gagnant.



*Ousmane Anouh
Morba, Directeur de
Publication du Journal
"Le Nouveau Courrier"
/ Bamako - Mali*

S'il est vrai que le coup d'État constitue un frein au développement et n'est pas de nature à résoudre nos problèmes, la position de la CEDEAO (recours à la force) dans cette crise nigérienne, peut-être, dans une certaine mesure, une alternative pour dissuader des cas en Afrique de l'Ouest. Par ailleurs, il faut dire que la remise en cause de l'ordre constitutionnel dans ces pays dirigés, désormais, par des militaires, s'explique plus ou moins par la pauvreté qui les caractérise et le suivisme aveugle des gouvernants à la politique édictée par les partenaires, notamment la France. Aussi, l'effervescence d'une partie des populations, à chaque fois, qu'il y a un coup d'État, révèle plus ou moins le niveau d'éducation dans le pays concerné. C'est dire que, la CEDEAO prompt à se mobiliser pour rétablir l'ordre constitutionnel, après chaque

interruption, doit s'attaquer au problème d'éducation de nos populations. Au Sahel, nombreux sont des enfants qui n'ont pas été à l'école ou ne vont plus à l'école à cause de l'insécurité. Plusieurs écoles sont fermées pratiquement dans la région du Sahel en proie à l'insécurité, que partagent le Niger, le Burkina Faso et le Mali. En juin 2022, on totalisait 1.731 écoles avec 519.300 enfants et 10.032 enseignants, selon la Minusma, qui n'étaient pas fonctionnels en raison de l'insécurité dans les régions Nord du Mali. En somme, nous pensons que le coup d'État, considéré comme un crime indescriptible dans les Constitutions de nos États, est un profond malheur pour un pays démocratique. La CEDEAO doit se montrer intraitable au-delà de la compromission pour le bannir. Sinon, ce sera toujours le retour à la case départ.



*Célestin Adjovi, Retired
French teacher / Porto-
Novo - Benin*

Mali, Guinea, Burkina Faso and Niger and who's next? The same causes produce the same effects. The white-collar ruling elites, the political institutions, the political parties and the so-called civil societies have all failed to manage power, each in their own way. Under the guise of a facade of democratic change and systematic exclusion, a minority of parvenus has settled in and ruled the roost for years on end, just as it did in the era of the single parties, under the paternalistic and complacent eye of France, which, it was believed, had signalled the end of autocratic and leeching regimes at the Baule Conference in 1990. In reality, it was just a ploy, a cleverly devised ruse to invite a bunch of black vultures, each more voracious and reckless than the last, to join in whatever happened. Since the start of pseudo-democracy in the early 1990s, corruption, mismanagement and clanism have grown and taken root before the eyes of a growing number of young Africans, disillusioned and aware of social inequalities, and genuinely determined to change the situation everywhere by engaging in struggles for the liberation of their countries, even if it means ousting from the black continent this former domineering white master who cared very little about the living conditions reserved for them and about respect for real democratic standards by the black ruling elites appointed by him since 1990 in Africa. This explains why one military pusch after another in recent years seems

like a thunderclap, a blast of wind and a blow against the more dangerous neo-colonialism of the insatiable plutocrats in power. The former colonial power has had enough of its omnipresence in Africa. Nothing to do with the buffoonish soldiery of the old days before and after 1990. These seizures of power by the armed forces today are the work of cultivated, enlightened soldiers who are up to date with the international geopolitics of the moment and who are asserting loud and clear their self-sacrifice, their patriotism and their determination to no longer allow themselves to be conned and dictated to by some blackmailer like vulgar overseas sub-prefects. This is a major change in the once frustrating, humiliating and paternalistic France-Africa relationship, which has lasted far too long and now deserves to be reconsidered on a new, healthy and egalitarian basis. So, in our new multilateralist world, it is up to France, nostalgic for its glorious past but imbued with a haughty attitude towards the African peoples, to rid itself of this kind of irritating pride as the sole cock of the Francophone court if it does not want to see new rebellious leaders on the political scene moving towards other partners who are more elegant in human terms. To get out of the rut of military pusch, France will in future have to adopt a new attitude of consideration for the African people in French-speaking countries, based on sincerity and a win-win partnership.



*Ousmane Anouh
Morba, Director
of Publication of
the newspaper "Le
Nouveau Courrier" /
Bamako - Mali*

While it is true that military pushes are a brake on development and are not likely to solve our problems, ECOWAS's position (use of force) in the Niger crisis may, to some extent, be an alternative to deter such cases in West Africa. Furthermore, it has to be said that the questioning of the constitutional order in these countries, which are now run by the military, is more or less explained by the poverty that characterises them and the blind adherence of their rulers to the policies laid down by their partners, notably France. Also, the effervescence of part of the population each time there is a coup d'état more or less reveals the level of education in the country concerned. This means that ECOWAS, which is quick to mobilise to re-establish constitutional order after each interruption, must tackle

the problem of education among our populations. In the Sahel, many children have not been to school or no longer go to school because of insecurity. Several schools are virtually closed in the Sahel region, which is plagued by insecurity and is shared by Niger, Burkina Faso and Mali. In June 2022, there were 1,731 schools with 519,300 children and 10,032 teachers, according to the Minusma, which were not operational because of insecurity in the northern regions of Mali. In short, we believe that a military pusch, considered an indescribable crime in the constitutions of our states, is a profound misfortune for a democratic country. ECOWAS must show itself uncompromising beyond compromise to banish it. Otherwise, it will always be back to square one.



Hannah N. Geterminah - Journaliste et Cofondatrice de "The Stage Media" / Coordonnatrice-Pays du Caucous panafricain des journalistes au Liberia

La série de coups d'État militaires vécus par certains États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui ont provoqué des troubles accrus dans la région, sont causées par des facteurs internes et externes. Les dirigeants de ces coups d'État ont tous cité des raisons similaires pour expliquer leurs actions : mauvais leadership, mauvaise gestion des ressources, corruption, etc. Non seulement ces mauvaises pratiques sont réelles et présentes dans de nombreux pays de la région de la CEDEAO et au-delà, mais elles ont constamment continué à saper le pouvoir. La fourniture de services de base tels que les soins de santé, l'éducation, l'accès à de bonnes routes, etc. à leurs citoyens. Cela a donné lieu à la pauvreté et à un faible niveau de vie ; laissant de nombreux groupes marginalisés, désespérés et méfiants à l'égard des institutions gouvernementales.

Ces mauvaises pratiques créent également un environnement propice à la formation de groupes polarisés aux idéologies radicales et aux tendances accrues à s'engager dans des moyens anticonstitutionnels pour remédier à leur sort ou résoudre leurs problèmes ; le coup d'État étant l'un des moyens. Les néocolonialistes qui sont retournés dans leurs anciennes colonies africaines sous couvert de partenaires commerciaux et de développement contribuent également énormément aux tensions que connaît la région. Ces nations développées influentes soutiennent généralement les oligarques corrompus qui leur donnent un accès sans entrave aux ressources naturelles qu'ils recherchent, au détriment du peuple. Les dirigeants corrompus échangent les ressources de leur pays en échange d'un style de vie somptueux pour eux-mêmes et leurs familles, d'une protection politique et de ventes d'armes pour réprimer leur peuple appauvri. Pour résoudre ce problème, il faut

que les États membres de la région, l'Union africaine et les Nations unies collaborent en encourageant et en renforçant les systèmes et les structures de bonne gouvernance, et en engageant de manière constructive les nations néocolonialistes qui exploitent activement les faiblesses qu'elles ont découvertes chez la plupart des dirigeants africains, tout en faisant l'innocente face à l'instabilité que leurs actions malsaines et égoïstes provoquent dans la région.

Pour résoudre le problème, il faut également recourir à des approches multiformes qui englobent les efforts diplomatiques, les réformes institutionnelles, les mécanismes de résolution des conflits et les initiatives de développement socio-économique. En outre, les organismes régionaux tels que la CEDEAO, l'UA, l'ONU, etc. doivent exhorter et encourager les États membres à s'engager dans des efforts de diversification et de décentralisation de leurs gouvernements à tous les niveaux et à lancer des programmes et des dialogues susceptibles de contribuer à la stabilité et à la prospérité à long terme. Enfin, le respect de l'État de droit, la création d'emplois, la fourniture de services de base aux citoyens, la transparence et la responsabilité, la protection des droits de l'homme et toutes les autres formes de principes de bonne gouvernance doivent être encouragés lors de chaque fonction et de chaque réunion organisée par ces organismes régionaux. Ces organismes régionaux doivent également jouer un rôle plus proactif en contribuant à garantir la bonne gouvernance dans les États membres en s'attaquant aux néocolonialistes ou aux nations développées qui, par leurs transactions égoïstes et corrompues avec les dirigeants, provoquent des tensions dans la région.



Hannah N. Geterminah - Journaliste et co-fondatrice de "The Stage Media" / Country Coordinator of the Pan-African Journalists Caucus in Liberia

The series of military pushes experienced by some member states of the Economic Community of West African States (ECOWAS) which has caused increased turmoil in the region is caused by internal and external factors. The Leaders of those coups have all cited similar reasons for their actions: poor leadership, mismanagement of resources, corruption, etc. Not only are these malpractices true and present in many countries in the ECOWAS region and beyond, but they have consistently continued to undermine the delivery of basic services such as healthcare, education, access to good roads, etc. to their citizens. This has given rise to poverty and low standards of living; leaving many groups feeling marginalized, hopeless, and with distrust in government institutions.

These malpractices are also creating the environment for the formation of polarized groups with radical ideologies and increased tendencies to engage in unconstitutional means to address their plights or solve their problems; coup being one of the means. Neocolonialists who have returned to their former African Colonies under the guise of trade and development partners are also hugely contributing to the tension being experienced in the region. These influential developed nations usually support the corrupt oligarchs who give them unhindered access to the natural resources they seek to the detriment of the common people. The corrupt leaders trade their country's resources in exchange for lavish lifestyles for themselves and their families, political protection, and arms deals to suppress their impoverished people. Addressing this issue requires collaborative efforts by member states

of the region, the African Union, and the United Nations by encouraging and strengthening good governance systems and structures, and constructively engaging the Neocolonialist nations who are actively exploiting the weakness they have discovered in most African Leaders, while at the same time acting innocent about the instability their unwholesome and selfish actions are causing the region.

Addressing the problem also requires employing multi-faceted approaches that embrace diplomatic efforts, institutional reforms, conflict resolution mechanisms, and socio-economic development initiatives. Moreover, regional bodies like ECOWAS, AU, UN, etc. must urge and encourage member states to embrace and engage in efforts to diversify and decentralize their governments at every level and initiate programs and dialogues that can contribute to long-term stability and prosperity. Finally, respect for the rule of law, job creation, basic service delivery to citizens, transparency and accountability, protection of human rights, and all other forms of good governance tenets must be encouraged at every function and gathering convened by these regional bodies. These regional bodies must also take on more proactive roles in helping to ensure good governance in member states by engaging Neocolonialists or developed nations who through their selfish and corrupt dealings with leaders are causing tension in the region.



*Professeur Bilé
- Président du
Mouvement pour
l'Emancipation et
l'Intégration Monétaire
de l'Afrique (MEIMA)*

Il est certain que le vent de la libération, le vent de l'émancipation, le vent de la transformation structurelle et institutionnelle des pays africains francophones est irréversible et inarrêtable. Nous allons certainement avoir dans les prochaines semaines et les prochains mois des actions et des opérations qui auront lieu dans d'autres pays. C'est un mouvement illisible, un mouvement qui n'est pas perceptible par les capacités humaines. Mais, c'est un mouvement qui va se poursuivre et se consolider, parce que les paramètres lourds dans les pays africains en général et les pays africains francophones en particulier sont quasiment les mêmes. Vous verrez que la réalité des systèmes institutionnels, politiques, électoraux et démocratiques est la même dans ces différents pays. Elle n'est pas de nature à

permettre que ces pays avancent. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, nous constaterons qu'à la faveur d'un certain nombre de circonstances, nous allons vivre des mouvements de déconstruction de ces ordres anciens qui se feront ainsi pays après pays. D'une manière générale, cela permettra que l'espace francophone africain soit débarrassé d'un certain système de gouvernance. Il s'agit tout simplement d'un mouvement de libération, d'un mouvement d'affranchissement qui va permettre aux pays africains francophones voire l'ensemble du continent, d'accéder à des dynamiques d'autodétermination.



*Professor Bilé -
President of the
Movement for the
Emancipation and
Monetary Integration
of Africa (MEIMA)*

It is certain that the wind of liberation, the wind of emancipation, the wind of structural and institutional transformation of French-speaking African countries is irreversible and unstoppable. In the coming weeks and months, we will certainly see actions and operations taking place in other countries. It is an illegible movement, a movement that is not perceptible by human capacities. But it is a movement that will continue and consolidate, because the major parameters in African countries in general and French-speaking African countries in particular are virtually the same. You will see that the reality of institutional, political, electoral and democratic systems is the same in these different countries. It is not conducive to progress in these countries. As the same causes produce the same effects, we

will see that, thanks to a certain number of circumstances, we will experience movements to deconstruct these old orders, which will take place country after country. Generally speaking, this will enable the French-speaking African region to rid itself of a certain system of governance. Quite simply, this is a liberation movement, an emancipation movement that will enable French-speaking African countries, and indeed the continent as a whole, to achieve self-determination.

UNIR L'AFRIQUE ET SES DIASPORAS

Le label Diplomatique

Trimestriel

Magazine panafricain de DRI édité par "Votre Label.Com"

ABOLITION DU FRANC CFA

La renaissance du panafricanisme

En août 2017 à Dakar, le président d'Urgences Panafricanistes, Kemi Seba, brûle un billet de 5 000 francs CFA. Quelques mois plus tard, l'Éco est adopté en remplacement du franc CFA, dans un premier temps par les pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), ouvrant alors le débat houleux de son adoption par ceux de la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). La vie politique des pays dits francophones de la sous-région vibre depuis au rythme de la mobilisation du Front anti-CFA : une monnaie dénoncée comme le bras financier de la servitude économique des États de la zone franc.

Cet ouvrage analyse les ressorts de ce mouvement, son impact sur l'action publique communautaire et esquisse une évaluation des effets de la mobilisation historique du Front anti-CFA.

*Journaliste et consultante en communication, **Wuldath Mama** est passionnée de relations internationales. Après des études en France et au Canada, elle s'est installée au Bénin où ses rencontres professionnelles et ses recherches l'ont conduite à s'intéresser aux aspirations souverainistes qui ont fondé le renouveau panafricaniste observé depuis 2017 dans la sous-région ouest-africaine.*

ISBN : 978-2-14-031662-3
23 €



Wuldath Mama

ABOLITION DU FRANC CFA



Wuldath Mama

ABOLITION DU FRANC CFA

La renaissance du panafricanisme



Préface de Yélindo P. Houessou

POINTS DE VUE
L'Harmattan

DIASPORA AFRICAINE



L'Etat de la Diaspora Africaine fait peau neuve avec un nouveau Gouvernement, un nouveau Parlement et une nouvelle équipe de Coordonnateurs-Pays du Caucus panafricain des Journalistes. Notre rubrique « Diaspora Africaine » est consacrée à l'intégralité du Discours de politique générale du Premier Ministre, le Docteur Louis-Georges Tin, pour son second mandat et à l'interview exclusive de l'Ambassadeur de la SOAD à Malte, le Comte Chevalier Anthony C. Coleiro, qui dirige la première Ambassade de l'Etat de la Diaspora Africaine dans le monde.

DISCOURS DE POLITIQUE GÉNÉRALE - ADRESSE À LA NATION

Majestés,

Mme la Première Vice Première Ministre, M. le second Vice Premier Ministre

Mesdames et Messieurs les Ministres, Ambassadeurs, Députés, Citoyens et Citoyennes

Excellences,

Il y a 5 ans, jour pour jour, le 1er juillet 2018, je me trouvais en Mauritanie, au Sommet de l'Union Africaine, à l'invitation du Président Mohamed Ould Abdel Aziz, qui m'avait donné mandat pour « donner corps » à la 6ème Région. J'étais aidé dans cette démarche par M. Jamal Ould Mohamed, et j'étais accompagné de M. Goprou, notre Premier Ambassadeur, qui est maintenant aussi mon directeur de cabinet. Et à cette occasion, j'ai présenté la Constitution que nous avions rédigée : l'Etat de la Diaspora Africaine était né. Cette idée semblait tout à fait utopique. Mais la Dr Dlamini-Zuma, présidente de la Commission de l'Union Africaine, m'avait exhorté à travailler sur la 6e Région, et avec sa bénédiction, j'ai eu l'énergie nécessaire et la confiance pour m'engager dans cette voie. Puis en octobre 2018, en Côte d'Ivoire, pour la première fois, nous avons réuni le Gouvernement (la Reine Houindokon s'en souvient), et l'année suivante, nous avons commencé à créer le Parlement (aujourd'hui présidé par Melvin Brown), et ensuite le Département d'Etat (dirigé par Mme Millie Tucker), la Chambre Royale (sous l'autorité de la Reine Aidji et du Chef Charumbira, qui est aussi le président du Parlement de l'Union Africaine), et enfin la Cour de Justice. Au terme de ces 5 ans, je crois qu'on peut dire que les principales institutions de notre Etat sont donc désormais en place. Par ailleurs, au-delà des institutions que nous avons créées, je voudrais évoquer les résultats obtenus. Je ne saurais être exhaustif, mais je voudrais donner juste 10 exemples : 1) Signature d'un accord de coopération avec le Liberia ; 2) Restitution des trésors d'Abomey au Bénin ; 3) Vote d'une Résolution au Parlement Européen sur la restitution et la réparation ; 4) Nomination de notre Ministre de l'Intérieur, Alice Nkom comme Vice-Présidente du Forum des Personnes d'Ascendance Africaine à l'ONU ; 5) SOAD devient membre du bureau du CAFRAD ; 6) Signature de 26 accords de coopération pour construire des smart cities ; 7) Signature d'un accord de coopération

avec Medicus International pour construire 7 Complexes Médicaux ; 8) Signature d'un accord de coopération avec le World Fund for Development and Plannification et avec le UN Alliance for the Sustainable Development Goals ; 9) projets de loi présentés, amendés et adoptés par le Parlement ; 10) Signature d'un accord de coopération avec Rosenthal Group pour créer une Bullion Bank.

Le 12 juin dernier, les élections ont eu lieu, sous la conduite de la commission électorale, que je salue, et vous avez voté pour moi. Je vous en remercie encore, et je suis touché de la confiance que vous me faites. C'est maintenant un nouveau mandat qui commence. J'ai prêté serment, et j'ai pris 2 semaines pour composer un nouveau gouvernement, conformément aux articles 1 à 5 de la Constitution. Je vais vous présenter les nouveaux ministres, et je souhaite vous exposer en même temps la feuille de route qui leur a été fixée. Bien entendu, dans toutes ces missions, je serai secondé par les Deux Vices Premiers Ministres, la Reine Houindokon et M. Hugh Johnson. La Première Vice Première Ministre, continuera à travailler sur les 4 grands piliers : Réparation, Restitution, Rapatriement, Restauration ; le second Vice Premier Ministre sera chargé des questions d'agriculture. Mais la vérité, c'est que tous deux travaillent avec moi sur l'ensemble des programmes. Nous nous réunissons chaque semaine pour traiter en profondeur des dossiers, et je leur suis extrêmement reconnaissant. Leur expertise de haut niveau et leur sagesse sont hautement appréciées. Croyez-moi, nous leur devons énormément. Enormément.

Le nouveau gouvernement est organisé selon trois Pôles.

Le Premier Pôle du Gouvernement concerne la Sécurité et la Diplomatie.

Notre Ministre des Affaires étrangères, M. Samuel Wilson, est chargé de conduire notre diplomatie, partout dans le monde. Mais je lui ai demandé de mettre l'accent sur les Caraïbes et l'Amérique latine, où se trouve la communauté la plus importante en nombre de la diaspora africaine, et nous avons besoin d'y renforcer notre présence et notre action. Pour la coopération internationale, j'ai mandaté M. Nabhit Kapur, qui travaille avec nous depuis trois ans au moins. Il nous aidera à signer des accords partout dans le

AFRICAN DIASPORA

Message to the Pan-African community



Dr Louis-Georges TIN

www.stateofafricandiaspora.com

Majesties,

Madam First Vice Prime Minister, Mr. Second Vice Prime Minister

Ministers, Ambassadors, Members of Parliament, Citizens

Excellencies,

In this Address to the Nation, which I am about to deliver, I would first like to recall the road we have travelled since the beginning. Exactly 5 years ago, on July 1, 2018, I was in Mauritania, at the African Union Summit, as I was invited by the President of the AU, President Mohamed Ould Abdel Aziz, who had given me the mandate to «give substance» to the 6th Region. I was assisted in this by Mr. Jamal Ould Mohamed, and I came with Mr. Goprou, Good Morning Mr Goprou, I do not need to introduce our First Ambassador, who is now also my Chief of Staff. And on this occasion, I presented the Constitution we had drafted: the State of the African Diaspora was born. The idea seemed utterly utopian. But Dr. Dlamini-Zuma, Chairwoman of the African Union Commission, had urged me to work on the 6th Region, and with her blessing, I had the energy and confidence to go for it. Then in October 2018, in Côte d'Ivoire, for the first time, we brought together the Cabinet (Queen Houindokon, I am sure you remembers this event, don't you ?), and the following year we began to create the Parliament (now led by President Melvin Brown, hello President), and then

the Department of State (headed by Mrs. Millie Tucker, Greetings, dear Millie), the Royal Chamber (under the authority of our dearest Queen Aidji and Chief Charumbira, who is also the President of the African Union Parliament), and finally the Court of Justice. At the end of these 5 years, I think we can say that the main institutions of our State are now in place. In addition to the institutions we have created, I would like to mention the results we have achieved. I cannot be exhaustive, but I would like to give just 10 examples: 1) Signature of a cooperation agreement with Liberia ; 2) Vote on a Resolution in the European Parliament on restitution and reparation ; 3) Return of the Abomey treasures to Benin ; 4) Appointment of our Minister of Home Affairs, Alice Nkom, as Vice-President of the Forum of People of African Descent at the UN ; 5) SOAD becomes a member of the Board of CAFRAD ; 6) Signature of 26 cooperation agreements to build smart cities ; 7) Cooperation agreement signed with Medicus International to build 7 Medical Complexes ; 8) Cooperation agreement signed with the World Fund for Development and Planning and Cooperation agreement signed with the UN Alliance for the Sustainable Development Goals ; 9) 6 Bills presented and amended and adopted in Parliament ; 10) Cooperation agreement signed with Rosenthal Group to create a Bullion Bank.

monde, et notamment en Asie, à Dubai, par exemple, où il se rend bientôt pour nous aider à structurer notre Chambre de commerce. Car nous devons renforcer les liens entre l'Afrique et l'Asie. Par ailleurs, Mme Millie Tucker continuera à s'occuper du Département d'État, mais avec rang de ministre. Car le Département est une machine puissante, qui demande beaucoup d'organisation et de coordination. Elle sera chargée de l'accueil des nouveaux ambassadeurs, de leur formation et de leur coordination. Nous devons savoir qui fait quoi, et je lui ai demandé de nous aider à restructurer le Département d'État. Je lui fais confiance pour cela. Pour ce qui est de la sécurité, j'ai reconduit Maître Alice Nkom à ses fonctions de Ministre de l'Intérieur. Elle nous représente dignement au sein du Forum Permanent de l'ONU pour les Personnes d'Ascendance Africaine. Ce Forum lutte contre le racisme et prépare une résolution contre le racisme anti-noir, qui devait être discuté prochainement à l'AG de l'ONU. C'est une très grande responsabilité, et nous sommes heureux qu'elle l'exerce à ce niveau. Pour ce qui est de la défense, j'ai reconduit dans ses fonctions M. Rodenay Joseph. Son expertise nous sera très précieuse, car les installations et les smart / Eco cités que nous créons un peu partout auront besoin d'être protégées avec des forces de sécurité. Il en aura la charge. M. Joaquim Xavier, est reconduit dans ses fonctions au ministère de la justice. En ce moment nous travaillons ensemble avec lui sur la question du racisme dans le football, qui doit être traité au niveau judiciaire, car c'est un délit, qui doit être traité en tant que tel, mais je souhaite qu'il puisse nous aider aussi à lutter pour les réparations liées à l'esclavage. Par ailleurs, aux droits humains, j'ai nommé Mme Glenda Joanna Wetherborn. En effet, les droits humains de nos communautés sont souvent mis à mal, et cela depuis des siècles. Il s'agit d'une question qui relève à la fois de la sécurité et de la diplomatie. Elle aura fort à faire, mais elle sera au sein d'une équipe qui pourra l'assister dans son action, jour après jours. Last but not least, dans le Pôle Sécurité, l'environnement. Nous le savons, c'est le danger n°1 pour l'Afrique. Deux tiers des dégâts climatiques seront et sont déjà en Afrique. Le Sahara progresse, dans la moitié nord de l'Afrique, et au Sud, le Kalahari assèche une bonne partie des pays de la région. Nous avons besoin de créer des méga-infrastructures. C'est pourquoi j'ai nommé M. Tabi Joda, qui est à l'origine du projet concernant la Grande Muraille verte, du Sénégal à Djibouti, et je lui ai confié la conduite de ce Ministère de l'Environnement, qui est d'abord une question de sécurité. Car quand la planète se réchauffe, l'eau manque, la nourriture aussi, les populations meurent et se font la guerre pour accéder aux ressources de plus en plus rares. Donc c'est une question de sécurité absolue.

Le Second Pôle du Gouvernement concerne le Développement Economique.

Le Ministre de l'économie, M. Joanes Louis, demeure en poste. C'est un compagnon de route. Il est avec moi depuis près de 15 ans. Sa loyauté n'est plus à démontrer. Il travaille en ce moment sur les moyens d'assurer l'indépendance économique du continent. C'est la feuille de route que je lui ai fixée. Notre nouveau Ministre du Commerce et des Investissements s'appelle M. Ebube Ebisike. Il est très dynamique, comme vous le savez. Il travaille avec nous à la meilleure façon d'interagir dans tous les domaines susceptibles de développer nos relations commerciales. Il est

chargé de travailler sur les partenariats avec les partenaires économiques du continent. Notre nouvelle ministre des investissements est Mme Monique Mansuela. Elle travaille dans ce domaine depuis de nombreuses années. Comme elle opère depuis Hong Kong, elle nous aidera à renforcer les liens entre l'Afrique et l'Asie, un lien que nous devons absolument renforcer. Au Ministère des Sciences et de l'Industrie, nous avons toujours M. Cheikh Modibo Diarra. Comme vous le savez, il a été directeur de projet à la NASA, et Premier Ministre du Mali. Nous sommes très fiers de l'avoir avec nous, et il nous aide à structurer nos activités spatiales. Il est chargé de superviser la construction de ce qui sera la première fusée africaine. Pour ce qui est du Ministère des Infrastructures, j'ai chargé M. Barthélemy Bukasa de coordonner avec moi la construction des smart / eco cités. Il travaillait déjà dans ce domaine en tant qu'ambassadeur. Et il a démontré son efficacité dans ce domaine. Désormais, il pourra s'y investir encore davantage, mais en tant que ministre. M. Keith Brown a été nommé Ministre des Mines et Minéraux. Sa mission consiste à s'assurer que les propriétaires de mines en Afrique puissent utiliser leurs ressources non pas pour les vendre à l'étranger, mais pour développer l'Afrique. Cela se fera notamment à travers la Bullion Bank, sur laquelle il travaille avec la Vice-Première Ministre. Nous n'oublions dans le développement économique la part essentielle qu'y jouent les femmes. C'est pourquoi nous avons une Ministre, chargée du Développement social et économique des femmes, j'ai nommé Pauline Chiripanyanga. Elle devra coordonner le groupe des hommes contre le sexisme, auquel je suis fier d'appartenir. Et elle pourra travailler aussi à promouvoir notre coalition des villes contre le sexisme. Pour ce qui est de l'économie numérique, la Ministre Telly Onu continuera son ministère. Il s'agira notamment de travailler à la gouvernance numérique de l'État de la Diaspora Africaine, ce qui est un chantier très important. Par ailleurs, pour ce qui est du tourisme, j'ai nommé Mme Sharon Chambers. Elle est chargée de coordonner nos actions dans ce domaine stratégique. Avec Julius Garvey, nous travaillons à créer la new Black Star line, qui aura pour but de proposer des visites le long des côtes d'Afrique de l'Ouest, notamment. Et il faudra aussi créer des itinéraires touristiques pour que la diaspora puisse mieux connaître le continent et, pourquoi pas, y résider. Enfin, toujours dans ce pôle, j'ai nommé M. Samuel Brooks au Ministère de la Communication. Il sera chargé de mettre en place les outils numériques qui seront utiles au développement digital de nous outils de gouvernance.

Le Troisième Pôle du Gouvernement concerne les affaires sociales et culturelles.

Dans ce domaine, la Reine Aidji pourra continuer son travail remarquable, non seulement comme Ministre du Patrimoine et comme Co-Présidente de la Chambre Royale. Elle continuera à diriger les projets comme la Route Numérique de l'Esclave, et les questions de restitution du patrimoine royal, en lien avec la Reine Houindokon. Au Ministère de la culture, nous avons l'honneur d'avoir Mme Euzhan Palcy, cinéaste, qui a reçu un oscar d'honneur l'an dernier pour l'ensemble de sa carrière. C'est un privilège pour nous de l'avoir dans notre gouvernement. Elle pourra superviser les affaires culturelles en général, et la construction de Zollywood, notre cité du cinéma. A l'Education, Mme

At the end of these 5 years, general elections were held on June 12, under the guidance of the Electoral Commission, to whom I pay tribute, and the MPs voted for me. I would like to thank you again for this, and I'm touched by your confidence in me. Now a new mandate is beginning. I have taken the oath of office, and I have taken 2 weeks to compose a new cabinet, in accordance with articles 1 to 5 of the Constitution. I will now introduce you to the new ministers, I know this is what you are all waiting for, and I will also outline the roadmap they have been given. Of course, in all these missions, as you already know, I will be assisted by the two Vice Prime Ministers, Queen Houindokon and Mr. Hugh Johnson. The First Vice Prime Minister will continue to work on the 4 main pillars: Reparation, Restitution, Repatriation, Restoration; the Second Vice Prime Minister will be in charge of agricultural issues. But the truth is that both of them are working with me on everything, on all our programs. We meet every week, every friday, from 11 to X time, to discuss issues in depth, and I am extremely grateful to them. Their high-level expertise and wisdom are highly appreciated. Believe me, we owe them a great deal. Enormously.

The new cabinet is organized into three Areas.

The first Area of the Government is about Security and Diplomacy

Our new Minister of Foreign Affairs, who is Mr. Samuel Wilson, is responsible for leading our diplomacy around the world. But I have asked him to have a strong focus on the Caribbean and Latin America, where we have the largest African diaspora community, and where we need to reinforce our presence and action. For international cooperation, I have appointed Mr. Nabhit Kapur, who has been working with us for at least three years. He will help us sign agreements all over the world, and particularly in Asia, in Dubai, for example, where he will soon be going to help us structure our Chamber of Commerce. Because we need to strengthen the links between Africa and Asia. In addition, Millie Tucker will continue to look after the State Department, but with ministerial rank. The Department is a powerful machine, requiring a great deal of organization and coordination. She will be in charge of welcoming, training and coordinating new ambassadors. We need to know who does what, and I have asked her to help us restructure the State Department. I trust her to do that.

As for security, I have reappointed Maître Alice Nkom as Minister of Home Affairs. She represents us within the UN Permanent Forum for People of African Descent. This Forum fights racism and is preparing a resolution against anti-black racism, which is due to be discussed in the coming months at the UN General Assembly. It's a huge responsibility, and we're delighted that she is working on it at this high level. On the defense side, I have reappointed Mr. Rodenay Joseph. His expertise will be invaluable, as the facilities and smart/eco-cities we're creating will need to be protected by security forces. He will be in charge of this. Mr Joaquim Xavier has been reappointed to the Ministry of Justice. We are currently working together with him on the issue of racism in soccer, which must be dealt with at the judicial level, as it is a crime and must be treated as such, but he will also have to help us fight for reparations linked to slavery. I've also appointed Mrs Glenda Joanna Wetherborn to the human rights

department. The human rights of our communities are often under threat, and have been for centuries. It's a matter of both security and diplomacy. She'll have her work cut out for her, but she'll be part of a team that can support her day after day. Last but not least, in the Security are, Environment. As we all know, the environment is Africa's No. 1 threat. Two-thirds of climate damage will be, and already is, in Africa. The Sahara is advancing in the northern half of Africa, and in the south, the Kalahari is drying out much of the region. We need to create giga-infrastructures. That's why I appointed Mr Tabi Joda, the man behind the Great Green Wall project from Senegal to Djibouti, to head up this Ministry of the Environment, which is first and foremost a question of security. Because when the planet heats up, there's a shortage of water and food, and populations are dying and going to war over increasingly scarce resources. So it's a question of absolute security.

The Second Area of the Government is Economic Development.

The Minister for the Economy, Mr Joanes Louis, remains in position. He is a fellow traveler. He has been with me for nearly 15 years. His loyalty is unquestionable. He is currently working on ways to ensure the continent's economic independence. That's the roadmap I've set for him. Our new Minister of Trade is Mr. Ebube Ebisike. He is very dynamic, as you know. He is working with us on the best way to interact in all areas likely to develop our trade relations. He is responsible for working on partnerships with the continent's economic partners. Our new Minister of Investments is Mrs Monique Mansuela. She has been working in that fields for many years now. As she operates from Hong Kong, it will help us to reinforce the connections between Africa and Asia, a link we definitely need to reinforce. At the Ministry of Science and Industry, we still have Mr. Cheikh Modibo Diarra. As you know, he was project director at NASA, and Prime Minister of Mali. We're very proud to have him with us, and he will continue to help us to structure our space activities. He is in charge of overseeing the construction of what will be Africa's first rocket. As for the Ministry of Infrastructure, I have asked Mr. Barthélemy Bukasa to coordinate with me the construction of smart / eco cities. He was already working in this field as an ambassador. And he has proved his efficiency in this field. From now on, he will be able to invest even more time in this area, but as a minister. Mr. Keith Brown has been appointed Minister of Mines and Minerals. His mission is to ensure that mine owners in Africa can use their resources not to sell abroad, but to develop Africa. This will be done in particular through the Bullion Bank, on which he is working with Vice Prime Minister Amoako. We have not forgotten the essential role played by women in economic development. That's why we have appointed Mrs Pauline Chiripanyanga Minister for Women's Social and Economic Development. Amongst her portfolio for women development, she will be involved in projects against sexism for which I am proud to be a part of. As for the digital economy, Minister Telly Onu will continue her ministry. In particular, she will be working on the digital governance of the State of the African Diaspora, which is a very important project. As for tourism, I have appointed Sharon Chambers. She is in charge of coordinating our actions in this strategic area. With Julius Garvey, we are

Vimbai Chiwuswa pourra continuer à diriger le Ministère de l'Éducation, et notamment l'Université de l'État de la Diaspora Africaine, USOAD. C'est un projet important, qui intègre de nombreuses facultés en ligne ou en présentiel. Pareillement, à la Jeunesse, Mme Olasubomi Mbe pourra aussi continuer sa mission. Elle a toujours été très active et très dynamique. On l'a vue notamment en Europe de l'Est pour exfiltrer les étudiants africains en Ukraine. Elle sera chargée des situations d'urgence, pour sauver la jeunesse en danger, et elle devra aussi nous aider

à mettre en place Youth City, la ville dirigée par des jeunes. M. Salieu Puye pourra continuer lui aussi son travail au Ministère de la Médecine Traditionnelle. C'est un domaine essentiel, et nous aurons besoin d'établir des écoles et des laboratoires de médecine traditionnelle, notamment dans le cadre de nos smart / eco cities. Il devra se charger de tout cela. Par ailleurs, Mme Angelina Tezanou rejoint le gouvernement au poste de Ministre chargée de la Santé et des Handicaps. Elle devra mettre en place des programmes de santé publique, notamment dans le cadre de

nos smart cities. Elle devra travailler aussi à l'inclusion des personnes en situation de handicap. Enfin, je voudrais évoquer le ministère des sports, toujours dirigé par M. Thomas Kojo. En ce moment, justement, nous travaillons sur le racisme dans le sport avec son soutien, et celui du ministre de la justice. Nous aurons d'ailleurs un sommet international sur ce sujet le 27 juillet. Je vous y convie par avance.

Voilà donc la nouvelle équipe que j'ai constituée.

working to create the new Black Star line, which will offer tours along the West African coast, in particular. We also need to create tourist itineraries so that the diaspora can get to know the continent better and, why not, take up residence there. Last but not least, I have appointed Samuel Brooks to the Ministry of Communication. He will be in charge of setting up the digital tools that will be useful for the digital development of our governance tools.

The Third Area of the Cabinet deals with Social and Cultural Affairs

In this area, Queen Aidji will be able to continue her remarkable work, not only as Minister of Historical Legacy, but also Co-President of the Royal Chamber. She will continue to lead projects such as the Digital Slave Route, and the restitution of royal heritage, in conjunction with Queen Houindokon. At the Ministry of Culture, we are honored to have Mrs. Euzhan Palcy,

filmmaker, who received an honorary Oscar last year for her entire career. It's a privilege to have her in our government. She will be able to oversee cultural affairs in general, and the construction of Zollywood, our film city. In Education, Mrs. Vimbai Chiwuswa will continue to head the Ministry of Education, and in particular the African Diaspora State University, USOAD. This is a major project, integrating numerous online and face-to-face faculties. Similarly, Ms Olasubomi Mbe will also be able to continue her work with Youth. She has always been very active and dynamic. We've seen her in Eastern Europe, for example, exfiltrating African students in Ukraine. She'll be in charge of emergency situations, to save young people in danger, and she'll also be helping us set up Youth City, the city run by young people. Mr. Salieu Puye will also be able to continue his work at the Ministry of Traditional Medicine. This is an essential area, and we'll need

to establish schools and laboratories for traditional medicine, particularly in the context of our smart / eco cities. He will have to take charge of all this. Mrs Angelina Tezanou joins the government as Minister for Health and Disability. She will be responsible for implementing public health programs, particularly in the context of our smart cities. She will also be working on the inclusion of people with disabilities. Finally, I'd like to mention the Ministry of Sport, still headed by Mr. Thomas Kojo. We are currently working on racism in sport, with his support and that of the Minister of Justice. We will be holding an international summit on this subject on July 27. I invite you to attend in advance.

So that's the new team I've put together for this new mandate.



EL-Elyon

Beauty & Health



DES TISSUS - VOILES
- GUIPURES - LESSIS
DE COLORIS
CHALEUREUX -
LACOSTE - POLO ET
CHEMISES DE
MATIÈRES DOUCES,
DES CHAUSSURES,
DES SACS ET DES
MONTRES DE
GRANDES MARQUES,
DE FORMES QUI NOUS
FONT BEAUX ET
BELLES.

Sortir devient un réel plaisir au quotidien.

📞 : (+229) 97 73 74 69 / 97 64 21 93 ✉ : estelleadjovi579@gmail.com

Commandez dès cet instant et vous êtes livrés en temps réel.

Vente disponible en gros et en détail

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Caucus Panafricain des Journalistes a été lancé par l'Etat de la Diaspora Africaine, le 06 Avril 2021. Suite à cette séance inaugurale, il a été procédé à la nomination des Coordonnateurs-Pays, le bras opérationnel du Caucus dans le cadre de ses actions dans les 54 pays Africains et partout dans la diaspora aux quatre coins du monde, le 27 Avril 2021.

Plus de deux ans plus tard, après une évaluation minutieuse du chemin parcouru, il est procédé à un remaniement des Coordonnateurs-Pays du Caucus Panafricain des Journalistes, ce Jeudi 07 Septembre 2023.

Sur proposition de SEM l'Ambassadeur Héribert-Label Elisée ADJOVI, Président du Caucus Panafricain des Journalistes, les nominations suivantes ont été prononcées :

AFRIQUE DE L'OUEST

- 1- **Bénin** / Fortune HOUNDEFA
- 2- **Burkina-Faso** / Elie KABORE
- 3- **Cap-Vert** / Nelio Dos SANTOS
- 4- **Côte-d'Ivoire** / David GBEDIA
- 5- **Gambie** / Sanna CAMARA
- 6- **Ghana** / Philip Akuete AZU
- 7- **Guinée** / Mohamed Ali CONDE
- 8- **Guinée-Bissau** / Fatima Tchuma CAMARA
- 9- **Liberia** : Hannah N. GETERMINAH
- 10- **Mali** / Ousmane Anouh MORBA
- 11- **Mauritanie** / Mariem BEYROUCK
- 12- **Niger** / Mahamadou ABDOKARIM
- 13- **Nigeria** / Abdoulaye ISAH
- 14- **Sénégal** / Maymouna NDIR
- 15- **Sierra-Leone** / Theresa R. SESAY
- 16- **Togo** / Germain DOUBIDJI

NB : Cette liste nest pas exhaustive. Elle sera complétée au fur et à mesure
SEM Louis-Georges TIN
Etat de la Diaspora Africaine

AFRIQUE CENTRALE

- 17- **Cameroun** / Elisabeth ASEN SOMO
- 18- **Gabon** / Gerauds Wilfried OBANGOME
- 19- **Guinée Equatoriale** / Miguel AFNAN
- 20- **République Centrafricaine** / Jean Fernand KOENA
- 21- **République du Congo** / Louis Patrick OKAMBA
- 22- **République Démocratique du Congo** / Emmanuel BADIBANGA
- 23- **Sao Tomé-et-Principe** / Silvério AMORIIM
- 24- **Tchad** / Blaise DARIUSTONE

AFRIQUE DE L'EST AFRIQUE AUSTRALE

- 25- **Burundi** / Antéditeste NIRAGIRA
- 26- **Djibouti** / Ali ABDILLAHI
- 27- **Erythrée** / Makda Yoseph BERHE
- 28- **Ethiopie** / Amir AMAN
- 29- **Île Maurice** / Marie Clarinne GEOFFROY
- 30- **Kenya** / Betty NJERU
- 31- **Madagascar** : Harrison RATOVONDRAHONA
- 32- **Ouganda** / Emmanuel LUBEGA
- 33- **Rwanda** : Sylvanus KAREMERA
- 34- **Seychelles** / Valérie SMITS
- 35- **Somalie** / Anwar Abdifatah BASHIR
- 36- **Soudan** / Khaled BEY
- 37- **Soudan du Sud** / Denis Dumo SCOPAS SOKIRI
- 38- **Tanzanie** / Hawa Jumanne BIHOGA

AFRIQUE DU SUD

- 39- **Afrique du Sud** / Tiisetso MOTSOENENG
- 40- **Angola** / Rosa de AGUILAR
- 41- **Botswana** / Lewis MOMPLOKI
- 42- **Comores** / Abdallah MOINA
- 43- **Eswatini** / Thokozani MAMBA
- 44- **Lesotho** / Palesa MAKAE
- 45- **Malawi** / Ishmaël MALIDADI
- 46- **Mozambique** / Charles MANGWIRO
- 47- **Namibie** / Edward KASUTO
- 48- **Zambie** / Derrick SINJELA
- 49- **Zimbabwe** / Albert MASAHA

AFRIQUE DU NORD

- 50- **Algérie** / Amel LAZIB KELTOUM
- 51- **Egypte** / Essa GAD
- 52- **Libye** / Dr Ali Salem ASHOR
- 53- **Maroc** / Bouchra CHAKIR
- 54- **Tunisie** / Machat SEYFOLLAH

DIASPORA - 6ÈME RÉGION DE L'AFRIQUE

- Bahamas** / Deandrea HAMILTON
Barbade / Hallam HOPE
Brésil / Marcelle CHAGAS GONTIJO
Canada / Claude KAZADI LUBATSI
Chine / St Jerry A. NJOKU
Colombie / Jean Gary APOLON
Etats-Unis d'Amérique / Rob NEAL
France / Cyr MAKOSSO
Guadeloupe / Jacques DANKALES
Haïti / Amos CINCIR
Jamaïque / Theo CHAMBERS
Martinique / Christine CUPITE
Panama / Toribio DIAZ
Pays-Bas / Houcine HAJJ
Royaume-Uni / Princesse Eugene MAJURU
Trinidad Tobago / Felipe PAS

PRESS RELEASE

WEST AFRICA

- 1- **Bénin** / Fortune HOUNDEFA
- 2- **Burkina-Faso** / Elie KABORE
- 3- **Cap-Vert** / Nelio Dos SANTOS
- 4- **Côte-d'Ivoire** / David GBEDIA
- 5- **Gambie** / Sanna CAMARA
- 6- **Ghana** / Philip Akuete AZU
- 7- **Guinée** / Mohamed Ali CONDE
- 8- **Guinée-Bissau** / Fatima Tchuma CAMARA
- 9- **Liberia** : Hannah N. GETERMINAH
- 10- **Mali** / Ousmane Anouh MORBA
- 11- **Mauritanie** / Mariem BEYROUCK
- 12- **Niger** / Mahamadou ABDOKARIM
- 13- **Nigeria** / Abdoulaye ISAH
- 14- **Sénégal** / Maymouna NDIR
- 15- **Sierra-Leone** / Theresa R. SESAY
- 16- **Togo** / Germain DOUBIDJI

CENTRAL AFRICA

- 17- **Cameroun** / Elisabeth ASEN SOMO
- 18- **Gabon** / Gerauds Wilfried OBANGOME
- 19- **Guinée Equatoriale** / Miguel AFNAN
- 20- **République Centrafricaine** / Jean Fernand KOENA
- 21- **République du Congo** / Louis Patrick OKAMBA
- 22- **République Démocratique du Congo** / Emmanuel BADIBANGA
- 23- **Sao Tomé-et-Principe** / Silvério AMORIIM
- 24- **Tchad** / Blaise DARIUSTONE

EAST AFRICA SOUTHERN AFRICA

- 25- **Burundi** / Antéditeste NIRAGIRA
- 26- **Djibouti** / Ali ABDILLAHI

- 27- **Erythrée** / Makda Yoseph BERHE
- 28- **Ethiopie** / Amir AMAN
- 29- **Île Maurice** / Marie Clarinne GEOFFROY
- 30- **Kenya** / Betty NJERU
- 31- **Madagascar** : Harrison RATOVONDRAHONA
- 32- **Ouganda** / Emmanuel LUBEGA
- 33- **Rwanda** : Sylvanus KAREMERA
- 34- **Seychelles** / Valérie SMITS
- 35- **Somalie** / Anwar Abdifatah BASHIR
- 36- **Soudan** / Khaled BEY
- 37- **Soudan du Sud** / Denis Dumo SCOPAS SOKIRI
- 38- **Tanzanie** / Hawa Jumanne BIHOGA

SOUTH AFRICA

- 39- **Afrique du Sud** / Tiisetso MOTSOENENG
- 40- **Angola** / Rosa de AGUILAR
- 41- **Botswana** / Lewis MOMPLOKI
- 42- **Comores** / Abdallah MOINA
- 43- **Eswatini** / Thokozani MAMBA
- 44- **Lesotho** / Palesa MAKAE
- 45- **Malawi** / Ishmaël MALIDADI
- 46- **Mozambique** / Charles MANGWIRO
- 47- **Namibie** / Edward KASUTO
- 48- **Zambie** / Derrick SINJELA
- 49- **Zimbabwe** / Albert MASAHA

NORTH AFRICA

- 50- **Algérie** / Amel LAZIB KELTOUM
- 51- **Egypte** / Essa GAD
- 52- **Libye** / Dr Ali Salem ASHOR
- 53- **Maroc** / Bouchra CHAKIR
- 54- **Tunisie** / Machat SEYFOLLAH

The Pan-African Journalists' Caucus was launched by the State of the African Diaspora on 06 April 2021. Following this inaugural session, the Country Coordinators, the operational arm of the Caucus in its actions in the 54 African countries and throughout the Diaspora in the four corners of the world, were appointed on 27 April 2021.

More than two years later, after a meticulous assessment of the progress made, the Pan-African Journalists' Caucus Country Coordinators were reshuffled on Thursday 07 September 2023.

On the proposal of H.E. Ambassador Héribert-Label Elisée ADJOVI, Chair of the Pan-African Journalists' Caucus, the following appointments have been made:

DIASPORA - 6TH AFRICAN REGION

- Bahamas** / Deandrea HAMILTON
Barbade / Hallam HOPE
Brésil / Marcelle CHAGAS GONTIJO
Canada / Claude KAZADI LUBATSI
Chine / St Jerry A. NJOKU
Colombie / Jean Gary APOLON
Etats-Unis d'Amérique / Rob NEAL
France / Cyr MAKOSSO
Guadeloupe / Jacques DANKALES
Haïti / Amos CINCIR
Jamaïque / Theo CHAMBERS
Martinique / Christine CUPITE
Panama / Toribio DIAZ
Pays-Bas / Houcine HAJJ
Royaume-Uni / Princesse Eugene MAJURU
Trinidad Tobago / Felipe PAS

NB: This list is not exhaustive. It will be completed as we go along
HE Louis-Georges TIN
State of the African Diaspora
Prime Minister

DIASPORA AFRICAINE



COMMUNIQUE DE PRESSE

SOAD et IHRC signent un traité pour soutenir les droits humains

Ayant de nombreux objectifs communs, l'État de la Diaspora Africaine (SOAD) et la Fondation intergouvernementale transnationale – Commission internationale des droits de l'homme (IHRC), ont signé ce jour un traité pour soutenir les droits humains dans le monde.

Dr Louis-Georges Tin, Premier ministre de SOAD, et le Professeur h.c. Rafal Marcin Wasik, Secrétaire Général de l'IHRC, se sont rencontrés il y a quelques jours au Château de Szidonia et, après quelques discussions, ils ont rapidement constaté qu'ils avaient des points de vue et des activités similaires. C'est pourquoi ils ont décidé de mettre en commun leurs compétences et leurs ressources.

Les parties (SOAD et IHRC) ont l'intention de trouver les moyens possibles de développer la coopération en matière de politiques humanitaires et d'échanger des idées, des expériences et des contacts sur des questions d'intérêt commun pour les parties par le biais du traité.

Par exemple, SOAD et IHRC observeront ensemble les élections chaque fois que cela sera pertinent ; les deux parties travailleront pour soutenir les migrants africains en Afrique du Nord ; et elles envisageront de partager des missions diplomatiques chaque fois que cela sera stratégique pour elles.

Le Premier Ministre, Dr Tin, a exprimé sa gratitude en déclarant : "Je suis très heureux d'avoir l'occasion de travailler avec IHRC. J'apprécie la vision, l'énergie et l'expertise de l'organisation. Nous ferons certainement du bon travail ensemble".

De même, le professeur h.c. Rafal Marcin Wasik, tout en exprimant sa gratitude, a déclaré : « Ce traité signé conjointement avec SOAD, et grâce à la vision globale du Premier Ministre, nous irons ensemble observer les processus démocratiques en Afrique d'une manière apolitique. En me serrant la main, je voudrais remercier le Premier Ministre de ce qu'ensemble nous essaierons de stimuler le secteur agroalimentaire pour créer des emplois en Afrique en programmant la production

d'animaux, de légumes et de fruits. »

"Nous encouragerons conjointement les grandes entreprises à s'engager dans le secteur agroalimentaire sur le territoire des pays africains, évitant ainsi la migration économique des citoyens africains à la recherche d'un emploi dans les pays européens. Je crois que ce que nous faisons aujourd'hui, nous le faisons pour des générations", a ajouté le professeur Rafal Marcin.



PRESS RELEASE

SOAD and IHRC Sign a Treaty to Support Human Rights

As they have many common objectives, the State of the African Diaspora (SOAD) and the Transnational Intergovernmental Foundation-International Human Rights Commission (IHRC), have this day signed a treaty to support human rights in the world.

In a recent development, Dr. Louis-Georges Tin, Prime Minister of SOAD, and Prof. h.c. Rafal Marcin Wasik, IHRC Secretary-General, met a few days ago in Szidonia Castle, and after a few discussions, they quickly saw that they had similar views and activities. That is why they decided to share their skills and resources.

The Parties (SOAD and IHRC) intend to find the possible ways to develop cooperation on humanitarian policies and to exchange ideas, experiences, and contacts on issues of common interest to the Parties through the Treaty.

For example, SOAD and IHRC will observe elections together whenever it is relevant; the two parties will work to support the African migrants

in North Africa; and they will consider sharing diplomatic missions wherever it is strategic for them.

In his remarks, Prime Minister Dr. Tin, expressed his gratitude saying, "I am very glad to have this opportunity to work with IHRC. I appreciate the vision, energy, and expertise of the organization. We will certainly do a good job together."

Similarly, Prof. h.c. Rafal Marcin Wasik while conveying his gratitude, said, "This jointly signed Treaty with SOAD_ and thanks to the broad vision of the Prime Minister, we will go together to observe democratic processes in Africa in a non-political way. Shaking hands together I would like to thank the Prime Minister that together we will try to stimulate the Agro Sector to create jobs in Africa by programming animal, vegetable, and fruit production".

"We will jointly encourage large companies to contract the Agro sector in the territory of African countries, thus preventing the economic migration of African citizens looking for work in European countries. I believe that what we

do today, we do for generations", Prof Rafal Marcin added..

DIASPORA AFRICAINE

INTERVIEW DU COMTE

CHEVALIER ANTHONY C. COLEIRO, AMBASSADEUR A MALTE



Son Excellence le Comte Chevalier Anthony C. Coleiro, vous avez créé à Malte la première ambassade d'État de la diaspora africaine au monde. Parlez-nous de cette initiative et de son succès.

La mission diplomatique de Malte a commencé sa mission le 4 juillet 2023. Son siège se trouve dans le centre de Malte, à Swatar Msida, juste en face de l'Université de Malte et à environ 3 km de la capitale, La Valette, où se trouvent également les bureaux administratifs du gouvernement, y compris le bureau du Premier ministre, l'Auberge de Castille et la Chambre du Parlement, un endroit très stratégique et facilement accessible par les transports publics et privés. Nos bureaux, cependant, abritent le consulat de l'État de la diaspora

africaine qui est géré par une équipe de professionnels dans leurs secteurs respectifs, qui se compose de moi-même en tant qu'ambassadeur résident pour Malte, d'un chargé d'affaires et de 10 attachés. Le lancement du MDM a été retransmis en direct sur des plateformes numériques et nous sommes très honorés et submergés par le nombre de ministres, d'ambassadeurs, de reines et d'autres dissidents africains vivant à Malte et de locaux, venant de tous les horizons, y compris des personnes stratégiques représentant la communauté des affaires, des politiciens et le grand public qui nous ont rejoints lors d'un événement aussi important. Nonobstant la participation du gouvernement exécutif, y compris Son Excellence la Ministre du Département d'Etat Mme Millie Tucker, à qui notre



Allocution de l'Ambassadeur Coleiro à la 2ème exposition d'art contemporain nigérian à Malte

AFRICAN DIASPORA



INTERVIEW WITH COUNT ANTHONY C. COLEIRO, SOAD'S AMBASSADOR TO MALTA

His Excellency Count Chev. Anthony C. Coleiro, you have set up the first State Embassy of the African Diaspora in the world in Malta. Tell us about this initiative and its success.

The Malta Diplomatic Mission has launched its mission in July 4th 2023, based its headquarters in the centre region of Malta at Swatar Msida, just opposite of the University of Malta and about 3km from the Capital City Valletta, where one could also find the Government Administrative Offices including the Office of the Prime Minister – Auberge de Castille and the House of Parliament, very strategic place and easily reached by public and private transport. Our offices, however, accommodates the State of African Diaspora's Consulate which is manned by a team of professionals within their respective sectors, which is made up of myself as the Residing Ambassador for Malta, a Chargé d' Affaires and 10 Attachés. The MDM launching was transmitted live on digital platforms by which we are very honoured and overwhelmed with the number of Ministers, Ambassadors, Queens and other African dissidents living in Malta and locals, coming from all walks of life, including strategic persons that represents the business community, politicians, and general public that joined us in such an important event. Notwithstanding the participation of the Executive Government including Her Excellency Minister of State Department Mme Millie Tucker, to whom our Diplomatic Mission is accountable, our Prime Minister H.E. Dr. Louis - George Tin, His Honourable Deputies - 1st. Vice Prime Minister H.E. Hon. Keturah Kandake Houinodokon and Vice Prime Minister H.E. Hon. Hugh Johnson.

Since our official opening, the task continued with various

contacts, meetings with whom is not only interested in the State of African Diaspora concept and objectives but also further to that by showing interest to invest in the African Continent, knowing for a fact that there is a Government represented by a State that can monitor, advise and deliver what is required to prepare a solid base for the Diasporas, including careers in their native African Countries. Our task goes even beyond these objectives; our diplomatic mission is also enhanced with a diplomatic target which will reach also the Government of Malta, a member state of the European Community, to take the expected decision to give accreditation and open its bilateral and commercial doors for the State of African Diasporas. I am entrusted by the Executive Government to take upon a diplomatic and important task to bring together Malta and SOAD together for a solid collaboration for the benefit of the two peoples African Diasporas living in Malta and the Maltese citizens.

Who are your staffs and what services do you offer within your Embassy and what are you doing to strengthen Africa through its Diaspora and the Diaspora through Africa?

The Malta Diplomatic Mission (MDM) Team is made up of selected professionals, in other words I personally selected professionals and made sure that the persons will not be political motivated but technocrats in its sense. I have also indicated the sectors by which we will be focusing upon with the SOAD Government, thus to avoid confusion and overlapping of duties we have secured the sectors according to the SOAD Ministries, thus my team will be more focused and perform their duties efficiently, which are given to my Consulate on voluntary basis, not so easy to reach your targets by 'volunteers' but we believe that to reach what SOAD was born would

Mission Diplomatique est redevable, notre Premier Ministre H.E. Dr. Louis - George Tin, Ses Honorables Députés - 1st. Keturah Kandake Houinodokon et le vice-premier ministre, M. Hugh Johnson.

Depuis notre ouverture officielle, la tâche s'est poursuivie avec divers contacts et réunions avec des personnes non seulement intéressées par le concept et les objectifs de l'État de la diaspora africaine, mais aussi par l'intérêt qu'elles portent à l'investissement sur le continent africain, sachant qu'il existe un gouvernement représenté par un État qui peut surveiller, conseiller et fournir ce qui est nécessaire pour préparer

une base solide pour les diasporas, y compris des carrières dans leurs pays africains d'origine. Notre tâche va même au-delà de ces objectifs ; notre mission diplomatique est également renforcée par une cible diplomatique qui atteindra également le gouvernement de Malte, un État membre de la Communauté européenne, afin qu'il prenne la décision attendue d'accorder une accréditation et d'ouvrir ses portes bilatérales et commerciales à l'État des diasporas africaines. Le gouvernement exécutif m'a confié la tâche diplomatique et importante de réunir Malte et la SOAD en vue d'une collaboration solide au profit des deux peuples que sont les diasporas africaines vivant à Malte et

les citoyens maltais.

Quels sont les membres de votre personnel et les services que vous offrez au sein de votre ambassade ? Que faites-vous pour renforcer l'Afrique à travers sa diaspora et la diaspora à travers l'Afrique ?

L'équipe de la Mission diplomatique de Malte (MDM) est composée de professionnels sélectionnés, en d'autres termes, j'ai personnellement sélectionné des professionnels et je me suis assuré que ces personnes ne seraient pas motivées par des considérations politiques, mais qu'elles seraient des technocrates au sens propre du terme. J'ai également indiqué les secteurs sur

be the base for the strengthening of Africa through its Diaspora and the Diaspora through Africa. As referred to already the sectors that SOAD's Diplomatic Mission Team - Malta are the following: Security, Diplomacy & International Affairs; Medical, Healthcare and Information Technology; Social & Public Relations; Research & Innovation; Green & Global Sustainable Economy; Finance, FinTech & Trading; Tourism Globalisation, Aviation & Shipping; Reparation, Restitution and Restoration; Infrastructure and Logistics; Young Empowerment. I am also submitting the Organogram of the Diplomatic Mission team as to give your readers more information about the professionals chosen to give their valuable time for such cause.



Quelles sont vos perspectives d'avenir ?

Les perspectives sont très encourageantes et je donne également des informations sur les projets sur lesquels nous travaillons avec et au nom du gouvernement de la SOAD, ainsi que sur les projets qui sont déjà en cours et prévus dans un avenir proche. Depuis le début de notre mission à Malte, nous nous sommes lancés dans divers

projets et je suis fier de dire que certains d'entre eux ont déjà été consolidés par un protocole d'accord : les protocoles d'accord signés avec l'African Rating Agency (ARA) et l'European Rating Agency (ERA) ; les installations cinématographiques de Sollywood, un vaste projet prévu pour le Kenya, qui a déjà fait l'objet d'un protocole d'accord. le Consortium des services financiers a également manifesté son intérêt pour

une collaboration plus étroite avec la SOAD et, pour atteindre cet objectif, un protocole d'accord a également été signé pour la fourniture du soutien nécessaire aux initiatives mises en place par la SOAD, en utilisant des fonds et d'autres véhicules d'investissement mis en place dans le but de financer, entre autres, les services financiers requis par le Ministre du commerce et le Ministre de l'économie et d'autres



What are your prospects for the future?

The prospects are very encouraging and I am also giving information about the projects that we are working upon with and on behalf of the SOAD Government and also projects that are already progressing and planned for the near future. Since we have started our mission in Malta we have embarked on various projects which I am proud to say that few of them have already been consolidated by a Memorandum of Understand including the following: African Rating Agency (ARA) and European Rating Agency (ERA) MOUs Signed with these renowned Credit Ratings Agencies; the Sollywood Cinematography facilities, a huge project that is earmarked for Kenya, which is already supported

with an MOU; Financial Services Consortium has also established their interest to work closer with SOAD and to achieve this objective an MOU has also been signed for the provision of required support for initiatives set out by SOAD, using funds and other investment vehicles set up with the objectives of funding amongst other financial services as required by the Minister of Trade and the Minister of Economy and other related Ministries. Other discussions and opportunities are on the MDM drawing board which will include a special Educational Package that will offer range of services to SOAD educational institutions, organisations and governments with a deep understanding of the global educational landscape.

Tourism is also being into discussions and we are in discussions with an International Tourism Organisation - ISTO, International Social Tourism Organisation is represented in 45 countries with 175 members from Government entities and tourism companies including Africa, Europe, Asia, Americas, and UAE amongst others, and it advocates for tourism that provides its access to all improves the quality of life for communities and individuals, while protecting cultural and natural assets. Meetings were held with all stakeholders from SOAD Executive Government, Minister for Tourism, Minister of Transport, and Minister for Culture and as to be advised by Prime Minister Hon. Dr. Tin and from the ISTO including the Director responsible for Africa's,



L'Ambassadeur Coleiro à la 2ème exposition d'art contemporain nigérian à Malte

ministères concernés. D'autres discussions et opportunités sont sur la planche à dessin de MDM qui inclura un paquet éducatif spécial qui offrira une gamme de services aux institutions éducatives de la SOAD, aux organisations et aux gouvernements avec une compréhension profonde du paysage éducatif mondial.

Le tourisme fait également l'objet de discussions et nous sommes en pourparlers avec une organisation internationale du tourisme - ISTO, une Organisation internationale du tourisme social - est représentée dans 45 pays et compte 175 membres issus d'entités gouvernementales et d'entreprises touristiques d'Afrique, d'Europe, d'Asie, des Amériques et des Émirats arabes unis, entre autres. Elle plaide en faveur d'un tourisme qui offre un accès à tous, améliore la qualité de vie des communautés et des individus, tout en protégeant les atouts culturels et naturels. Des réunions ont été organisées avec toutes les parties prenantes du gouvernement exécutif de la SOAD, le Ministre du tourisme, le Ministre des transports et le Ministre de la culture, sur les conseils du Premier ministre, M. Tin, et de l'ISTO, y compris le directeur responsable de l'Afrique, les membres du présidium et le secrétaire général. Nous sommes également en contact avec un consortium international de fournisseurs de services offrant des projets clés en main de toutes tailles et projections pour aider à la conception, l'excavation, la construction, la gestion et l'exploitation des projets de villes intelligentes, y compris la fourniture d'opportunités d'investissement pour les industries de l'agriculture et de la pêche, les routes, les ports, les usines électriques et d'eau. Un protocole d'accord est en cours d'élaboration et des discussions ont déjà eu lieu avec le gouvernement exécutif de la SOAD. Dans le domaine de l'audiovisuel, des discussions sont en cours avec le gouvernement exécutif et il a été établi les exigences d'exposition pour l'État de la diaspora africaine par Africa TV. MDM aide également Africa TV à organiser

une conférence panafricaine en août 2024 sous les auspices de notre Premier ministre. Elle comprendra également deux jours d'activités et les ambassades africaines seront invitées à exposer leurs produits pendant ces deux jours. Il y a également un défilé de modes au cours duquel 30 modèles africains seront invités à Malte pour cet événement. L'Autorité du tourisme de Malte est d'ores et déjà sollicitée pour apporter son soutien financier et logistique.

Des discussions sont également en cours avec le gouvernement exécutif sur le sujet des technologies avancées pour le continent africain, un sujet qui semble aujourd'hui être en vogue sur tous les continents du monde avec une société internationale qui fournit une plateforme complète de sécurité en tant que service qui rassemble l'observabilité, la surveillance de la sécurité, le renseignement sur les menaces et l'orchestration, l'automatisation et la réponse en matière de sécurité (SOAR). Un autre aspect très important de notre mission à Malte est que nous mettons un point d'honneur à promouvoir le Consulat à Malte afin de donner la meilleure exposition possible à la SOAD. En fait, avec mon équipe diplomatique, j'ai été invitée à diverses occasions où l'on m'a demandé de prononcer des discours en tant qu'ambassadeur de la SOAD, notamment lors de la 2e Exposition d'art contemporain nigérian à Malte, un événement au cours duquel des prix ont été décernés aux artistes nigériens qui ont exposé leurs œuvres à Malte. MDM est également en train de finaliser la mise en place du Forum économique et d'amitié Malte - SOAD qui promouvra l'amitié, les liens économiques et culturels entre Malte et l'État de la diaspora africaine. La création du forum économique et d'amitié (association) a pour objectif principal d'établir des relations entre les deux États, représentant le continent européen et le continent africain, dans le but de rapprocher les deux peuples.

Le Forum économique et d'amitié Malte-SOAD, qui vise à renforcer les échanges bilatéraux et commerciaux, accueillera un centre d'innovation pour la commercialisation des secteurs entre les États et les communautés d'affaires, les chambres de commerce et d'autres institutions et organisations bénévoles avec le soutien des gouvernements. Ce qui aidera les deux parties à développer une relation solide dans les domaines de la culture, de l'éducation et du secteur des affaires, avec l'intention que la croissance économique aide davantage de communautés d'affaires maltaises et africaines à élargir leurs activités sur le marché africain et vice versa.



L'Ambassadeur Coleiro et son équipe



Ambassador Coleiro surrounded by artists at the 2nd Nigerian contemporary art exhibition in Malta

Members of the Presidium and General Secretary. We are also in contact with an International Consortium of service providers offering turn key projects on any size and projections to assist in the design, excavation, built, management, and operate for the Smart Cities projects including also the provision of investments opportunities for the agricultural and fishing industries, roads, ports Electrical and water plants. An MOU is in the pipeline, discussions already took place with the Executive Government of SOAD. In the audiovisual sector, discussions are being held with the Executive Government where it has been established the exposure requirements for State of African Diaspora by Africa TV. MDM is also helping out AFRICA TV to organise a Pan - African Conference in August 2024 under the auspices of our Prime Minister. It will also include two days of activities and African Embassies will be invited to exhibit their products during these two days, fashion parades by 30 African models will be invited to Malta for this event. The Malta Tourism Authority is already looped in for their

financial and logistical support.

Discussions are also underway with the Executive Government on the subject of advanced technologies for the African Continent, a subject that nowadays seems to be the norm of the day in all continents of the world with an International Company that provides a comprehensive Security-as-a Service platform that brings together Observability, Security Monitoring, Threat Intelligence, and Security Orchestration, Automation, and Response (SOAR). Another very important aspect within our Mission task in Malta is that we make it a point to promote the Consulate in Malta so that we give the best exposure SOAD requires. In fact I together with my Diplomatic team was invited to various occasions where I was asked to deliver speeches as Ambassador for SOAD, including the 2nd. Nigerian Art Contemporary Exhibition in Malta an event where Awards were given to Nigerian Artists that exhibited their works in Malta. MDM is also in its final stages to set up The Malta - SOAD Friendship and Economic Forum which

will promotes friendship, economic and cultural ties between Malta and the State of the African Diaspora. The establishment of the friendship and economic forum (association) main objective is to establish relations between the two States, representing the European and the African Continent, aimed at bringing the two peoples closer together.

The Malta - SOAD Friendship and Economic Forum aiming to strengthening bilateral and commercial exchanges will host an Innovation Hub, for the commercialisation of sectors between the States and the Business Communities, Chambers' of Commerce and other Institutions and VOs with the support of the Governments. Which will assist both sides to develop a strong relation between them in culture, education and the business sector, with the intention that the economic growth will assist more Maltese and African business community to enlarge their activity in the African market and vice versa.



Ambassador Coleiro and Mr Lary Omodia Ceo and African TV news editor



ACELO
Bénin

ACELO Bénin

La qualité du service rendu

Info line:
97223986



Industrie

**Installations Industrielles
- travaux de maintenance**

Vente

Vente de matériel électrique

Location

**Location de groupe électrogène
et installation complète**

■ Ingénierie Informatique et Industrielle
 ■ Solutions de Gestion
 ■ Développement d'Applications
 ■ Distributeur de Drones et Formation en Drone

Groupe ISD Afrik Bénin

■ Formation Professionnelle
 ■ BTP (Bâtiments-Travaux-Publics)
 ■ Communication Publicitaire
 ■ Distributeur de TPE

Formation Professionnelle

Distributeur de TPE

Développement d'applications

Communication Publicitaire

Ingénierie Informatique et Industrielle

Distribution et formation en drone

Solutions de Gestion

BTP

TOGO:
+228 22 20 24 46 / 22 19 73 69 / 99 81 24 46
Email: isdtogo2015@gmail.com / infotogo@isdafrik.com

BENIN:
+229 21 10 00 01 / 21 00 84 34 / 96 12 19 03 / 65 23 89 21
Email: isdbenin@gmail.com / info@isdafrik.com

NIGER:
+227 97 76 07 29
Email: isdniger@gmail.com

EVENEMENT

La rentrée diplomatique 2023-2024 de la République du Togo a eu lieu le 11 septembre 2023. Occasion pour le Ministre des Affaires étrangères, de l'intégration régionale et des Togolais de l'extérieur, le Professeur Robert Dussey de décliner les objectifs de ce rendez-vous annuel et rappelé les orientations stratégiques de la diplomatie togolaise, et pour Me Joseph Kokou Koffigoh, Premier Ministre de transition et ancien Chef de la diplomatie togolaise de donner une conférence inaugurale sur « Les transitions démocratiques en Afrique entre rêves et réalités ». Nous publions ici le communiqué final de la cérémonie ainsi que le compte rendu de discours d'Emmanuel Mayéga.



Compte rendu de la conférence inaugurale de la rentrée diplomatique 2023-2024 au Togo

« Les transitions démocratiques en Afrique entre rêves et réalités »
Par Me Joseph Kokou Koffigoh



La rentrée diplomatique est toujours un moment très attendu des acteurs de la scène internationale à Lomé au Togo, comme partout ailleurs. Logiquement, la mouture du 11 septembre 2023 n'échappe pas à la tradition. Outre l'allocution de circonstance du Ministre togolais des Affaires étrangères, le Professeur Robert DUSSEY, attentivement suivie par les diplomates togolais à la Centrale comme à l'étranger

ainsi que par le Corps diplomatique et consulaire accrédité à Lomé, qui, mieux que Me Joseph Kokou Koffigoh, ancien Premier Ministre de transition et ancien Chef de la diplomatie togolaise, pour animer la conférence inaugurale de la rentrée diplomatique 2013-2024 au Togo ? Une conférence qui a abordé un thème d'actualité politique régionale voire même continentale, à savoir, « Les transitions démocratiques en Afrique

entre rêves et réalités ».

Me Joseph Kokou Koffigoh entame sa présentation par la désormais célèbre transition démocratique au Gabon, qui accorde la part belle à la paix, car sans effusion de sang. Il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'un coup d'Etat militaire sur un continent qui en compte plus d'une dizaine en moins d'une décennie et dont les plus récents ont eu lieu au Mali, en Guinée-Conakry, au Burkina-Faso et

EVENT



The Republic of Togo's 2023-2024 diplomatic year began on 11 September 2023. It was an opportunity for the Minister of Foreign Affairs, Regional Integration and Togolese Abroad, Professor Robert Dussey, to set out the objectives of this annual event and recall the strategic orientations of Togolese diplomacy, and for Me Joseph Kokou Koffigoh, Transitional Prime Minister and former Head of Togolese diplomacy, to give an inaugural lecture on «Democratic transitions in Africa between dreams and realities». We publish here the final communiqué of the ceremony and the report of Emmanuel Mayéga's speech.

Report on the inaugural conference of the 2023-2024 diplomatic year in Togo

« Democratic transitions in Africa between dreams and realities »

By Me Joseph Kokou Koffigoh



The start of the new diplomatic year is always a highly anticipated event for players on the international scene in Lomé, Togo, as elsewhere. Logically, the 11 September 2023 event is no exception to tradition. Apart from the keynote address by the Togolese Minister of Foreign Affairs, Professor Robert DUSSEY, which was closely followed by Togolese diplomats at headquarters and abroad, as well as by the diplomatic and consular corps accredited to Lomé, who better to host the inaugural conference of the 2013-2024 diplomatic year in Togo than Joseph Kokou Koffigoh, former Prime Minister of the transition and former Head of Togolese

diplomacy? The conference addressed a topical issue of regional and even continental political importance, namely «Democratic transitions in Africa between dreams and realities».

Mr Joseph Kokou Koffigoh began his presentation with the now famous democratic transition in Gabon, which was a peaceful one, as there was no bloodshed. The fact remains, however, that this is a military coup d'état on a continent that has seen more than a dozen in less than a decade, the most recent of which took place in Mali, Guinea-Conakry, Burkina-Faso and Niger. These are countries that are now sporting leaders in fatigues for a very real transition. And Joseph

Kokou Koffigoh logically asks: «Are these transitions underway or about to take place democratic? Do they have anything to do with the democratic transitions of the 1990s in Africa? In order to identify what is happening now and propose an answer, our speaker suggests that we «go back to the dreams of the 90s and the realities that followed». An «approach (that) will surely help us better understand the present and project ourselves fearlessly into the future», he suggests. A psycho-dramatic journey through time, punctuated by several key moments: the popular aspirations of the 90s, the internal and external factors of the nascent protests, the democratic transitions: typology and implementation, the national conferences and the bodies of the democratic transition, and the assessment of the democratic transitions.

These critical moments presented, he does not fail to dwell on the new transitions for the restoration of the constitutional order. In this connection, he rightly notes that «the former transitions aimed to establish a pluralist constitutional order. The aim of the new transitions is, or should be, to restore a constitutional order that is acceptable to all. It is possible to explore some avenues for achieving this. These could be precepts drawn from the experiences of the past and appeasement measures drawn from experiments under way in certain African countries». These sad experiences of the past can only be of use to us if our speaker presents us with their recommendations. According to Joseph Kokou Koffigoh, there are many recommendations to be drawn from past experience: «Transition must be seen

au Niger. Des pays qui arborent désormais des dirigeants en treillis pour une transition bien réelle. Et Me Joseph Kokou Koffigoh de s'interroger logiquement : « Ces transitions en cours ou qui s'annoncent sont-elles démocratiques ? Ont-elles un rapport avec les transitions démocratiques des années 90 en Afrique ? » Afin de cerner ce qui se passe actuellement et proposer une réponse, notre conférencier nous suggère de « remonter aux rêves des années 90 avec les réalités qui l'ont suivis. Une « démarche (qui) nous aidera sûrement à mieux comprendre le présent et nous projeter sans peur vers l'avenir », suggère-t-il. Un voyage psychodramatique dans le temps, émaillé de plusieurs moments phares : Les aspirations populaires des années 90, les facteurs internes et externes des contestations naissantes, Les transitions démocratiques : typologie et mise en oeuvre, Les conférences nationales et les organes de la transition démocratique, Le bilan des transitions démocratiques.

Ces moments critiques présentés, il ne manque pas de s'appesantir sur Les nouvelles transitions pour la restauration de l'ordre constitutionnel. A ce propos, il note à juste titre que « Les anciennes transitions visaient à établir un ordre constitutionnel pluraliste. Les nouvelles ont ou doivent avoir pour objectif de restaurer un ordre constitutionnel acceptable pour tous. Il est possible d'explorer quelques pistes pour y arriver. Il pourrait s'agir de préceptes tirés des expériences du passé et des mesures d'apaisement tirées d'expériences en cours dans certains pays africains. » Ces tristes expériences du passé ne peuvent nous servir que si notre conférencier nous en présente les recommandations. Selon Me Joseph Kokou Koffigoh, les recommandations à tirer des expériences du passé sont multiples : « La transition doit s'apprécier comme une régence. Sa première caractéristique est d'être éphémère. La transition doit être courte sinon, elle s'apparente à une confiscation du pouvoir. La durée sera fonction de la situation de chaque pays : un an, c'est le minimum et trois ans, c'est le maximum ». Sur ce terrain, notre conférencier apporte une contribution solide : « La transition doit viser à restaurer l'ordre constitutionnel par des élections libres et transparentes. Pour y arriver, la transition, à travers des commissions techniques, doit créer, ajuster ou toiletter le cadre juridique et politique des élections. Il faut enlever et jeter tout ce qui est générateur de conflits. » Il précise : « Autant que faire se peut, la transition doit inclure toutes les composantes significatives de la nation notamment au plan politique, géopolitique, professionnel, socio-culturel, etc. » Et de citer l'ancien Président togolais, Gnassingbé Eyadéma : « Il faut que tout le monde ait son Oeil dedans ». Du reste, la transition doit veiller à assurer

les grands équilibres macro-économiques et sociaux pour ne pas enfoncer les populations dans une grande pauvreté et veiller à garantir les droits de l'homme ; y compris la protection de ceux qui ont perdu le pouvoir, s'il n'existe pas de graves violations des droits de l'homme à leur charge. Selon Me Joseph Kokou Koffigoh, les transitions démocratiques des années 90 voulaient concrétiser un rêve : celui de l'Etat de droit sur tout le continent africain. Elles ont en partie atteint leurs objectifs en faisant de la démocratie pluraliste le régime politique désormais accepté par tous. Mais elles se sont heurtées çà et là à la dure réalité du pouvoir et à des tentatives de remise en cause.

Dans une vision prospective, notre conférencier aborde les nouveaux défis de l'Afrique : l'organisation d'élection sans violence (notons à ce propos le cas du Nigeria où chaque élection s'accompagne de son lot de violences), le renforcement des institutions qui concourent à l'Etat de droit (notamment le bon fonctionnement de la justice), le défi sécuritaire qui est permanent et qui touche la quasi-totalité des pays africains, la souveraineté économique et monétaire (les questionnements autour du franc CFA et la création d'une monnaie commune dans certaines sous-régions comme la CEDEAO), la crise migratoire et enfin le problème endémique du chômage des jeunes. Nous devons relever ces défis. Pour cela, Me Joseph Kokou Koffigoh convoque d'éminents aînés à la barre. Parmi eux, l'ancien Premier Ministre togolais et ancien Secrétaire Général de l'OUA, feu Edem Kodjo. Ce dernier a tracé les chemins de l'optimisme dans son essai intitulé « Et demain l'Afrique » et ensuite développé et prôné le concept de « Grand pardon ». Pour conclure la thématique « Les transitions démocratiques en Afrique entre rêves et réalités », notre conférencier souhaite vivement « que les problèmes générés par les coups d'Etat trouvent les solutions dans des transitions politiques, pacifiques et apaisées, et que des lois fondamentales et des institutions plus fortes reviennent consolider la démocratie et l'Etat de droit ». Il a surtout formulé le vœu qu'« il n'y ait pas d'éclatement de guerre entre la CEDEAO et quelques États membres, même s'ils ont momentanément enfreint les règles de l'organisation commune. Quelques sanctions et la mise en branle de la diplomatie sous régionale devraient suffire pour ramener les pays concernés dans la famille. »

Une vision assez concrète et réaliste d'un portrait non en demi-teinte, mais en superposition d'un paysage de transition démocratique où la réalité des bruits de bottes a pris le pas sur un panafricanisme rêvé, sur fond d'utopie solidaire.

Emmanuel Mayega



as a regency. Its first characteristic is that it is ephemeral. The transition must be short, otherwise it is tantamount to a seizure of power. The duration will depend on the situation in each country: one year is the minimum and three years the maximum». On this point, our speaker makes a solid contribution: «The transition must aim to restore constitutional order through free and transparent elections. To achieve this, the transition, through technical commissions, must create, adjust or groom the legal and political framework for the elections. Everything that is a source of conflict must be removed and discarded». He adds: «As far as possible, the transition must include all the significant components of the nation, particularly at the political, geopolitical, professional, socio-cultural and other levels. And to quote the former Togolese President, Gnassingbé Eyadéma: «Everyone must have an eye in». Moreover, the transition must ensure that the major macro-economic and social balances are maintained so as not to plunge the population into extreme poverty, and that human rights are guaranteed, including the protection of those who have lost power, provided that there are no serious human rights violations against them. According to Joseph Kokou Koffigoh, the democratic transitions of the 1990s sought to realise a dream: the rule of law throughout the African continent. They partly achieved their objectives by making pluralist democracy the political system now accepted by all. But here and there they came up against the harsh reality of power and attempts to challenge it.

Looking to the future, our speaker addresses the new challenges facing Africa: organising elections without violence (note the case of Nigeria, where every election is accompanied by its share of violence), strengthening the institutions that contribute to the rule of law (in particular the proper functioning of the justice system), the

permanent security challenge that affects almost all African countries, economic and monetary sovereignty (questions surrounding the CFA franc and the creation of a common currency in certain sub-regions such as ECOWAS), the migration crisis and finally the endemic problem of youth unemployment. We must rise to these challenges. To this end, Mr Joseph Kokou Koffigoh called on eminent elders to take the stand. Among them, the former Prime Minister of Togo and former Secretary General of the OAU, the late Edem Kodjo. In his essay «Et demain l'Afrique» («And tomorrow Africa»), Edem Kodjo mapped out the paths of optimism, and went on to develop and advocate the concept of «Grand pardon» («Great Forgiveness»). Concluding on the theme of «Democratic transitions in Africa between dreams and realities», our speaker expressed the fervent hope that «the problems generated by coups d'état will find solutions in peaceful political transitions, and that fundamental laws and stronger institutions will come back to consolidate democracy and the rule of law». Above all, he expressed the hope that «there will be no outbreak of war between ECOWAS and a few member states, even if they have momentarily broken the rules of the common organisation. A few sanctions and the deployment of sub-regional diplomacy should be enough to bring the countries concerned back into the family».

A fairly concrete and realistic vision of a portrait that is not in halftone, but superimposed on a landscape of democratic transition where the reality of the sounds of boots has taken precedence over a dream of pan-Africanism, against a backdrop of utopian solidarity.

Emmanuel Mayega



COMMUNIQUE

RENTREE DIPLOMATIQUE ANNEE 2023-2024

1. Prof. Robert DUSSEY, Ministre des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des Togolais de l'extérieur a présidé, ce lundi 11 septembre 2023 à Lomé, la rentrée diplomatique de l'année 2023-2024 marquée par une conférence publique portant sur le thème « *Les transitions démocratiques en Afrique entre rêves et réalités* ».
2. Ont pris part à la cérémonie des personnalités du monde diplomatique et consulaire, des personnalités politiques, des universitaires, des acteurs du monde de la justice, la société civile et le personnel diplomatique du ministère des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des Togolais de l'extérieur.
3. Dans son allocution de circonstance, Prof. Robert DUSSEY a décliné les objectifs de ce rendez-vous annuel et a rappelé les orientations stratégiques de la diplomatie togolaise définies par le Président de la République, **S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBÉ**, relatives, entre autres, à l'engagement au service d'une communauté ouest-africaine pacifique, d'une Afrique moins vulnérable aux chocs, stable, forte et audible sur la scène internationale et pour un monde plus juste et équitable. Il a relevé que le retour de l'Afrique sur la scène internationale ne sera à l'avantage du continent que si l'Afrique est maître de ses propres agendas.
4. La cérémonie a été aussi l'occasion pour le Ministre DUSSEY de rappeler les principaux événements qui seront à l'agenda diplomatique du Togo au cours de l'année diplomatique 2023-2024, notamment la tenue, les 21 et 22 octobre prochains, de la première édition de « *Lomé Peace and Security Forum* » et l'organisation du 9^e Congrès Panafricain au second semestre de l'année 2024.
5. Selon Prof. Robert DUSSEY, le Togo ne peut abandonner les pays frères qui sont en crise, en guerre et en transition politique qui constituent des moments d'incertitudes majeures et les efforts de médiation et de facilitation à l'échelle de la région et du continent seront renforcés tout au long de l'année. La diplomatie togolaise valorise l'expertise africaine dans la recherche de solutions aux problèmes africains et c'est la meilleure façon pour l'Afrique de limiter les ingérences extérieures qui ont contribué ces dernières années à attiser les foyers de tensions et à mettre le continent en difficulté.
6. Dans la conférence inaugurale de cette rentrée diplomatique, l'orateur, l'ancien Premier ministre de transition au Togo (1991-1994), **Me Joseph Kokou KOFFIGOH**, a présenté sa vision des transitions démocratiques en Afrique qui sont à la fois des occasions d'espoirs, d'incertitudes et parfois de désespoirs. La réalité des transitions politiques, a fait valoir **Me Joseph Kokou KOFFIGOH**, c'est qu'elles ne sont pas toujours des occasions faciles où les espoirs deviennent des réalités.



STATEMENT

2023-2024 DIPLOMATIC NEW YEAR

1. **Prof. Robert DUSSEY**, Minister of Foreign Affairs, Regional Integration and Togolese Abroad, chaired, this Monday, September 11, 2023 in Lomé, the 2023-2024 diplomatic new year marked by a public conference on the theme "*Democratic transitions in Africa between dreams and realities*".
2. The ceremony was attended by personalities from the diplomatic and consular world, political figures, academics, stakeholders from the world of justice, civil society and diplomatic staff from the Ministry of Foreign Affairs, regional integration and Togolese abroad.
3. In his speech for the occasion, **Prof. Robert DUSSEY** outlined the objectives of this annual meeting and recalled the strategic orientations of Togolese diplomacy defined by the President of the Republic, **H.E.Mr. Faure Essozimna GNASSINGBÉ**, relating, among other things, to the commitment to serving a peaceful West African community, an Africa less vulnerable to shocks, stable, strong and audible on the international scene and for a more just and equitable world. He noted that Africa's return to the international scene will only benefit the continent if Africa is master of its own agendas.
4. The ceremony was also an opportunity for Minister **DUSSEY** to recall the main events which will be on Togo's diplomatic agenda during the diplomatic year 2023-2024, in particular the holding, on October 21 and 22, of the first edition of "*Lomé Peace and Security Forum*" and the organization of the 9th Pan-African Congress in the second half of 2024.
5. According to **Prof. Robert DUSSEY**, Togo cannot abandon brother countries which are in crisis, at war and in political transition which constitute moments of major uncertainties and mediation and facilitation efforts at the scale of the region and the continent will be strengthened throughout the year. Togolese diplomacy values African expertise in the search for solutions to African problems and this is the best way for Africa to limit external interference which has contributed in recent years to fueling sources of tension and putting the continent in difficulty.
6. In the inaugural conference of this diplomatic new year, the speaker, the former transitional Prime Minister in Togo (1991-1994), **Mr. Joseph Kokou KOFFIGOH**, presented his vision of democratic transitions in Africa which are both occasions of hope, uncertainty and sometimes despair. The reality of political transitions, argued **Mr. Joseph Kokou KOFFIGOH**, is that they are not always easy occasions where hopes become realities.

7. Le grand mérite des transitions démocratiques des années quatre-vingt-dix en Afrique, outre la libéralisation des paysages politiques et les avancées en matière des droits de l'homme, c'est que tout le monde s'est converti à l'idée de démocratie qui est définitivement ancrée dans les mœurs. Les transitions démocratiques ont donc fait de la démocratie pluraliste le régime politique accepté par tous.
8. Le conférencier, se fondant sur des expériences passées, a formulé des recommandations pertinentes relatives à la conduite des transitions politiques qui doivent être inclusives, pacifiques et orientées vers la restauration de l'ordre constitutionnel à travers des élections libres et transparentes.
9. L'éminent conférencier a souligné que la conduite et l'accompagnement des transitions politiques demandent plus de réalisme, de pragmatisme et d'approches contextualisées et adaptées à la situation pratique de chaque processus de transition politique. Il a invité les organisations régionales, l'Union africaine et la communauté internationale à sortir des sentiers battus et des positions purement normatives afin de se mettre en capacité de mieux accompagner les transitions politiques en cours sur le continent, notamment en Afrique de l'Ouest. Ces institutions et la communauté internationale doivent privilégier les voies et les mécanismes diplomatiques dans leurs relations avec les régimes de transition au détriment des approches belligérantes.
10. La conférence a pris fin par une session interactive d'approfondissement du thème à travers des questions-réponses.
11. La cérémonie de rentrée diplomatique a été l'occasion pour le chef de la diplomatie togolaise d'inviter tout le personnel diplomatique de notre pays, à la centrale ou à l'extérieur, à plus d'audace, d'initiatives, d'efficacité et de performance pour porter encore plus loin la diplomatie togolaise conformément à la vision du Président de la République, **S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBÉ**.

Fait à Lomé, le 11 septembre 2023



7. The great merit of the democratic transitions of the nineties in Africa, in addition to the liberalization of the political landscape and the advances in human rights, is that everyone has converted to the idea of democracy, which is definitively anchored in habits. Democratic transitions have thus made pluralist democracy the political regime accepted by all.
8. The speaker, drawing on past experiences, made relevant recommendations for the conduct of political transitions that must be inclusive, peaceful and oriented towards the restoration of constitutional order through free and transparent elections.
9. The eminent speaker stressed that the conduct and support of political transitions require more realism, pragmatism and contextualized approaches adapted to the practical situation of each political transition process. He invited regional organizations, the African Union and the international community to think outside the box and purely normative positions in order to better support the political transitions underway on the continent, particularly in West Africa. These institutions and the international community must favour diplomatic channels and mechanisms in their relations with transitional regimes to the detriment of belligerent approaches.
10. The conference ended with an interactive session to deepen the theme through questions and answers.
11. The diplomatic new year ceremony was an opportunity for the head of Togolese diplomacy to invite all the diplomatic staff of our country, at headquarters or outside, to greater boldness, initiatives, efficiency and performance to take Togolese diplomacy even further in accordance with the vision of the President of the Republic, **H.E.Mr. Faure Essozimna GNASSINGBÉ**.

Lomé, September 11, 2023



JACQUES ADANDE



Je vais vous dire...

«Je vais vous dire...». Des tranches de vie, depuis son enfance à Porto-Novo jusqu'aux temps des rhumatismes, livrées dans un beau récit parsemé de quelques pointes d'humour, par l'octogénaire Jacques ADANDE. En tout premier lieu pour le bénéfice de ses enfants et petits-enfants. Mais aussi pour tout lecteur désireux de s'en inspirer...

Jacques ADANDE appartient à la première génération de diplomates de carrière du Bénin. Il a été formé dans les meilleures écoles et universités en Afrique, en Grande-Bretagne, en France, en Suisse et aux États-Unis dont la prestigieuse Kennedy School of Government de la Havard University.

L'Ambassadeur Jacques ADANDE a été en poste en France, au Canada et au Nigeria. Il est ensuite passé au service des Nations Unies et a été Représentant résident de l'UNICEF en Algérie, au Tchad, au Burkina Faso, en Côte-d'Ivoire, au Rwanda, au Kenya et aux Comores. Tant de pays, tant de contextes socio-culturels différents, tant de richesses et d'expériences que le diplomate décide à présent de partager...



TVC BÉNIN, ÇA NOUS RASSEMBLE !!!



NOS GRANDS RENDEZ-VOUS

HWENUSU

DU LUNDI AU VENDREDI - 9H

SPORTS 7

LUNDI - 20H30 / MARDI - 15H

7 JOURS EN AFRIQUE

SAMEDI - 17H30 / DIMANCHE - 10H

VUE D'ENSEMBLE

DIMANCHE 22H / LUNDI - 11H30

REFLET CITÉ - LE DÉBAT

MARDI 20H30 / MERCREDI - 11H

TOP O FÉMININ

JEUDI 16H / VENDREDI - 20H30 / MARDI - 11H

Retrouvez nous sur Canal+ au numero 274

Infoline: +229 21303744 - 22511603 - 96844538 - 97639073



76
Ans

KAKPO Codjovi Raymond
Enseignant Émérite *Dors en Paix*

For Leaders
LensAfrik 《非洲之窗》
www.lensafrik.net INTERNATIONAL

BUSINESS | TRADE | POLICY | PEOPLE & LIFESTYLE | ARTS & CULTURE

